lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE - PARAIT LE MARDI - Nº 96 - SEMAINE DU 30 JUIN au 6 JUILLET 1970 - PRIX : 2 F

nancy la Ve République

coté pile et coté face

courrier des lecteurs

Chers camarades,

« Lutte Ouvrière » attache une certaine importance aux problèmes de l'enseignement puisque dans le n° 91 on peut lire deux pages consacrées à ces problèmes, et dans les numéros précédents, j'ai souvent remarqué des articles sur l'enseignement.

Je voudrais vous faire part de quelques remarques à ce sujet. « L. O. » décrit de façon juste les lamentables conditions de travail des enseignants, en particulier dans le technique et le primaire ; l'incurie du gouvernement y est justement dénoncée. Tout au long de l'année, les mesures prises par Guichard n'ont qu'une fonction : RENTABILISER L'ENSEIGNEMENT, faire le maximum d'économie dans le domaine de l'Education nationale, c'est évident pour la suppression de la seconde langue en quatrième et pour l'augmentation du prix de pension et des droits universitaires. D'autre part, dans le technique et le secondaire, la spécialisation à outrance et l'orientation autoritaire deviennent la règle. Tout ceci est l'expression de la RENTABILISATION CAPITALISTE DE L'EDUCATION NATIONALE.

Pour tout militant révolutionnaire, il devient de plus en plus évident que l'enseignement est un secteur important de la lutte des classes et que dans ce domaine comme dans les entreprises, nous sommes amenés à proposer une stratégie révolutionnaire de lutte face aux stratégies staliniennes et réformistes. Bref, c'est l'intervention des révolutionnaires dans l'enseignement qui est à l'ordre du jour, les propositions syndicales n'étant que des compromis et des reculades continuelles.

A ce sujet « L.O. » n'apporte que peu d'éléments à ses lecteurs enseignants et parents d'élèves, en particulier l'article de Colette Bernard dans le n° 89 est bien faible car il ne suffit pas de dénoncer les reculades du SNES, il faut donner une perspective de lutte aux enseignants.

Au moment où la Ligue et vous-mêmes réenvisagez sous un jour favorable l'unité des révolutionnaires, il me semble que vous devriez examiner l'unité de l'intervention des révolutionnaires dans les différents secteurs notamment celui de l'enseignement.

De ce point de vue, la situation n'est guère brillante : à côté de l'Ecole Emancipée qui reste le regroupement le plus solide, les maoïstes animent l'Ecole de Mai et refusent tout travail syndical, le PSU anime Rénovation Syndicale et s'enferme dans le pédagogisme contestataire, vous-mêmes n'apparaissez pas en tant que militants dans l'enseignement.

Pour ma part, je pense que, étant donné les caractéristiques particulières du syndicalisme enseignant, les militants révolutionnaires doivent envisager un travail de tendance dans la FEN ; l'Ecole Emancipée doit constituer le cadre de regroupement des révolutionnaires enseignants.

Pour me résumer, je vous reproche de faire seulement de l'information sur l'enseignement et de ne pas aller dans le fond des choses dans l'explication de la politique gouvernementale et de la stratégie réformiste de la FEN, je reproche aussi aux camarades de LUTTE OUVRIERE de ne pas venir renforcer l'ECOLE EMANCIPEE.

Salutations communistes.

A. P. Créteil.

Comme tu dis, nous accordons une certaine et même une grande importance aux problèmes de l'enseignement public. A la fois parce que nous sommes solidaires de la lutte des enseignants pour améliorer leurs conditions d'existence et parce que nous considérons que l'Education nationale est un des domaines où la carence de l'Etat bourgeois à faire face aux tâches essentielles de toute société est la plus flagrante.

Maintenant, en ce qui concerne l'activité politique ou syndicale en milieu enseignant — ce sur quoi tu nous fais des reproches — voilà quelle est notre position :

Nous ne contestons nullement l'utilité d'une activité révolutionnaire ouverte dans les milieux d'enseignants ; ni celle de la formation d'une tendance révolutionnaire au sein des syndicats d'enseignants. C'est pourquoi nous apportons notre soutien à tout révolutionnaire, quelle que soit par ailleurs son appartenance, qui se livre à cette activité. C'est pourquoi encore, nos camarades enseignants apportent leur soutien aux tendances révolutionnaires chaque fois qu'elles s'opposent aux tendances réformistes ou stalinienne.

Notons seulement que, malheureusement, les tendances révolutionnaires font preuve dans le milieu d'enseignants, de la même absence de responsabilités que dans leurs rapports mutuels d'une manière générale. Et dans un syndicat qui comme la F.E.N. autorise les tendances, on a vu depuis mai le désastreux spectacle d'une tendance révolutionnaire naguère unique céder la place à une multitude de petites tendances, correspondant en gros aux différents groupements gauchistes.

Quant à nous, nous nous refusons à faire un choix — fut-il en faveur de l'Ecole Emancipée — entre toutes ces tendances qui ont exactement les mêmes titres à se réclamer du « gauchisme » en milieu enseignant, et nous sommes résolument pour leur réunification au sein d'une tendance unique, permettant aux uns et aux autres une totale liberté d'expression.

Enfin, pour terminer, il est vrai que si nous avons un certain nombre de camarades au sein de la F.E.N., notre tendance se refuse à consacrer une part importante de ses forces et de ses préoccupations à un travail systématique dans les syndicats d'enseignants. Car il ne nous semble pas qu'il soit « évident que l'enseignement est un secteur important de la lutte des classes », en tout cas pas au point que nous puissions avoir le droit de mettre — comme tu le fais — au même niveau le travail en milieu enseignant et dans les entreprises.

Une des raisons les plus importantes pour lesquelles le courant trotskyste n'est pas parvenu à jouer un rôle un tant soit peu notable dans les luttes de la classe ouvrière, est précisément d'avoir toujours eu une fâcheuse tendance à la facilité, et de consacrer la quasi-totalité de ses efforts aux milieux les plus réceptifs aux idées révolutionnaires : enseignants et étudiants essentiellement. Et une autre fâcheuse tendance : théoriser cette pratique en décernant à ces milieux une importance qu'ils n'ont pas dans la lutte de classes.

Quant à nous, nous pensons et nous répétons que les révolutionnaires, y compris s'ils sont enseignants, doivent consacrer le meilleur d'eux-mêmes à l'activité en direction des entreprises.

Ayant apprécié votre article « La femme dans la société capitaliste », je voudrais néanmoins vous signaler une erreur importante en ce qui concerne les mouvements féminins socialistes.

Vous semblez ignorer totalement l'existence du Mouvement Démocratique Féminin (M.D.F.), mouvement qui travaille à la prise de conscience des femmes et à leur émancipation bien sûr, mais dans une optique socialiste. Le M.D.F. regroupe des femmes politisées, dont les options politiques représentent tout l'échantillonnage de la gauche non Communiste (Socialistes - Conventionnelles - Membres de clubs - PSU).

Cette ignorance du MDF me semble évidente lorsque vous affirmez que « les mouvements féminins, même ceux qui se disent socialistes ou communistes, ne font qu'exalter le rôle des femmes au sein de la famille. »

Le MDF a toujours affirmé sa position de soutien au travail de la femme et revendique pour elle une évolution des structures sociales lui permettant plus facilement cet épanouissement de toute sa personnalité.

Je vous signale par ailleurs que depuis mai 68, le MDF s'est implanté en milieu étudiant et qu'il y fait un travail de réflexion, en particulier au sein du groupe « Féminin, Masculin, Avenir ».

Peut-être pourrez-vous, soit dans le courrier, soit dans un prochain article, apporter cette rectification à vos lecteurs.

Bien cordialement.

J.-S. Rosny-sous-Bois

Nous ne connaissons pas en détail l'activité du M.D.F. Mais rien que sur la base de ta lettre et du prospectus que tu y avais joint, nous pensons que nous n'avons pas du tout la même conception de l'émancipation de la femme et des moyens et voies pour y parvenir. Notre position est simple. Aussi longtemps qu'existera la domination du capital et de la société privée, l'affranchissement de la femme n'est pas possible. Travailler pour l'émancipation de la femme, c'est travailler pour la révolution socialiste. Dans cette optique là, si nous concevons la légitimité de mouvements féminins, c'est à la condition qu'ils prennent clairement position en faveur de la nécessité de la révolution socialiste. C'est à la condition de ne pas élever la catégorie femmes au-dessus des classes. C'est à la condition de se proposer comme but de faire participer les femmes travailleuses à la lutte des exploités et non d'unir les forces féminines de deux classes opposées.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél. : FLA. 37-07

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois	30 F
	1 an	50 F
sous pli fermé :	6 mois	70 F
	1 an	130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.

Editorial

NANCY

LA Ve RÉPUBLIQUE COTÉ PILE ET COTE FACE

INDENIABLEMENT, Jean-Jacques Servan-Schreiber, le remuant ex-secrétaire général du Parti Radical, aura réussi sa véritable entrée sur la scène politique. Puisant très largement dans l'électorat de la gauche non communiste, mordant sur l'électorat gaulliste, il a réussi un score électoral auquel les candidats centristes ne sont plus guère habitués. Il arrive en tout cas largement en tête aux élections de Nancy.

De toute évidence et malgré cet amour subit pour la Lorraine dont il a fait amplement état durant la campagne, les visées politiques de Servan-Schreiber dépassent nettement les frontières de cette région où l'avait conduit le hasard de la très bien venue démission de Souchal.

Mais l'ambition personnelle est une des choses les mieux partagées parmi ceux qui nous gouvernent. Elle ne suffit certes pas pour distinguer Servan-Schreiber de la pléiade d'hommes politiques qui rêvent d'un « destin national ». Si pourtant l'activité de l'ex-directeur de l'**Express** retient l'attention des commentateurs politiques, c'est qu'il entend mener cette activité dans une direction bien définie, à savoir la constitution d'une force politique susceptible de faire face à l'UDR, tout en ne comprenant pas le PC. La fameuse troisième force en somme, que bien d'autres, Defferre et dans une certaine mesure, Poher en dernier, ont tenté de regrouper autour de leurs noms. Sans succès d'ailleurs.

Photo A.F.P.

Servan-Schreiber réussira-t-il dans cette voie ? Ce qui est certain, c'est que la formation d'un tel regroupement ou parti répondrait à un besoin du point de vue du bon fonctionnement des institutions mises en place par de Gaulle. La constitution de la Ve République suppose le bi-partisme. De Gaulle a réussi à mettre fin à l'éparpillement de la droite et à la regrouper au sein d'un même parti. Il manque à gauche, pour autant que cette formulation ait un sens, une formation d'opposition susceptible de servir de relève à l'UDR pour compenser l'usure obligatoire du pouvoir.

Car c'est bien un des problèmes politiques de la bourgeoisie, c'est qu'il n'y a pas, de fait, une solution de rechange à l'UDR. Ou plus exactement, que le seul parti de gauche qui soit susceptible de faire face à l'UDR, qui fait figure de point solide dans une opposition éparpillée soit précisément le PCF.

Certes, la bourgeoisie sait que le PCF ne menace pas fondamentalement son pouvoir et elle peut être amenée, dans certaines circonstances exceptionnelles, à lui confier une participation à la gestion de ses affaires. Elle l'a déjà fait. Mais elle ne peut et ne veut faire du PCF un parti d'opposition comme un autre, susceptible d'accéder au pouvoir dans le cadre du jeu parlementaire normal lorsque l'UDR aura épuisé son crédit auprès de son électorat. En partie évidemment parce que le PCF reste encore aux yeux de la bourgeoisie dans une certaine mesure le « parti de l'étranger ». Mais surtout, parce que le PCF accumule sur son nom des illusions telles de la part des travailleurs, que sa victoire électorale ne pourrait justement pas rester purement électorale. L'accession au pouvoir du PCF risquerait de déclencher la même vague revendicative que naguère la victoire du « Front Populaire ». Elle pourrait donc coûter cher à la bourgeoisie.

Aussi le problème est de créer un regroupement qui tout en étant dans l'opposition, puisse se passer du PCF. Mais c'est justement là que commencent les difficultés de Servan-Schreiber.

Car s'il était possible de retrancher arithmétiquement du total les voix qui portent sur le PCF et de jouer au petit jeu de la majorité et de l'opposition interchangeables et interchangées à intervalles réguliers — ce qui constitue l'essentiel de la « démocratie » parlementaire bourgeoise — les choses seraient relativement faciles. Mais malheureusement pour les partisans de la troisième force, le poids électoral du PCF ne joue pas seulement au travers de l'élection de ses propres députés mais aussi au travers de l'élection de toute une partie des députés des autres formations de gauche.

A Nancy, dans des circonstances particulières, après une campagne publicitaire exigeant des moyens puissants, et avec des soutiens financiers de poids, Servan-Schreiber a pu « unifier » de fait l'électorat de gauche non communiste sur son nom, il a pu mordre sur l'électorat gaulliste. Il a pu donc se passer des voix du PCF pour se faire élire. Mais il n'y a aucune raison que, au moment des législatives futures, le même phénomène se reproduise dans des centaines de circonscriptions en faveur des sempiternels candidats centristes, radicaux ou socialistes uniquement parce que ceux-ci se seraient prévalus du patronage et du label JJ-SS (à supposer même qu'ils acceptent au préalable ce label). Une bonne partie des candidats de la gauche non communiste continueront à estimer — avec juste raison — que le soutien au second tour du PCF est somme toute une meilleure garantie d'accès au Palais Bourbon que le patronage de Servan-Schreiber.

Pour unifier naguère la droite, il a fallu le 13 mai 1958 et l'ascension au pouvoir de de Gaulle. Pour sortir une opposition unifiée de la mosaïque des intérêts locaux et des combinaisons particulières, il faudra sans doute autre chose que le succès de Servan-Schreiber à Nancy.

Cette autre chose pourrait être à la rigueur un éventuel succès de Servan-Schreiber aux prochaines présidentielles.

Il est plus que probable que s'il était à la présidence, JJ-SS trouverait une majorité, où d'ailleurs l'opposition non communiste actuelle pourrait très bien côtoyer des ralliés de la majorité actuelle.

Mais pour l'instant, nous n'en sommes pas encore là. Il reste à Servan-Schreiber bien du chemin à parcourir, et il faut un changement important de l'électorat pour qu'il puisse espérer accéder à l'Elysée... dans six ans. Et d'ici là, la troisième force a toutes les chances de rester ce fantôme après lequel tant de politiciens courent, avec toujours aussi peu de succès.

Sommaire

EN FRANCE

● **Politique intérieure**
Page 5
— Le plan d'action des socialistes.
— La loi sur l'indemnisation des rapatriés d'Algérie.
— Le gouvernement prépare l'augmentation des tarifs des transports parisiens, mais pas leur amélioration.

● **La répression et ses complices**
Page 7
— Libérez Geismar !
— Violences et bourrage de crâne.
— A Gennevilliers : les gros bras du P.C.F. ou : la démocratie de ces messieurs est avancée.

● **Dans les entreprises**
Page 7
— Idéal Standard (Aulnay-s.-Bois) : la direction diminue les salaires à la veille des vacances.
Page 14
— Bennes Marrel (Bordeaux) : provocation patronale et riposte des travailleurs.
— Dans l'aéronautique : ni contrat, ni progrès.
Page 15
— Grèves en série à la C.A.F.L. (Saint-Chamond).
Page 16
— Dans les compagnies pétrolières : comment la hiérarchie sert la direction et divise les travailleurs.

● **Rappels historiques**
Page 8
— Aux origines du syndicalisme : III. - La crise de la C.G.T.
Pages 12 et 13
— Il y a vingt ans débutait la guerre de Corée.

● **Les problèmes du mouvement révolutionnaire**
Page 9
— Un centralisme réellement démocratique : condition indispensable pour l'unification des révolutionnaires.

DANS LE MONDE

Page 6
— VORSTER en Europe : qui se ressemble s'assemble.
Page 10
— DUBCEK : l'avant-dernière étape.
— L'arrestation de Bernadette Delvin et les émeutes en IRLANDE DU NORD.
— MOYEN-ORIENT : le rapport de forces va-t-il s'inverser ?

DIVERS

Page 11
● **Feuilleton**
Pages 19-20
— Huasipungo, de Jorge Icaza.
● **Critiques**
Page 21
— Télévision : le débat sur la force de frappe.
Page 22
— Livres : « La ragazza », de Carlo Cassola.
Page 23
— Cinéma : « Patton », un film de F.-J. Schaffner.

lutte ouvrière

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

En bref

GARDE A VOUS, JUGEZ !

Le Congrès de la magistrature et le garde des Sceaux sont tombés d'accord : la pénurie des juges devient dramatique. Chaque année, un contingent important d'honorables vieillards part à la retraite, tandis que la source du recrutement se tarit, les étudiants en droit pensent à tout, sauf à se destiner à la magistrature.

C'est pourquoi le gouvernement vient de mettre sur pied un projet de loi permettant l'ouverture de la profession aux militaires de carrière justifiant d'au moins huit années d'expérience et s'étant avérés « compétents » dans leur métier.

Il y a fort à parier que ces nouveaux venus se sentent tout à leur aise dans les tribunaux. Ils ont une longue habitude de l'obéissance !

UN DÉBAT INSTRUCTIF

Dans le cadre du foyer socio-éducatif, au cours de conférences-débats, des hommes politiques ont été invités au lycée Cabanis de Brive pour expliquer les idées des différents partis auxquels ils appartiennent. Récemment, après avoir reçu des représentants du PSU et du PCF, c'était le tour de Charbonnel, député-maire de la ville et numéro 2 de l'UDR ainsi qu'il devait se plaire à le rappeler.

Là où la réunion prit de l'intérêt, c'est au moment du débat. Les questions furent, selon l'expression même de Charbonnel, « nombreuses et judicieuses ». C'est d'ailleurs probablement pour cette raison qu'il divisa celles-ci en deux catégories : celles auxquelles on répond... à côté de la question, et celles « folkloriques » auxquelles on ne répond pas. Citons dans la première catégorie celles concernant l'emploi lors des campagnes électorales d'un repris de justice notoire, compromis depuis dans une affaire de meurtre. Elle devait attirer cette brillante répartie de Charbonnel : « Je vois que vous avez recopié votre question. Qui vous l'a inspirée ? » Enfin à la question : « Pensez-vous qu'un travailleur, père de deux enfants puisse faire vivre sa famille en étant payé au S.M.I.G. ? », il répondit : « La question n'a pas de sens ».

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que Charbonnel ait eu droit aux huées et aux sifflets des lycéens... et même à quelques boules puantes !

DONNANT DONNANT

Le Journal officiel de Libye a annoncé qu'un millier de « rebelles » tchadiens qui étaient venus s'y réfugier ont été expulsés.

De toute évidence, la junte militaire libyenne a beau se réclamer de la « révolution », du « socialisme », etc., elle n'en a pas moins le chic pour soigner ses relations d'affaires. Et puisque la France lui a vendu récemment près d'une centaine de « Mirages » malgré l'embargo, elle ne pouvait tout de même pas lui refuser ce petit cadeau !

ACCORD DE COOPERATION AVEC L'ARMEE FRANÇAISE

La défense tout azimut chère à nos glorieux stratèges vient de s'enrichir d'une nouvelle alliance. Debré vient en effet de signer un accord de coopération militaire avec l'armée franquiste.

Outre ses aspects intéressant l'industrie d'armement, l'accord prévoit une étroite coopération entre les aviations des deux pays, notamment en matière de facilités d'escales, de ravitaillement, de survols.

On prévoit même des échanges de personnel et d'unités.

Le communiqué n'indique pas si un certain colonel Malraux, qui a une certaine expérience à la fois de l'aviation et de l'armée franquiste a participé aux discussions...

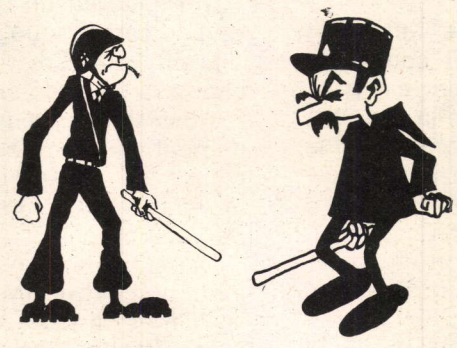
MARCELLIN ET SA POLICE

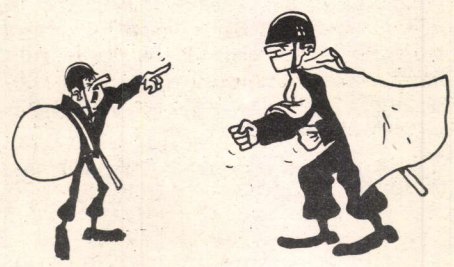
Dans un récent numéro de la revue patronale « Entreprise », R. Marcellin se laisse aller à d'intéressantes considérations sur les « difficultés du métier », et plus précisément sur les rapports police-légalité.

Pour le premier flic de France, il n'y a d'ailleurs pas de problème, puisque, étant lui-même un ancien avocat, il ne peut que respecter la loi et montrer le bon exemple : « ... la pratique du barreau a cela de bien qu'elle enseigne le respect scrupuleux de la loi et des procédures auxquelles s'astreint toute société démocratique pour garantir ses libertés. »

Ouf, nous voilà enfin rassurés. C'est en « respectant scrupuleusement la loi » que la police commet ses illégalités.

Quant à la police, et à ses méthodes de « travail » — dont des journaux que l'on ne peut accuser de gauchisme, commencent à s'inquiéter — elles sont irréprochables. D'ailleurs la matraque « opère sous le contrôle continu des parquets » nous apprend cet ancien avocat de ministre, alors que demander de plus comme garanties ?





LA CAMPAGNE RACISTE D'ENOCH POWELL

A la faveur de la campagne électorale anglaise, Enoch Powell, député conservateur de Wolverhampton, s'est à nouveau fait le porte-parole de la démagogie raciste et xénophobe. Il y a deux ans, il réclamait déjà la création d'un « ministère du rapatriement » chargé de renvoyer les étrangers (Noirs, Jamaïcains, Indiens, Pakistanais) chez eux.

Spéculant sur les préjugés les plus primaires, Enoch Powell va jusqu'à accuser le gouvernement travailliste de Wilson d'avoir un ministère de l'Intérieur truffé de « traîtres » (d'agents de l'étranger en somme) favorisant les immigrés aux dépens des « vrais » Britanniques...

Powell ne se contente d'ailleurs pas de paroles, ses hommes de main n'hésitent pas à agresser ceux qui n'ont pas le teint d'un « vrai » Britannique. Il paraît que c'est « shocking » au pays de l'Habeas Corpus. A condition d'oublier par exemple que l'impérialisme anglais est à l'origine de l'apartheid en Afrique du Sud et en Rhodésie. A condition d'oublier que le capitalisme anglais ou autre repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme et ne peut que favoriser la gangrène raciste dans la société.

CROUPIERS OU TROUPIERS ?

Après l'annonce par certains groupes maoïstes d'un « été chaud pour les bourgeois », l'inquiétude s'est emparée de nombreux propriétaires de maisons de jeux, de casinos, d'hôtels de luxe, de plages privées.

La presse, la radio et même la télévision ont publié les déclarations guerrières de certains d'entre eux annonçant leur détermination de ne pas se laisser faire et faisant état des mesures et des forces qu'ils comptaient opposer à d'éventuels gauchistes.

Ainsi tel directeur a organisé son personnel en commando prêt à intervenir, tel gérant d'hôtel embauche des légionnaires et des paras comme réceptionniste ou maître d'hôtel, etc., tel directeur de casino fait donner des leçons de judo à ses croupiers et ainsi de suite...

Un véritable vent d'héroïsme déferle sur ces vénérables établissements d'amusement pour riches. Non, Madame Michu, le courage français n'est pas mort !

L'IMPORTANT, C'EST D'Y CROIRE

Santiago Carillo, secrétaire général du parti communiste d'Espagne, a déclaré dans l'Humanité :

« La génération à laquelle j'appartiens a connu la lutte contre l'agression fasciste. A cette époque, nous avions un mot d'ordre : « LE FASCISME NE PASSERA PAS ! » et le fascisme fut battu par la glorieuse armée rouge et par la résistance héroïque des peuples d'Europe. Aujourd'hui, nous renouvelons ce mot d'ordre : les impérialistes « NO PASARAN ! » (au Vietnam).

Nous nous garderons quant à nous, de souhaiter au Vietnam le sort de l'Espagne républicaine.

A moins que Carillo ait tout simplement voulu expliquer que, puisque « le fascisme fut battu en Europe », Franco n'est qu'un mauvais rêve, et que rien ne s'oppose à la normalisation des relations entre l'Espagne et les « pays socialistes ».

LE SCANDALE DES TRANSPORTS PARISIENS

LE GOUVERNEMENT PRÉPARE L'AUGMENTATION DES TARIFS MAIS PAS D'AMÉLIORATION

POUR l'instant, on n'en parle pas beaucoup. Mais, sournoisement, des enquêtes faites par les Pouvoirs publics, des articles de la grande presse, des interviews de personnalités ou d'experts, nous alertent sur l'urgence des mesures à prendre en matière de transports et, bien entendu, du coût élevé des dépenses à prévoir. Autrement dit, usagers, contribuables, préparez-vous à payer la note. Sans le dire encore trop ouvertement, le gouvernement nous rappelle qu'il nous a fait la promesse d'augmenter les tarifs des transports en commun au mois de juillet. Il avance à pas feutrés car il sait que c'est un sujet épineux qui risque d'irriter l'épiderme des Parisiens. Alors juillet ou août ? Quelle sera la meilleure tactique ?

De toute façon, nous savons qu'il est des promesses que le gouvernement sait tenir. M. Doublet, le préfet de la région parisienne, a exposé à **France-Soir** ses soucis et ses projets.

Les chiffres communiqués par le préfet de la région parisienne sont ahurissants.

Selon lui, un travailleur sur cinq venant de la banlieue utilise sa voiture particulière. Depuis deux ans, les entrées d'automobiles à Paris ont augmenté de 15 %. Si cette proportion se maintient, nous dit-il, il faudra, dans les quinze ans qui viennent, construire quatorze autoroutes à quatre voies dans chaque sens et créer à Paris des possibilités de stationnement énormes. Mais si la plupart des banlieusards se mettaient à utiliser une voiture particulière, il faudrait soixante autoroutes et les parcs de stationnement couvriraient la superficie de neuf arrondissements centraux de la capitale.

Qu'envisage M. Doublet ? Il ne sait pas encore très bien, car cela dépendra des crédits qui seront alloués.

En tout cas, après avoir énuméré les méfaits de la prodigieuse croissance du parc automobile, le gouvernement va une nouvelle fois donner priorité... à l'automobile. Il est bien plus commode de laisser les usagers se débrouiller avec leurs soucis de transports plutôt que de mettre à leur disposition des moyens pratiques confortables et bon marché. On envisage de doubler les boulevards périphériques. Mais rien n'est prévu pour créer une ceinture de Paris par métro ou chemin de fer électrique. Il y a cinquante ans, la petite ceinture existait mais on l'a supprimée. Dans Paris, on prévoit de terminer le R.E.R. (et il y en a bien pour les cinq ans de la durée du VI[e] Plan) et de prolonger de deux stations une ligne de métro. Pour le reste : nouvelles lignes d'autobus et création de minibus taxis. Histoire de décongestionner la circulation dans Paris, et de réduire la pollution atmosphérique.

Tout cela est complètement ridicule et on ne nous fera pas croire que les techniciens, ni même les responsables politiques de l'aménagement de Paris et sa banlieue, sont obtus à ce point. En fait, il y a avant tout un problème d'intérêt.

Le budget a été voté, le VI[e] Plan aussi, mais M. Doublet ne sait pas s'il disposera pour les cinq ans à venir de onze ou de dix-neuf milliards pour engager son action. Soit près du simple au double. C'est dire si les problèmes seront résolus à la petite semaine.

Or, dans la meilleure hypothèse, de dix-neuf milliards, chiffre trop beau pour y croire disent les experts, on pourrait commencer à voir le début d'une amélioration. Ce chiffre est, paraît-il, exorbitant. Or, il représente moins de quatre milliards par an. Le budget militaire de la France est de trente milliards. Paris vaut bien une messe mais sûrement pas 13 % de l'effort militaire destiné à nous protéger contre une attaque des Russes, des Chinois ou des Martiens. Mais, même ce petit budget de quatre milliards risque d'être réduit de près de moitié et de plus consacré en priorité à l'automobile au détriment des transports en commun. Pourquoi ? Parce qu'une automobile ça se vend, parce que l'essence ça se vend tandis que les transports en commun, ce sont des services publics que le régime capitaliste n'a pas encore réussi à mettre en copropriété comme les logements en hypothéquant vingt à trente ans de la vie d'un travailleur.

Dans les grandes agglomérations, il faut des transports en communs rapides, pratiques, confortables et bon marché. Cela est possible et finalement plus « rentable » que les transports individuels. Au siècle de l'électricité, il est impensable que les citoyens s'asphyxient à l'oxyde de carbone, à l'acide cyanhydrique et autres déchets des hydrocarbures utilisés dans les moteurs à explosions. D'autant que l'électricité, si elle nécessite des investissements importants a ensuite un prix de revient très bon marché. Résoudre le problème des transports en commun, cela n'est pas « rentable », paraît-il. Vu par le trou étroit de la lorgnette du budget de la R.A.T.P., c'est possible quoique ça se discute. Mais pris sur l'ensemble, alors là, il faut être aveugle pour ne pas mesurer le « bénéfice » qu'en tirerait l'ensemble de la société.

D'abord économie de 2 à 3 h par jour pour 2 à 3 millions de travailleurs.

Mais cela n'est plus comptabilisé dans les budgets. Ensuite, économie d'énergie, mais impensable dans un système qui grève l'essence de lourdes taxes alors qu'elle est obligée de subventionner l'électricité pourtant d'un prix de revient nettement inférieur. Par ce biais, l'Etat récolte des impôts sur les usagers de l'automobile qui lui permettent de fournir aux capitalistes de l'électricité à prix réduit.

Et puis, économie sur la santé due à une moindre fatigue grâce à une diminution du temps de transport et à une atmosphère moins polluée.

Economie encore sur les bâtiments et les logements que le rythme actuel de pollution encrasse et use prématurément, et oblige à un entretien beaucoup plus fréquent de l'intérieur des habitations. Et l'on pourrait additionner encore les bienfaits d'une politique de transports en communs rationnellement organisée.

Seulement, nous sommes en régime capitaliste. Et M. Doublet a beau se pencher sur ses dossiers jusqu'à 2 heures du matin, il n'apportera pas de solution.

Car la solution, elle est dans un changement de régime qui met en avant le bien-être de la population et non la « rentabilité » des entreprises capitalistes.

P. Vauquelin.

Comment glaner des voix sur sa gauche pour avoir des chances avec sa droite

Le « plan d'action » des Socialistes

AINSI, les socialistes, réunis à Epinay, viennent de tenir congrès, les 20 et 21 juin derniers. Il fallait bien ça pour rappeler leur existence : les 5 % de Defferre aux présidentielles, comme les 2 % du candidat socialiste de Nancy, auraient plutôt tendance à la faire oublier. D'autant que, en dehors de ces mésaventures électorales, où comme on voit, il ne brille guère, le Parti Socialiste ne se manifeste guère.

En tout cas, le congrès a permis de constater, entre autres, une haute tenue dans les débats. C'est ainsi que Max Lejeune, ancien ministre, a déclaré qu'il préférait « être qualifié de réformateur petit-bourgeois plutôt que d'être qualifié de révolutionnaire en étant foncièrement bourgeois ». Heureusement que Guy Mollet — autre ancien ministre — n'a pas laissé une telle hérésie sans réponse, en appelant les jeunes « à ne pas laisser altérer le socialisme ». Après avoir ainsi vigoureusement défendu la pureté doctrinale, M. Guy Mollet se rend à la buvette : il faut dire que M. Mitterrand, représentant la Convention, vient de rentrer par l'autre porte : on comprend qu'un pur socialiste comme Guy Mollet ne puisse accepter la présence d'un quelconque « Républicain » comme Mitterrand ! Enfin, c'est sous les huées que Chandernagor, leader de la droite du Parti, et partisan d'une orientation « centriste » constate qu'il « donne du tonus au congrès », et invite la salle à « faire comme lui, en prenant les choses avec le sourire » !

Dire que c'est ces gens-là qui accusent les « gauchistes » d'appartenir au « folklore » !

Il est vrai que, en définitive, le congrès a tout de même réussi à faire ce pourquoi il était convoqué : adopter ce qu'il nomme pompeusement un « plan d'action ». « Plan » est, à vrai dire, un grand mot puisque ce texte consiste d'abord à condamner toute « tentative de troisième force », puis à définir dans quelles conditions le P.S. pourrait passer un contrat de gouvernement avec d'autres organisations politiques. En clair, la « condamnation de la « troisième force » permettra des alliances avec le P.C.F. lors des prochaines municipales. Grâce à l'apport bénéfique de voix communistes, les notables socialistes espèrent pouvoir protéger leurs fromages municipaux des dents longues de l'U.D.R. Mais, si le P.S. veut bien profiter des voix du P.C., il ne tient nullement à compromettre pour cela les alliances possibles avec d'autres plus à droite. Aussi déclare-t-il que « les socialistes ne passeront pas de contrats avec les organisations politiques (...) qui n'admettraient pas le pluralisme des partis et l'indépendance des syndicats ». Il faut croire que c'est avec le P.C. qu'on marque ainsi les distances. Mais alors, si le P.S. conclut un accord avec d'autres que le P.C., on voit mal comment cela pourrait être autre chose qu'une « troisième force ».

Ainsi, en l'absence de perspectives gouvernementales dans l'immédiat, les socialistes veulent bien que le P.C. leur fasse la cour, en attendant une évolution politique qui leur donne leur chance. Il faut ménager les possibilités d'avenir et faire son trou en attendant des jours meilleurs, voilà le « plan d'action » du P.C. Comme quoi il est moins incohérent qu'il n'en a l'air : glaner des voix à sa gauche pour pouvoir faire de la politique avec sa droite. Et dire que la « démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme » chère au P.C., passe par ces gens-là !

André Frys.

La loi sur l'indemnisation des rapatriés d'Algérie

L'ASSEMBLEE NATIONALE vient d'adopter le projet sur l'indemnisation des rapatriés d'Algérie. Ceux dont les biens n'excédaient pas 20.000 F seront remboursés intégralement. Le taux d'indemnisation sera dégressif pour les biens d'un montant supérieur à cette somme. Aussi le projet a eu pour effet immédiat, non de satisfaire les rapatriés, mais de raviver leur mécontentement.

En effet, autant les plus défavorisés des Français d'Algérie qui ne possédaient aucun bien, ne sont pas touchés par cette indemnisation, autant ceux qui possédaient quelque chose se sentent dans leur grande majorité lésés puisqu'on ne les indemnise que partiellement.

L'époque des illusions

Un appartement, une boutique même modeste, représentent déjà un bien supérieur à 20.000 F ; aussi la plupart ne recevront que 40, 50 ou 60 % des biens perdus.

Toutefois le mécontentement des rapatriés aura surtout été l'occasion pour eux de raviver leur rancœur passée.

Car si, par chance, le rapatriement des Français d'Algérie s'est effectué en une période d'expansion économique où l'on manquait de main-d'œuvre, si leur intégration dans la vie du pays s'est faite de façon inespérée, si nombre d'entre eux qui étaient en Algérie de gros possédants, ont retrouvé en métropole une situation également privilégiée, il faut voir toutefois que cette reconversion facile n'a pu effacer totalement les ressentiments de la population Pied-Noir. Au-delà des pertes matérielles subies, c'est surtout un mode de vie, un passé définitivement perdu que les rapatriés ne peuvent oublier. Brutalement contraints d'abondonner un pays où ils avaient vécu depuis des générations, la France ne pouvait faire figure que de terre d'exil.

Mais cette situation dramatique à plus d'un titre, était en quelque sorte inscrite dans les faits, depuis le début de l'insurrection algérienne.

Car lorsque le peuple algérien est entré en lutte pour son indépendance, son but était de se libérer de la domination française, représentée sur son territoire par les gros colons, l'appareil administratif, les forces de répression. Les Pieds-Noirs, dans leur ensemble, étaient évidemment les représentants, les agents d'exécution de cette domination. Leur majorité pourtant, était constituée de petites gens qui n'avaient pour tout privilège que — ce n'est pas le moins important — d'appartenir à la catégorie de ceux qui dominent.

La lutte du peuple algérien pour son indépendance a poussé l'ensemble de la population Pied-Noir, décidée à conserver ses privilèges illusoires, à se placer résolument du côté de l'impérialisme français. Plus la guerre avançait, plus ces « petits blancs » tentaient désespérément de sauvegarder leurs quelques privilèges. C'est ainsi que pratiquement tous se sont reconnus dans l'OAS dont le but était de creuser un fossé infranchissable entre les populations française et algérienne. Ils ont cru aux ratonnades, aux exactions de l'armée française comme moyens de rétablir l'ordre. Et, après la victoire du F.L.N., ils ont dû payer de leur exil leur complicité avec l'impérialisme français.

Si la population Pied-Noir n'avait pas d'elle-même créé une situation irréversible, sans doute aurait-elle pu rester en Algérie, participer à l'édification de l'Algérie indépendante, apporter au nouvel Etat sa culture, son savoir, sa technicité. Une telle contribution, liée à l'enthousiasme créé par l'indépendance aurait pu faire de l'Algérie un pays autrement plus riche et puissant. Et les Pieds-Noirs auraient pu y trouver un autre épanouissement que celui que pouvait leur procurer la présence française.

Mais cette voie, ils ne l'ont pas choisie. Ils ont préféré croire aux promesses de l'impérialisme français.

Et, après les avoir utilisés contre la population algérienne, ce dernier n'a pu leur offrir que l'exil et quelques indemnités.

En Algérie, comme partout, un peuple qui en opprimait un autre ne pouvait se forger que de nouvelles chaines.

Hélène DURY

VORSTER EN EUROPE :

Qui se ressemble s'assemble

OFFICIELLEMENT, l'Union Sud-Africaine a été mise au ban des nations, et l'ONU a condamné sa politique raciste d'apartheid. En 1963, le Conseil de Sécurité a même « recommandé » de ne plus livrer de matériel militaire au régime de Prétoria.

C'est pourquoi la quasi-totalité des pays dits « démocratiques » évitent de s'afficher avec des représentants de l'Afrique du Sud. Il n'y a que les Etats ouvertement dictatoriaux, comme le Portugal, qui, jusqu'à présent, n'étaient pas gênés.

Mais cette réprobation de façade n'empêche pas, bien entendu, d'excellentes relations économiques. Ainsi la Grande-Bretagne et les USA qui refusent d'envoyer des armes à l'Afrique du Sud sont néanmoins ses principaux partenaires commerciaux. L'apparence est sauve, et comme l'argent n'a pas d'odeur...

Vorster en Europe. Des messieurs distingués...

... qui incarnent la pire barbarie.

Malgré tout, cet isolement diplomatique est quand même gênant pour le gouvernement de Pretoria, et c'est pourquoi il vient de tenter de rompre le cercle en envoyant son Premier ministre, M. John Vorster, en visite en Europe occidentale. Il s'agissait d'essayer de redorer un peu le sombre blason de l'Union Sud-Africaine.

Mais ce n'est pas tout d'aller en Europe, encore faut-il s'y faire recevoir. En ce qui concerne le Portugal et l'Espagne, par où la tournée de M. Vorster a commencé, il n'y a évidemment pas eu de problèmes.

Mais en Grande-Bretagne, la visite projetée n'a pu avoir lieu. Sans doute échaudé par les manifestations qui avaient marqué la tournée en Angleterre de l'équipe des Springbocks, il y a quelques mois, le gouvernement britannique n'a pas autorisé la venue d'une équipe de cricket d'Afrique du Sud. Devant ce geste significatif, M. Vorster a préféré ne pas insister.

Finalement, il ne s'est trouvé que deux pays « démocratiques » pour accepter de recevoir M. Vorster : la Suisse et la France.

En ce qui concerne la Suisse, la même bourgeoisie qui, il y a quelques jours, a tout fait pour repousser la loi sur la limitation du nombre des travailleurs étrangers, afin de conserver « sa » main-d'œuvre, vient de manifester clairement ses véritables sentiments en faisant rejeter par ses députés une proposition anti-Sud-Africaine présentée par un député socialiste.

Mais la bourgeoisie suisse a d'importantes relations économiques avec l'Afrique du Sud où elle a investi beaucoup de capitaux. En outre, les banques helvétiques jouent un grand rôle dans l'écoulement de l'or Sud-Africain.

La bourgeoisie suisse ne peut donc refuser un service à un partenaire tel que M. Vorster.

Quant à la France, elle cherche depuis quelque temps à avoir les meilleures relations du monde avec les régimes les plus réactionnaires. Le gouvernement français a refusé de condamner la Grèce au Conseil de l'Europe. Il a reçu l'envoyé de Franco, Lopez Bravo. Et M. Maurice Schumann est allé en tournée au Portugal.

Dans ces conditions on ne voit pas pourquoi Chaban-Delmas aurait refusé une entrevue avec Vorster.

Entre les représentants d'un pays « démocratique » et celui d'un pays dictatorial, la limite est de pure forme.

A.V.

CONTESTATION POLICIÈRE

Réunie en Congrès à Paris les 10 et 11 juin derniers, la Fédération Autonome des Syndicats de Police a largement exprimé le mécontentement des « Forces de l'ordre » et a même clairement menacé de lancer un ordre de grève, illégal (les policiers n'ont pas le droit de grève), si le ministre de l'Intérieur refusait de tenir compte de ses doléances.

Ces déclarations, largement reproduites par la presse et l'ORTF ont produit une certaine sensation.

Le Syndicat Autonome se plaint du mauvais moral qui règne dans les formations de CRS qui ne veulent plus être considérés comme des robots, mais comme des hommes. Il conteste les formes du maintien de l'ordre à Paris et doute de la nécessité de la présence permanente de ceux-ci par rapport à la situation.

Il proteste contre le nombre d'heures de service qui leur est imposé, contre le manque de confort et d'installations sanitaires dans leurs cantonnements de déplacement.

Ces revendications amènent les responsables syndicaux à réclamer des réformes pour régler le problème universitaire et tout simplement à s'opposer à la loi anti-casseurs. Il est vrai que cela vient surtout du fait que, chargés de l'appliquer, ils craignent d'en supporter la responsabilité aux yeux de la population.

Il est certain que ces prises de position sont le reflet d'un malaise réel au sein des corps de police. Mais cela ne signifie absolument pas que cette attitude « libérale » du Syndicat Autonome corresponde aux sentiments, ne serait-ce que d'une fraction notable, des membres des « forces de l'ordre ».

D'autant plus que les appareils syndicaux de la police ont été mis en place après la « libération » en 1945, avec un personnel « républicain », ou social-démocrate.

Mais il n'est pas sûr du tout, bien au contraire, que les revendications du Syndicat Autonome correspondent à l'opinion du «policier du rang », confronté tous les jours avec la répression. Car s'il s'y sent mal à l'aise, la logique de cette répression et de la situation politique l'amènent beaucoup plus à réclamer des mesures énergiques de la part du gouvernement, « pour en finir avec la contestation », qu'à prêcher la modération.

C'est pourquoi il ne faut pas se faire beaucoup d'illusions sur les aspects « républicains » et « libéraux » que prend la contestation de la police, et il faut bien voir que si la police est mécontente, ce mécontentement risque, au contraire, de renforcer les tendances fascisantes qui existent déjà au sein des forces de répression.

Claude CHARVET

LIBÉREZ Alain Geismar

ARRETE jeudi dernier à Paris, Alain Geismar a été écroué à la prison de Fresnes sous l'inculpation de « provocation directe suivie d'effets, à violence et voies de fait contre les agents de la force publique **». Il risque une peine de trois ans de prison.**

Décidément, la bourgeoisie manque d'imagination lorsqu'il s'agit d'emprisonner les gauchistes auxquels elle reproche fondamentalement leurs idées révolutionnaires et la propagande qu'ils font pour ces idées. Il faut dire qu'en l'occurence, l'imagination n'est guère indispensable : il suffit d'invoquer, en toutes circonstances et en tous lieux des prétextes comme ceux de « violences à agents **» ou, comme dans le cas de Geismar, «** provocation directe suivie d'effets **» pour que les magistrats prononcent les peines que le pouvoir attend d'eux.**

En matière de violence et de voies de fait, l'Etat détient pourtant un véritable monopole. Il entretient des bandes armées qui, par la violence, assume la perennité d'un ordre inique. Les voies de fait, les exactions, les assasssinats même de ces bandes armées, on ne les compte plus. Des ratonnades de la guerre d'Algérie aux meurtres perpétrés contre les ouvriers en grève, on n'en finirait plus d'énumérer la liste des crimes commis dans la plus complète impunité.

Quant à la « provocation directe suivie d'effets », celle de Geismar ou de n'importe quel autre militant révolutionnaire n'a jamais conduit à des violences meurtrières. On ne peut en dire autant des provocations directes et officielles émanant d'un Etat, qui, aujourd'hui au Tchad, comme hier dans les colonies, envoie des mercenaires porter la mort et la désolation, et dont les ministres n'ont pas de propos assez louangeux pour les « Mirages » et les « Mystères » de l'avionneur Dassaut.

Alain Geismar et ses camarades sont en prison parce que justement ils entendent s'opposer à la violence oppressive de l'Etat capitaliste. C'est le devoir de tous les révolutionnaires, c'est l'intérêt de toutes les victimes de cet Etat d'être solidaires de ces camarades emprisonnés et d'exiger leur libération.

F. Delain.

Sartre :

UN DIFFUSEUR DE LA « CAUSE DU PEUPLE » BIEN GÊNANT

LE journal La Cause du Peuple *n'est pas interdit. Le tribunal qui a condamné Le Dantec et Le Bris l'a même expressément déclaré en refusant de suspendre la publication de cet hebdomadaire comme le lui demandait le procureur.*

Cela n'empêche pas que La Cause du Peuple *soit systématiquement saisie, que sa diffusion soit empêchée, que des militants soient condamnés pour « reconstitution de ligue dissoute » parce qu'ils sont trouvés en possession de ce journal.*

C'est pour protester contre ces atteintes constantes à la liberté d'expression, pour faire respecter la liberté de la presse que J.-P. Sartre et d'autres intellectuels ont créé l'Association des Amis de La Cause du Peuple.

La semaine dernière, J.-P. Sartre et dix-sept personnes de cette association qui diffusaient sur les grands boulevards La Cause du Peuple *ont été interpellés par des policiers et conduits au commissariat. Ils ont tous été très rapidement relâchés après « vérification d'identité ».*

A la sortie du commissariat, Sartre a déclaré : « Je constate une fois de plus qu'il y a deux poids et deux mesures pour La Cause du Peuple. »

Cette constatation, Sartre veut aller la porter devant les tribunaux qui condamnent les diffuseurs de La Cause du Peuple *moins connus que Simone de Beauvoir, Sami Frey, Louis Malle ou Astruc. Sartre veut obliger les magistrats à uniformiser leurs jugements et à déclarer nettement si, oui ou non, vendre* La Cause du Peuple *constitue un délit.*

En bonne logique, les juges devraient être bien embarrassés et éprouver des scrupules à condamner les uns tandis que, dans le même temps et pour le même « délit », les autres ne sont pas inquiétés.

Mais il est vrai que la logique et le respect des lois ne l'emportent pas dans le domaine judiciaire et qu'il y a toutes les chances pour que la politique de « répression sélective » continue.

De toute façon, Sartre aura contribué à ridiculiser une fois de plus flics et juges, à montrer qu'il y a effectivement « deux poids et deux mesures », que les textes sacrés du Code pénal sont faits pour ne pas être respectés.

A GENNEVILLIERS :

Les gros bras du P.C.F. ou la démocratie de ces messieurs est avancée

A GENNEVILLIERS, depuis maintenant deux mois et demi, quelques gros bras du PCF ont entrepris de tenter de démoraliser les sympathisants et militants révolutionnaires qui, régulièrement, à chaque fois qu'ils collent leurs affiches, sont agressés, frappés, par la bande de permanents du coin.

Le scénario se développe en trois temps. Les colleurs commencent leur circuit habituel ; passe alors une voiture avec un ou deux membres du PCF qui repèrent le groupe de collage et vont chercher leurs petits copains. Dix minutes ou un quart d'heure après, arrivent soit plusieurs voitures, soit la camionnette qui décharge le commando chargé d'exécuter l'opération « anti-trotskyste ». Seau de colle et affiches volent (régulièrement, un membre du commando se fait rincer le portrait avec le seau de colle), les coups pleuvent... et on recommence la semaine d'après.

Mardi dernier, une quinzaine de ces fiers-à-bras sont encore tombés sur quatre de nos camarades suivant le processus classique ; blessant un sympathisant, sorti depuis peu d'un long séjour à l'hôpital pour un traitement de la colonne vertébrale.

Le chef de la bande, le nommé Grason, est permanent à Gennevilliers et originaire de Saint-Ouen.

Pour pouvoir se mettre à table à la mangeoire du PCF et y rester, Grason veut probablement se faire pardonner sa période « gauchiste » ; quand, de retour de l'Allemagne de l'Est, il proclamait partout qu'il n'était pas possible que sous le socialisme, les gens crèvent de faim de la sorte ; ou quand face à Etienne Fajon, il dénonçait l'utilisation des coups par le PCF, au lieu d'arguments contre les opposants.

Mais Grason devrait savoir que ce n'est ni par les coups ni par tout autre moyen que lui et ses gros bras empêcheront les révolutionnaires de défendre leurs idées ; s'il était plus âgé, il saurait que les révolutionnaires ont survécu à des situations bien plus insupportables que celle que sa bande est capable de leur créer à Gennevilliers.

Il devrait savoir aussi que les travailleurs n'acceptent pas ces méthodes. Quelques permanents du PCF de Billancourt viennent de le réapprendre récemment des ouvriers de chez Renault.

Si Grason n'était pas un permanent, s'il avait encore le contact avec les travailleurs des entreprises de Gennevilliers et de Saint-Ouen, il saurait quels sentiments ces actes inspirent aux travailleurs.

Il saurait aussi, que ceux qui font de l'anti-communisme, ceux qui font de l'acommunisme, sont les gens comme lui, justement, et pas les révolutionnaires.

Mais cela, dans le fond, il le sait peut-être, et c'est peut-être bien en connaissance de cause qu'il agit ainsi : quand on fait un boulot de flic on finit par en avoir l'âme.

A IDÉAL STANDARD (Aulnay-sous-bois)

La direction diminue les salaires à la veille des vacances

LE mardi 23 juin, la direction annonçait à la réunion du Comité d'Entreprise que l'horaire allait passer de 45 heures à 40 heures, sans compensation de salaire, et donc avec une perte moyenne de 200 francs par mois pour les travailleurs. Cette mesure était soi-disant justifiée par une baisse des ventes et une augmentation des stocks.

La proximité des vacances a sans doute été à l'origine de cette brillante idée de la direction pour faire des économies sur le dos de ses ouvriers (elle n'a pas dû amputer proportionnellement les appointements de ses P.D.G.), et faire quelques petits bénéfices supplémentaires.

Le coup était dur. Et à la réunion que convoquèrent les syndicats, 1.200 à 1.500 personnes se rassemblèrent. Le personnel devait entendre alors le secrétaire du C.E. les « informer » de la décision patronale, un point c'est tout. Tout le monde attendait que les syndicats donnent leur opinion sur les possibilités ou non qu'il y avait de se défendre et sur ce qu'ils proposeraient. Mais les travailleurs devaient retourner à leur machine avec simplement la confirmation des informations qu'ils connaissaient déjà.

Les syndicats se contentèrent de démarches auprès de l'inspection du travail, du député-maire, etc. Ils ne firent aucune proposition au personnel.

Certes, la proximité des vacances (au mois d'août) rendait la riposte plus difficile du point de vue gréviste. Mais c'est une analyse que les syndicats auraient pu faire devant tous les travailleurs et discuter avec eux. En fait, la C.G.T., syndicat majoritaire dans l'usine, n'avait qu'une seule préoccupation : empêcher que la section C.F.D.T. « gauchiste » de l'usine prenne la parole devant tous les travailleurs. Et c'est pourquoi il n'y eut aucune nouvelle assemblée générale de toute l'usine où le problème soit largement discuté.

Devant cet état de choses, le jeudi 23 juin, la C.F.D.T. appela quand même les travailleurs à une assemblée. Il y eut 400 personnes, malgré une activité intense de la part des militants C.G.T. qui s'étaient répandus dans tous les ateliers en disant aux ouvriers de ne pas se rendre à cette réunion car : « attention, la C.F.D.T., c'est les gauchistes, ils vont monter à Paris avec des pavés dans les cars, ils vont tout casser ». Et aux immigrés, ils disaient : « ils vont vous faire mettre en prison ».

Malgré cette propagande, 400 personnes se rendirent à la réunion C.F.D.T., sur le temps de travail. Il y fut expliqué que dans la situation actuelle, une grève dure capable de faire reculer la direction semblait impossible, mais que l'on pouvait marquer au moins le coup en faisant une manifestation au siège de l'usine à Paris.

Seules 150 personnes se déclarèrent prêtes à monter à Paris. C'était trop peu pour faire une démonstration convaincante. L'idée de la manifestation ne fut donc pas retenue.

Mais les présents n'étaient pas trop démoralisés, ils avaient déjà, par leur présence, manifesté leur mécontentement face aux pressions de toutes sortes.

Il est probable que la diminution d'horaire est temporaire et qu'après les vacances, ou la direction reviendra à l'horaire antérieur ou admettra une compensation de salaires, car déjà, des dizaines d'ouvriers ont demandé leur compte pour aller travailler ailleurs. En attendant, elle aura réussi son coup, mais elle aura accumulé aussi un peu plus de mécontentement dans l'usine.

Correspondant L.O.

AUX ORIGINES DU SYNDICALISME

EN FRANCE

III - La crise de la C. G. T.

APRES 1906, la C.G.T. va être confrontée à des problèmes de deux ordres. D'abord, la concentration industrielle et la simple expérience avaient renforcé l'Etat dans son rôle répressif. Les patrons, moins nombreux mais plus puissants, s'étaient organisés et bénéficiaient du soutien sans réserve de la presse et du gouvernement.

Cela n'était pas nouveau mais, tout comme le syndicalisme ouvrier était marqué par la personnalité de ses dirigeants, la politique de la bourgeoisie va être marquée par la personnalité de Clémenceau. Comme ministre de l'Intérieur, celui-ci avait déjà fait ses preuves lors de la grève des mineurs en 1906. Quelques mois plus tard, en octobre, il devient président du Conseil.

Il faut rappeler que la formation de la S.F.I.O. en 1905 avait provoqué la rupture du « Bloc des Gauches ». Aussi, Clémenceau va être amené à s'appuyer sur une majorité plus à droite et à agir en conséquence. Ce qu'on attendait avant tout de lui, c'était le maintien de l'ordre.

Ensuite, depuis l'affaire de Tanger en 1905, la situation internationale se dégradait de plus en plus. Quelques syndicalistes vont faire preuve de clairvoyance mais la confédération dans son ensemble va être incapable de résister à la pression du chauvinisme lorsque le temps des discours et des motions sera dépassé.

Le premier flic de France

Clémenceau savait « jouer de la patte de velours et de la poigne de fer », selon l'expression de Monatte. En formant son gouvernement, il se réserva l'Intérieur pour diriger en personne la répression.

Mais il voyait plus loin et s'entoura aussi d'hommes provenant du mouvement ouvrier, tels que Aristide Briand, type même du renégat qui prêchait la grève générale quinze ans auparavant avec Pelloutier ou encore Viviani.

Narbonne, Raon-l'Etape, Villeneuve-Saint-Georges : Un gouvernement d'assassins

En mai 1907, des centaines de milliers de viticulteurs, victimes de la mévente, manifestent dans les villes du Midi. Le 21 juin, à Narbonne, la troupe tire sur des manifestants et fait un mort. Le même jour, le 17e Régiment d'Infanterie recruté dans la région se mutine à Béziers.

En juillet, les ouvriers en grève de l'usine de chaussures à Raon-l'Etape doivent, eux aussi, affronter la troupe : deux morts, trente-deux blessés.

Un an plus tard, c'est le massacre de Draveil Vigneux. Les sablières qui s'y trouvaient faisaient d'énormes bénéfices grâce à la construction du métro à Paris. En mai 1908, les terrassiers cessent le travail pour une augmentation de salaire et une amélioration des conditions de travail.

Le 2 juin, les gendarmes tirent par les fenêtres d'un café où le comité de grève s'était réuni et assassinent ainsi, de sang-froid, deux ouvriers. Les incidents se multiplient et, fin juillet, à la suite d'arrestations, les dirigeants syndicaux décident une grève de vingt-quatre heures dans le bâtiment et une manifestation sur place, à Draveil. Celle-ci tournera rapidement à l'émeute, la troupe recherchant l'affrontement à tout prix. Après les premières bagarres, les manifestants refluent vers Villeneuve-Saint-Georges et édifient des barricades. La troupe fera encore quatre morts et de nombreux blessés dans les rangs ouvriers.

La tuerie avait été voulue et préparée par Clémenceau. Il voulait donner des gages à sa majorité et surtout écraser la C.G.T. Le lendemain des événements de Villeneuve, les dirigeants de la C.G.T. qui ne se sont pas réfugiés à l'étranger sont arrêtés. Ils resteront en prison trois mois.

La C.G.T. : Une puissance apparente, une crise réelle

Ces mouvements ne résultaient pas tant de la volonté de la C.G.T. que de celle des ouvriers, parfois dévoyée par des provocateurs tels que Métivier, secrétaire du syndicat des biscuitiers, directement en rapport avec la Sûreté générale. On ne peut guère taxer la C.G.T. d'aventurisme pendant cette période car, si elle se refusait à freiner les mouvements ou à apparaître en retrait par rapport à eux, elle cherchait malgré tout à éviter des affrontements violents où les ouvriers ne pouvaient espérer avoir le dessus.

Lors du Congrès de Marseille qui suivit, les événements de Villeneuve-Saint-Georges, Merrheim, un des seuls dirigeants confédéraux encore en liberté, répondit à ceux qui accusaient la direction de la C.G.T. d'être allée au-delà de ses forces et d'avoir mené les ouvriers au massacre : « Je dis que les événements ont forcé le Comité Confédéral à prendre ses responsabilités. »

De 1906 à 1908, les effectifs de la CGT étaient passés de 300.000 à 400.000 membres. L'important syndicat des mineurs, longtemps resté à l'écart du fait de son particularisme, adhéra en 1908. Mais s'ils se renforçaient, les rangs de la C.G.T. étaient de plus en plus disparates. Les offensives généralisées étaient de plus en plus difficiles et lorsqu'on parlait de grève générale, c'était pour vingt-quatre ou quarante-huit heures. La grève générale de vingt-quatre heures décidée juste après le massacre de Villeneuve pour protester contre celui-ci fut un échec presque total, accentuant le découragement de nombreux militants.

Ce n'étaient pas les massacres ou les peines d'emprisonnement qui affaiblissaient le plus la Confédération mais les intrigues et la suspicion dues aux infiltrations policières et à l'action sournoise d'Aristide Briand qui savait parfaitement utiliser ses anciennes relations militantes.

Le 24 février 1909, Griffuelhes, qui symbolisait en quelque sorte le syndicalisme révolutionnaire, donne sa démission du poste de secrétaire général. Briand s'était servi de l'animosité qui existait entre les deux hommes pour inciter Lévy, trésorier de la C.G.T., à mettre en cause la gestion financière de Griffuelhes, alors que celui-ci était encore en prison, l'accusant de gaspillages à propos de l'acquisition du bâtiment de la Maison des Fédérations. Briand obtint le résultat qu'il escomptait : le trop gênant Griffuelhes se retira.

De plus, la corruption pratiquée par Briand portait ses fruits. A côté de l'aile réformiste traditionnelle qui se renforçait, des clivages apparaissaient parmi les syndicalistes révolutionnaires. Un courant réformiste se rassemblait autour de Latapie, favorable aux projets gouvernementaux qui visaient à atténuer l'indépendance du syndicat vis-à-vis de l'Etat.

Une tentative de rénovation : La Vie Ouvrière

C'est pour réagir contre cette situation qu'un certain nombre de militants vont se regrouper autour d'un petit journal, la « Vie Ouvrière », dont le premier numéro paraît le 5 octobre 1909. Ce journal, qui va jouer un rôle relativement important dans le mouvement révolutionnaire avant d'être repris en mains par les staliniens après 1925, était animé notamment par Pierre Monatte, Merrheim et Alfred Rosmer. Il faut souligner que c'est parmi ces hommes que se trouveront les rares militants restés fidèles à l'internationalisme pendant la guerre alors que l'ensemble du mouvement ouvrier français avait sombré dans l'Union Sacrée.

La « Vie Ouvrière » va tenter de tirer les leçons des mouvements passés tout en réagissant contre les tentatives de corruption et la sclérose grandissante de la C.G.T. C'est en particulier l'improvisation, la conduite des luttes au jour le jour que va critiquer la « Vie Ouvrière ». Merrheim y a consacré de longues études sur l'organisation patronale et les liens entre la finance et le gouvernement, montrant que les grèves devaient se préparer, se calculer.

La lutte des fonctionnaires pour le droit de grève et le droit syndical

Des échecs répétés chez les fonctionnaires vont approfondir la crise de la C.G.T. et la démoralisation de ses militants. Depuis longtemps, les plus combatifs de ceux-ci, les postiers, les instituteurs et les cheminots, luttaient pour le droit de se syndiquer et de se mettrent en grève, qui leur avait été refusé par les gouvernements successifs.

En 1907, des instituteurs qui avaient fondé un syndicat furent traduits en justice et révoqués. En 1909, une grande grève éclata dans les postes en réponse aux insolences et aux grossièretés du sous-secrétaire d'Etat Simyan envers les postiers. Le mouvement, presque général, s'étendit à la province et contraignit Clémenceau à négocier. Mais lorsque les postiers eurent repris le travail, il y eut plus de huit cents révocations.

C'est l'échec retentissant de la grève des cheminots en 1910 qui va marquer le début du déclin de la C.G.T. jusqu'à la guerre. Dans les chemins de fer, les salaires étaient restés les mêmes depuis trente ans. Aussi, en juillet 1910, le syndicat vote le principe de la grève mais celle-ci n'a lieu qu'en octobre, sur le réseau du Nord. Le nouveau président du Conseil, Aristide Briand, qui malgré son passé syndicaliste ne le cédait en rien à son prédécesseur, riposta brutalement par des mesures exceptionnelles : occupation des gares par la troupe et mobilisation des cheminots pour une période de vingt et un jours. Quelques jours plus tard, il fit arrêter les membres du comité de grève qui s'étaient réfugiés dans les locaux de « L'Humanité ». Finalement, le nouveau comité de grève décida la reprise : c'était l'échec. La bourgeoisie jubilait et Briand fut félicité. Dans la C.G.T., on se posait une fois de plus la question : qui, du gouvernement ou de la C.G.T., porte la responsabilité de l'échec ? Griffuelhes n'hésita pas à répondre : « La marche défectueuse de la grève est due entièrement à l'insuffisante préparation, à son défaut d'organisation. »

La guerre et l'effondrement de la C.G.T.

Après 1910, la paix européenne fut menacée par des incidents de plus en plus nombreux et il devenait évident que la guerre aurait lieu à brève échéance.

En 1908, le Congrès de Marseille adopta une motion proclamant qu'« en cas de guerre entre les puissances européennes, les travailleurs répondront à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire ». La même position fut réaffirmée dans tous les congrès, notamment en 1910 et en 1912, et dans la presse syndicale de façon constante. Pour chaque syndiqué, l'ordre de mobilisation devait être un ordre de grève générale.

En juillet 1914, la C.G.T. organisait encore de violentes manifestations pacifistes. Puis, quelques jours après, dès la mobilisation, c'est l'effondrement : les engagements solennels de la veille sont oubliés, balayés par la pression nationaliste. Dans une déclaration du 1er août, la C.G.T. déclare : « Les événements nous ont submergés. Nous ne pouvons aujourd'hui que déplorer le fait accompli. »

Immédiatement, le secrétaire général de la C.G.T., Léon Jouhaux, ex-anarchiste, part à Bordeaux se mettre au service de la défense nationale en occupant des fonctions gouvernementales avec la bénédiction de Griffuelhes qui l'accompagnait.

La C.G.T., comme le Parti Socialiste, comme la quasi-totalité des organisations ouvrières européennes, avait fait faillite en ralliant l'Union Sacrée avec sa bourgeoisie, celle qui tant de fois avait massacré les ouvriers avant de les envoyer à la boucherie.

Cette volte-face de la C.G.T. n'était ni fortuite, ni surprenante. Ce syndicat était devenu totalement incapable de résister à la vague de chauvinisme qui déferla en août 1914 sur le mouvement ouvrier. Depuis longtemps, l'antipatriotisme n'était plus qu'une phraséologie traditionnelle héritée de la grande époque du syndicalisme révolutionnaire. Cette tradition n'avait d'ailleurs jamais fait l'unanimité. Mais ce qui fut déterminant, c'est que l'internationalisme conséquent aurait signifié pour la C.G.T., pour ses leaders, un isolement complet. C'est ce qui se produisit pour la poignée de militants qui désavouèrent l'attitude des Jouhaux et compagnie. Or, les dirigeants de la C.G.T. n'étaient pas du tout prêts à affronter la clandestinité et la répression qui auraient pu résulter de cet isolement. Il y avait à la C.G.T. de plus en plus de syndicalistes et de moins en moins de révolutionnaires. L'opportunisme et le carriérisme avaient lentement supplanté les convictions.

Août 1914 a marqué la fin de toute une époque dans l'histoire du mouvement ouvrier, et dans celle de la C.G.T. en particulier. Après les années de guerre, au cours de laquelle seuls quelques syndicalistes isolés ont maintenu contre le courant le drapeau de la révolution et de l'internationalisme, le réveil viendra de la révolution russe. Mais cela est déjà une autre histoire.

Régis MONNERET.

UN CENTRALISME REELLEMENT DEMOCRATIQUE

condition indispensable pour l'unification des révolutionnaires

NOUS avons déjà exposé (voir Lutte Ouvrière, numéro 89) ce qu'était pour nous — et, pensons-nous, pour Lénine et les bolchévistes — le centralisme démocratique. S'il fallait le définir en une phrase, ce serait discipline absolue dans l'action, mais aucune restriction aux droits d'expression politique des tendances minoritaires. Ajoutons cependant que seul à notre avis un parti ouvrier formé de militants sérieux et responsables, c'est-à-dire effectivement sélectionnés en fonction de leur dévouement et de leurs capacités politiques, peut accepter et vivre réellement sous un régime centraliste démocratique.

Beaucoup de gens se réclament aujourd'hui du centralisme démocratique. Bien peu de ceux-là pourtant semblent accepter une telle définition. Et nous ne parlons pas seulement des staliniens dont il n'est nul besoin de souligner la conception caricaturale qu'ils ont pour les besoins de la bureaucratie, de ce qu'ils persistent à appeler quand même — on se demande pourquoi ? — le centralisme démocratique. Parmi les révolutionnaires léninistes aussi, on semble oublier souvent l'un des deux aspects du centralisme démocratique, celui justement de la démocratie.

L'EXEMPLE DE CERTAINS DE LA IVe INTERNATIONALE

Nous n'en voulons pour preuve que l'exemple des camarades de la Ligue communiste avec qui nous sommes actuellement en discussion en vue d'une éventuelle fusion de nos deux tendances dans une organisation unique, discussion au cours de laquelle il est apparu clairement que l'un des principaux points de divergence porte justement sur la conception du centralisme démocratique et plus particulièrement sur les droits d'expression politique des tendances minoritaires.

Pour les camarades de la Ligue communiste, comme pour tant d'autres d'ailleurs, l'idée qu'on puisse ne pas restreindre à certaines périodes, à certains sujets, à certains canaux les possibilités de s'exprimer des tendances minoritaires est une utopie. Une possibilité d'expression illimitée, selon eux, ne peut manquer d'entraîner à brève échéance l'éclatement d'un parti qui accorderait ce droit à ses minorités.

Quand on considère l'état actuel du mouvement révolutionnaire et plus particulièrement du courant trotskyste, ne serait-ce qu'en France (mais n'en est-il pas de même partout ?), une telle crainte fait sourire.

Aujourd'hui, c'est en effet l'éparpillement complet, l'émiettement absolu. Chaque tendance qui a une originalité réelle, un programme politique particulier, forme automatiquement une organisation séparée et distincte. C'est le cas en particulier du mouvement trotskyste. Et elle n'a pas d'autre choix.

La conception centraliste de la Quatrième Internationale officielle, qui est toujours celle de la Ligue communiste aujourd'hui, n'est donc en rien un moyen de préserver la cohésion de l'organisation révolutionnaire comme on voudrait nous le faire croire.

Et cela ne nous étonne guère. Tout au contraire même, puisqu'elle n'offre à une tendance minoritaire, qui a un programme politique explicite et se regroupe autour de lui, d'autre possibilité que de scissionner. Car demander à des militants d'une telle tendance d'appliquer la discipline de l'organisation, c'est-à-dire de participer à des actions qu'ils n'approuvent pas, sans même la contrepartie de pouvoir réellement défendre leur propre programme, est une plaisanterie. Quel militant révolutionnaire sérieux peut accepter pareille chose ?

En fait, la conception des camarades de la Ligue bien loin de préserver la cohésion du mouvement révolutionnaire et même du mouvement trotskyste (puisque c'est de lui qu'ils sont surtout préoccupés) et surtout sa capacité d'intervention — car c'est bien pour cela que nous avons besoin du centralisme — aboutit tout au contraire à le disperser en poussant automatiquement hors de l'organisation commune toute minorité responsable et sérieuse... celles justement qu'il est capital de conserver.

A ceux qui en doutent, nous proposons l'examen attentif de l'histoire de la Quatrième Internationale des trente dernières années. Quand et où une minorité constituée sur des bases politiques, sur un programme — et une minorité qui ne l'est pas sur de telles bases n'est même pas une tendance, tout au plus une clique — a-t-elle pu coexister longtemps avec la majorité à l'intérieur des sections de la Quatrième Internationale ?

En fait, l'exemple de la Quatrième Internationale et de ses multiples scissions nous prouve qu'une réelle démocratie — et dans cette notion il y a non seulement la nécessité de permettre à la majorité de diriger réellement le parti mais aussi celle de préserver tous les droits de la minorité — est bien la seule chance de faire vivre et croître un parti révolutionnaire.

LA CONDITION INDISPENSABLE DE L'UNITE

Aujourd'hui, le problème n'est d'ailleurs même pas de le maintenir mais de le construire, c'est-à-dire de rassembler en une organisation unique les tendances dispersées et fractionnées.

A ce stade, la plus large démocratie interne est encore plus nécessaire — s'il est possible — que jamais.

Comment, en effet, rassembler des groupes qui ont des programmes différents, leur faire accepter la règle du centralisme et la discipline dans l'action alors qu'aucune direction n'a fait ses preuves aux yeux de tous et n'est reconnue et acceptée comme direction valable par tous, sans garantie de la vie politique la plus libre ?

C'est, au contraire, parce qu'une organisation commune agrandirait les dimensions de cette vie, permettrait une lutte réelle pour son programme et ses idées, que l'existence en petit groupuscule fermé et replié sur lui-même ne permet guère, que nous avons toutes les chances, si nous entreprenions la mise sur pied d'une telle organisation, de voir venir à nous différentes autres tendances.

Car tous les militants révolutionnaires sérieux ont besoin en réalité de cette organisation commune. A condition qu'elle leur assure des possibilités plus importantes que leurs groupuscules respectifs. Et évidemment d'abord la possibilité de défendre leur programme et de pouvoir le confronter sans restriction aucune avec celui des autres tendances, ce qui suppose, bien entendu, la possibilité d'expression publique la plus large.

C'est d'ailleurs seulement par et dans une telle confrontation que peut naître le programme du parti révolutionnaire, c'est-à-dire le programme accepté par la majorité sinon l'ensemble des militants révolutionnaires de ce pays. Et c'est en même temps par et dans une telle confrontation que peut surgir une direction reconnue par le mouvement révolutionnaire, ou même simplement par le mouvement trotskyste, ce qui n'existe pas à l'heure actuelle.

Commencer à mettre sur pied une telle organisation, entamer le processus irréversible qui permettrait le regroupement des révolutionnaires et par là la construction du parti révolutionnaire, nous pouvons le faire aujourd'hui avec la Ligue communiste.

A condition de le faire sur une base correcte qui permette d'abord d'unir réellement nos deux tendances, malgré toutes nos divergences qui ne sont sans doute pas près d'être effacées, et de permettre à toutes les autres de s'unir à nous. Le centralisme démocratique (et nous insistons : démocratique) le permettrait. Mais seul il peut le permettre. C'est une des conditions sur laquelle personne de sérieux ne peut transiger.

Jacques Morand.

Le meeting de « Lutte Ouvrière »

à Paris le 26 juin

IL faisait chaud dans la grande salle de la Mutualité ce vendredi 26 juin où plus de 1.300 personnes étaient venues écouter le point de vue de Lutte Ouvrière **sur « les perspectives actuelles des révolutionnaires ». Le public était comme à l'accoutumé à la fois attentif, enthousiaste et bon enfant.**

Les amis de Lutte Ouvrière *attendaient des orateurs une analyse à la fois sérieuse et réaliste de la situation. En cette période marquée par l'arrestation de Geismar, les tribulations de Sartre, nouveau directeur de* La Cause du Peuple *et les arrestations des vendeurs et sympathisants de l'ex-Gauche Prolétarienne, il est de bon ton dans l'extrême-gauche de crier à la répression féroce voire au fascisme. Les orateurs de* Lutte Ouvrière, *après avoir affirmé leur solidarité avec les militants placés sous les verrous, devaient ramener les choses à leur juste proportion : ce n'est pas la terreur policière qui règne en France, ce n'est pas non plus le début d'une guerre du peuple prolongée. La répression gouvernementale, hésitante, contradictoire, souple, traduit l'embarras d'un pouvoir qui reste lui-même isolé et qui ne peut s'attaquer violemment aux gauchistes sans déclencher et riposte étudiante et protestation des organisations social-démocrates et réformistes. Car si les gauchistes demeurent une minorité, leurs liens avec l'intelligentsia, partis de la gauche traditionnelle par l'intermédiaire de syndicats comme la C.F.D.T. et de partis comme le P.S.U., sont tels que toute mesure destinée à frapper les contestataires déborde fatalement sur les organisations ayant pignon sur rue.*

Dans la situation actuelle qui n'est ni révolutionnaire ni pré-révolutionnaire, les révolutionnaires doivent tenir compte de ces données et profiter du répit que leur laisse l'histoire, pour se développer et s'implanter fermement dans la seule classe sociale porteuse d'avenir, la classe ouvrière. Ce n'est pas une clause de style. Ce n'est qu'en gagnant la confiance de larges couches de la classe ouvrière que les révolutionnaires pourront balayer l'obstacle du stalinisme, en ralliant à eux les militants communistes honnêtes et sincèrement dévoués à leur classe. Cette perspective est rendue d'autant plus urgente que la crise permanente du P.C.F. risque peut-être d'entrer dans une phase aiguë si Garaudy et ses amis tentent ce qu'ils appellent un « redressement » du parti... sur sa droite.

Enfin et surtout, une implantation véritable dans la classe ouvrière, une participation à ses luttes et à la direction du mouvement, ouvriraient pour tous les opprimés de la terre, les seules perspectives d'avenir, celles du socialisme. La lutte du prolétariat donnerait enfin un sens et offrirait un avenir aux luttes d'émancipation du Tiers Monde, que leur caractère bourgeois et nationaliste maintient aujourd'hui dans l'impasse.

C'est sur cette confiance affirmée dans le prolétariat et la révolution que devait s'achever le meeting.

Un camarade du groupe maoïste « Vive la Révolution », invité par Lutte Ouvrière *dans le cadre des discussions qui ont débuté entre les deux organes de presse, était venu dire à la tribune une assez longue déclaration invitant les camarades de* Lutte Ouvrière *à se « débarrasser de leur trotskysme poussiéreux » pour mieux comprendre le présent et les volontés du peuple. C'est avec beaucoup d'humour que la salle accueillit ses propos et apprécia la franchise sinon les propos du jeune maoïste. Il est évidemment bien difficile de prédire l'avenir des discussions engagées avec le groupe V.L.R., cette intervention aura montré que malgré les divergences et les différences qui nous séparent sur le plan politique, il est tout à fait possible de s'exprimer devant une salle composée de militants et sympathisants d'une tendance opposée... du moins de militants et sympathisants de* Lutte Ouvrière.

Nos lecteurs trouveront dans les prochains numéros de Lutte Ouvrière *de larges extraits des interventions des orateurs.*

DANS LE MONDE

MOYEN-ORIENT

Le rapport des forces va-t-il s'inverser ?

Le président Nasser et le président lybien assistent à des manœuvres militaires : les armées arabes changent-elles ?

Photo A.F.P.

LES combats qui se sont déroulés trois jours durant à la frontière entre la Syrie et Israël ont été, de l'avis unanime des observateurs, les plus violents qui aient eu lieu dans la région depuis la guerre des Six Jours. Selon un porte-parole militaire israélien, les Syriens avaient massé 900 tanks et pour la première fois depuis 1967, une armée arabe s'est mise en mouvement en tentant de franchir les lignes de défense israéliennes.

Dans de tels incidents de frontières, alors que la tension est constante sur tout le front depuis des années, il est toujours difficile de déterminer la cause exacte qui les provoque. Pourtant, il est certain que l'ampleur qu'a pris la bataille, les forces mises en présence, la violence même des affrontements sont dus, plus qu'au simple jeu de l'engrenage, à des décisions des milieux militaires syriens et israéliens.

Du côté d'Israël, le journal **Jerusalem Post,** l'a rappelé, l'état-major, avec à sa tête le général Bar Lex, était bien décidé à donner une leçon à l'armée syrienne que l'opinion publique d'Israël continue à estimer, à tort ou à raison, comme la plus remuante des armées arabes.

Du côté syrien, l'offensive (on devrait plutôt dire la défensive, car tous les combats se sont déroulés en territoire syrien occupé par Israël) a eu peut-être comme motif principal le plan de paix américain qui laisse justement dans l'ombre l'avenir du plateau syrien du Golan, occupé puis annexé par l'Etat sioniste.

La Syrie aura voulu montrer par son action, qu'elle n'est nullement disposée à abandonner une quelconque fraction de son territoire dans un règlement, fut-il amiable et pacifique.

Quoi qu'il en soit, et au-delà des motivations des uns et des autres, il est certain que l'on peut tirer certaines conclusions de ces heurts.

Tout d'abord, il est probable que le gouvernement d'Israël va se servir de ces affrontements pour renouveler ses demandes d'aide et d'armement à Washington. Car, depuis que l'image du David sioniste aux prises avec le Goliath arabe a disparu, du fait même de la victoire militaire d'Israël et de l'occupation des territoires occupés, le lobby sioniste américain, représenté notamment par Nahum Goldman, s'est plus ou moins aligné sur la politique de Nixon dans la région et a déploré les « excès » d'Israël. Toute nouvelle tension aux frontières sera, dans ce cadre-là, utilisée par Golda Meir pour tenter de regagner quelque peù les appuis dont sa politique « dure » l'a privée.

Du côté syrien, l'enseignement principal que l'on peut tirer de cette affaire est que les troupes de Damas ont fait preuve d'une combativité qu'on ne leur connaissait pas jusqu'alors. Et il est possible que cette combativité traduise la lente évolution qui s'est produite dans les Etats arabes depuis la guerre des Six Jours.

Jusqu'alors, les Etats arabes bénéficiaient, sur le papier du moins, d'une écrasante supériorité en hommes et en matériel. Mais en fait, et la guerre l'a montré, cette supériorité n'existait que sur le papier. Ni la formation technologique du soldat arabe, ni sa combativité n'égalaient celle du soldat israélien.

Et c'est peut-être ce qui est en train de changer. Car l'entrée en scène des organisations de résistance palestienne, qui ont soulevé l'enthousiasme d'une bonne partie de la jeunesse arabe, a fourni la preuve que des combattants aguerris et résolus pouvaient porter des coups sur le territoire israélien même, et a sans doute eu une influence déterminante sur le moral et la combativité de l'ensemble des soldats arabes. Jusqu'en 67, la « guerre contre Israël » était considérée, par la grande majorité des peuples arabes, tout juste comme un slogan qu'agitaient, de temps à autre, des dirigeants en mal de démagogie. Mais, désormais, la « lutte contre Israël » se traduit, pour beaucoup d'entre eux, par un sentiment de solidarité avec les combattants palestiniens.

Et c'est peut-être cela qui explique l'attitude offensive des troupes syriennes.

Si un tel phénomène venait à se confirmer, alors les choses seraient graves pour les dirigeants israéliens. Cela signifierait en fait que le rapport de force serait en train de s'inverser en faveur des Etats arabes. Désormais, le soldat arabe ne serait plus le simple conscrit qu'on envoie, la plupart du temps contre son gré, combattre un ennemi qu'il ne connait pas. Le jeune conscrit syrien, libanais ou irakien désireux d'apprendre à se battre, acquerrait rapidement les qualités qui font la force de l'armée israélienne : la cohésion et la combativité avec, en toile de fond, une bonne raison de se battre.

On ne peut savoir si les combattants arabes en sont arrivés à ce point. Mais, ce dont on peut être sûr, c'est que cette évolution, qui se fera aux dépens d'Israël, est inscrite dans les faits.

Les dirigeants israéliens sont engagés dans la voie de la conquête territoriale et de la négation des droits des Palestiniens à l'existence nationale. Ces dirigeants ne peuvent conduire leur peuple qu'à la catastrophe. Car en transformant chaque jeune Juif en oppresseur, en donnant à leur peuple l'hideux visage du conquérant, ils dressent contre l'ensemble du peuple juif non seulement le peuple palestinien mais tous les peuples arabes. Et cette lutte devient fatalement, par la force des choses, la lutte commune de tous les peuples arabes.

Dans cette situation tragique, la responsabilité des leaders sionistes est écrasante.

J. Liévin.

L'arrestation de Bernadette Devlin et les émeutes en Irlande du Nord

L'ARRESTATION de la jeune dirigeante de la minorité catholique de l'Ulster, Bernadette Devlin, vient de provoquer une nouvelle flambée d'émeutes dans le Nord de l'Irlande qui a fait cinq morts.

En effet, parmi tous les députés qui ont été envoyés au Parlement lors des récentes élections britanniques, il n'y a qu'elle qui n'ira pas siéger aux Communes, puisqu'elle a été condamnée à six mois de prison. Et cela, justement, pour sa participation active aux émeutes des catholiques d'il y a quelques mois.

En Irlande du Nord, comme partout, la justice a pour fonction de protéger les possédants et les oppresseurs, et de condamner ceux qui défendent les pauvres et les opprimés.

La « justice » de l'Ulster qui réprouve tant la violence lorsqu'elle est le fait des humbles, a pourtant fort bien toléré des siècles de violences contre les catholiques de l'île. Et elle a fort bien toléré également les appels à la violence lorsqu'ils émanaient, par exemple, du dirigeant de l'extrême-droite, le pasteur Paisley. Ce dernier a joué un rôle important dans les troubles de l'an passé, puisque ce sont les excès des troupes de Paisley qui ont, par contrecoup, provoqué la révolte des catholiques.

Néanmoins, c'est B. Devlin qui est en prison, et Paisley en liberté...

Toutefois, il n'est pas dit que Mlle Devlin purge sa peine jusqu'au terme. En effet, cette condamnation à six mois de prison a été ressentie comme une véritable provocation par les catholiques de l'Ulster. Et, aussitôt, les bagarres et même les fusillades ont éclaté.

Par ailleurs, le 12 juillet est le jour de fête traditionnel des extrémistes protestants, et à cette occasion, on s'attend à une recrudescence des troubles. A toutes fins utiles, le corps expéditionnaire britannique a été augmenté de 8.000 à 12.000 hommes. Il n'est pas exclu dans ces conditions que les autorités ne soient obligées de consentir à des gestes « d'apaisement » pour limiter les émeutes.

En tous cas, la condamnation inique de Bernadette Devlin aura une fois de plus montré aux opprimés qu'ils n'ont rien à attendre de la justice des possédants.

A. Victor.

Dubcek : l'avant-dernière étape

DUBCEK continue de descendre la pente. Après une ambassade en Turquie qui n'aura pas duré bien longtemps, il a été rappelé pour affaires personnelles, paraît-il, et vient de se faire exclure par le Comité Central du P.C. Tchécoslovaque du Parti Communiste et relever de son poste diplomatique. Le Parti se proposerait, dit-on, d'utiliser ses services à un poste d'employé dans une usine ou même de travailleur à la production, lorsqu'il sera rétabli de la dépression nerveuse (sic) qui l'affecterait en ce moment.

Son sort rejoint celui de bien d'autres Tchèques poursuivis par la vindicte de l'occupant russe. Zatopek s'est retrouvé éboueur et chaque jour depuis des mois, des professeurs, des journalistes, des syndicalistes sont chassés de leurs fonctions et restent sans travail, ou contraints à des activités bien au-dessous de leur qualification, à titre de punition.

Mais on peut se demander pourquoi les bureaucrates russes s'acharnent, par hommes de paille interposés, sur l'homme qui, s'il a été un temps, pour le peuple tchèque, le symbole de la liberté, n'en a pas moins accepté tous les compromis, toutes les concessions, et leur a permis finalement de reprendre la Tchécoslovaquie en main, sans secousses majeures. En couvrant de son prestige les reniements les plus douteux, en les justifiant comme un moindre mal, à une époque où lui seul pouvait les faire accepter de son peuple, il a finalement préféré, consciemment, la voie de l'asservissement plutôt que celle de la lutte populaire.

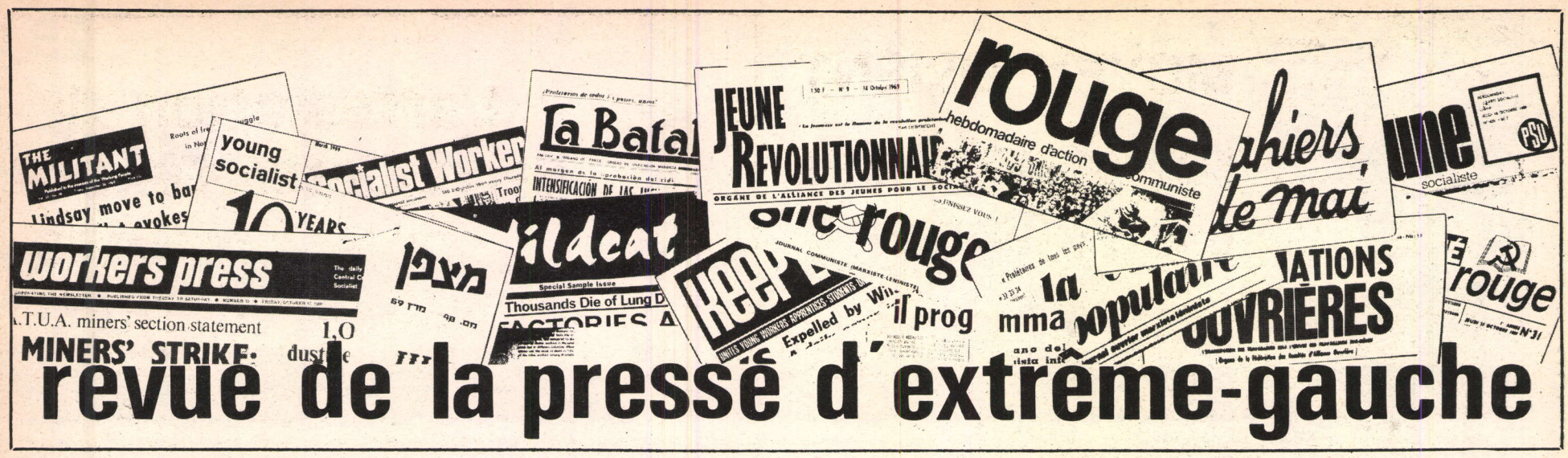
C'est cette politique qui en démoralisant la population tchèque a permis aux occupants d'obtenir chaque jour une épuration plus poussée, une terreur renforcée, la mise en place dans l'appareil d'Etat et à sa tête de fantoches de plus en plus dociles. C'est la continuation de cette politique par Husak qui entraîne les nouveaux malheurs de Dubcek.

Car cet homme dont la politique est responsable d'une partie des malheurs de son peuple, reste aux yeux des Tchèques le symbole d'une autre époque. C'est ce souvenir, ressort de la résistance passive du peuple tchèque, que l'occupant veut atteindre, en détruisant moralement pour le moment, physiquement peut-être par la suite tous les hommes qui y assumèrent des responsabilités.

En ce sens, les dernières mesures qui viennent de frapper Dubcek risquent fort de n'être qu'une étape du processus qui l'amènera devant les juges, comme elle y amène déjà les hommes les plus marqués de l'époque du « socialisme à visage humain ». Car malgré les promesses de M. Husak, ce sont les Russes et eux seuls qui décideront de la suite en fonction de leurs intérêts.

Voilà où mène la politique réaliste des conciliateurs sous toutes les latitudes. Et si dans cette histoire quelqu'un est à plaindre, c'est bien plus le peuple tchèque trompé et trahi, que tous les Dubcek maintenant victimes du retour du bâton.

S. Denver.



revue de la presse d'extreme-gauche

ITALIE

il manifesto

Tout comme en France, les groupes révolutionnaires italiens se sont trouvés divisés quant à l'attitude à adopter face aux dernières élections du 7 juin.

Si tous les groupes sont tombés d'accord pour dénoncer l'électoralisme et le parlementarisme, les consignes données par les uns et les autres ont été différentes : abstention pour les bordighistes, dépôt d'un bulletin rouge pour certains maoïstes, dépôt d'un bulletin blanc pour d'autres.

Nous publions ci-dessus la position qu'a prise le groupe « Il Manifesto » : IL MANIFESTO (numéro de mars 1970) :

« Pour la première fois, aux élections du 7 juin, le mouvement de classe, ses avant-gardes, les comités de base, les collectifs étudiants — tous ceux qui en ces années ont exprimé la crise radicale de notre société — se trouveront en face d'un choix sans possibilité de débouché positif, c'est-à-dire de débouché qui, au moins partiellement, soit leur expression.

Ceci n'était jamais arrivé de façon aussi visible dans l'histoire italienne de l'après-guerre. Le 19 mai 1968 — **date des dernières élections législatives** (n.d. L.O.) —, le Parti Communiste et le P.S.I.U.P. allaient encore à la compétition électorale en portant en eux, d'une façon ambiguë, une tendance contestataire, se présentant encore comme des formations complexes et contradictoires, mais sensibles et réceptives à l'onde tumultueuse qui montait des universités, des nouvelles formes de lutte dans les usines, et qui était en train d'exploser en France. Ce fut une campagne électorale avec un signe « de gauche » qui électrisa brusquement les forces, les militants de base. Non par hasard, elle apporta pour un moment un renouveau d'unité dans le Parti Communiste déjà divisé.

Aujourd'hui, cette potentialité n'existe plus. Les partis ouvriers vont à la confrontation électorale sur une plate-forme explicite : la réforme régionale, et la conquête d'une position de force à cette échelle, doivent être non seulement le terrain de construction d'un bloc d'alternative, mais aussi celui d'une redistribution des cartes politiques, pour la formation de « nouvelles majorités » locales destinées à former des groupes de pression sur le gouvernement, pour ouvrir la route à une coalition avec les communistes sur le plan national. Les dirigeants du P.C.I. n'en ont pas fait mystère, ni dans le débat parlementaire sur la confiance, ni lors du dernier Comité Central.

(...) Qui, en ces dernières années, s'est battu non pas seulement contre la « droite », mais pour la croissance d'un processus révolutionnaire, se trouve brusquement sans interlocuteur. L'éventail du vote lui offre seulement deux choix : ou se joindre aux « Faucons » de la bourgeoisie et de l'américanisme les plus hostiles à une modernisation du système et donc à une « ouverture aux communistes », ou se joindre aux « colombes » des partis ouvriers, d'une partie du P.S.I. et des gauches catholiques, diversement intéressés à des formules « modernisées » du système et donc à l'ouverture vers les communistes. Il n'y a pas de troisième vote : il y a seulement le bulletin blanc — un refus de rentrer dans le jeu (...).

A ce dilemme, il n'y a pas, comme dans tout dilemme qui se respecte, de solution satisfaisante. Il n'y en a pas sur le terrain électoral, car ce terrain est faussé par rapport au conflit de classe. Faut-il s'en désoler ? Nous ne le croyons pas. Aujourd'hui, nous réapprenons que dans un vote, il peut arriver de ne pouvoir s'exprimer, même partiellement.

(...) (Cette difficulté) contraint le mouvement étudiant, les comités de base, les centres du « Manifesto », les groupes minoritaires, les avant-gardes sociales — tous ceux, en somme, qui ne se reconnaissent pas dans un horizon politique limité à : « pour ou contre le préambule Forlani » — à comprendre que si l'on ne s'achemine pas vers un processus de formation d'une force politique qui change les cartes de l'expression de classe, (le moment électoral) tendra toujours plus ouvertement à devenir le lieu d'un débat absolument intérieur à l'équilibre conservateur.

(...) Ce que nous proposons à toutes ces forces, divisées mais désormais consistantes, est de ne pas considérer la campagne électorale comme une diversion et un embarras, mais de l'assumer comme moment de l'accélération du travail de construction d'un nouveau rassemblement politique et social. (...)

FRANCE

tribune socialiste

Tribune Socialiste **continue à publier, chaque semaine, dans sa Tribune libre, des articles émanant de militants et préparatoires au Conseil National de la fin du mois de juin.**

Nous rendons compte ci-dessous d'un article du bureau de la vingtième section de Paris : « Contre la liquidation du Parti ».

Polémiquant avec Terray qui s'était prononcé pour un vaste regroupement révolutionnaire dans lequel le P.S.U. se fonderait, les auteurs de l'article écrivent :

« Il faut déclarer dès maintenant que notre Parti ne se considère pas comme le noyau privilégié du futur Parti révolutionnaire » nous dit Terray. Ici nous disons non, non, et non à ce perpétuel masochisme de certains militants du P.S.U. envers leur Parti ; si Terray est mal dans sa peau, tant pis pour lui ; les militants engagés dans les luttes n'ont que faire de ce défaitisme et ont déjà choisi depuis longtemps entre marxisme révolutionnaire et social-démocratie. Si le parti était social-démocrate, nous n'y serions, pour notre part, tout simplement pas. Cela ne veut pas dire que par autosatisfaction nous nous proclamions **le** parti révolutionnaire, mais nous représentons l'ébauche la moins imparfaite, le maximum de **conscience possible,** « l'avant-garde » qui, si elle se radicalise et s'implante sera reconnue par le prolétariat. Or de cette avant-garde, si le P.S.U. n'en est pas le seul élément, il en est néanmoins le pivot. Nous n'avons donc pas à « être prêt » aux plus larges concessions en ce qui concerne le sigle, les structures et les hommes pour peu qu'on nous en propose de meilleurs ». Le sigle P.S.U. pris littéralement ne signifie plus grand-chose, mais concrètement il représente beaucoup dans l'esprit des masses. Pourquoi s'appeler alors P.C.U. (m.l.) par exemple ? Quant aux structures, bon nombre de militants rejettent catégoriquement le « centralisme démocratique » c'est-à-dire l'ultra-centralisme léninien, issu des conditions de la lutte contre l'autocratie tsariste, conception vieillie et déjà discutée en son temps, qui ne peut absolument pas être la forme d'organisation adaptée au parti. C'est pourtant ce que nous proposent les trotskystes et les maoïstes. Ils ignorent visiblement que le chantage : toute forme d'organisation qui ne serait pas léniniste serait social-démocrate, ne vaut même pas la peine d'être pris en considération pour qui a un tant soit peu étudié Rosa ou Gramsci ou pour qui s'inspire des luttes réelles des masses qui ne cherchent nullement à être enrégimentées par un nouvel appareil bureaucratique (cf. Barjonet : « La révolution trahie de Mai » ; « le subjectivisme de Lénine »).

rouge

hebdomadaire d'action communiste

Dans son dernier numéro, Rouge **publie un article sur « le sixième plan anti-ouvrier ». On peut notamment y lire :**

« L'industrialisation à outrance causera de multiples difficultés, provoquera de nombreux « conflits sociaux ». Le privilège accordé à cette industrialisation rapide, au détriment des transports, de la santé, du logement, de l'éducation nationale, des équipement collectifs, augmentera les contradictions du système capitaliste français, et surtout la contradiction principale, entre exploités et exploiteurs, entre classe ouvrière et bourgeoisie.

Les illusions ne sont pas possibles. Le P.C.F. critique le plan comme s'il avait été possible, imaginable que le gouvernement en place choisisse d'autres orientations ; non, ce n'était pas possible.

Ce n'est d'ailleurs pas en réalisant une planification démocratique, plus axée sur les services publics, sur l'aide aux collectivités locales, que l'on changera les choses... C'est une loi du système capitaliste qu'on aboutisse toujours à la recherche du profit maximum.

Tout plan effectué dans le cadre bourgeois de production, même si c'est par l'équipe de « gauche » la mieux intentionnée, se heurtera à cette réalité, le fondement même du système capitaliste.

Alors, il n'est qu'une solution : **opposer au plan de la bourgeoisie la stratégie révolutionnaire.**

Le plan n'engage pas une « nation » abstraite, il n'engage pas les Français tous tant qu'ils sont ; il engage ses rédacteurs, le pouvoir et le grand capital.

Les travailleurs ne se sentent en aucune manière tenus à respecter des orientations qui leur sont néfastes.

Nous nous moquons qu'il soit inscrit dans le projet que la réduction de la durée du travail d'une heure et demie sera possible d'ici 75 ; quand l'occasion semblera bonne rien ne nous gênera d'exiger dans la lutte le retour immédiat aux quarante heures, même si c'est une mesure contradictoire avec la lettre et l'esprit du plan.

La seule réponse à l'offensive du plan bourgeois qui se prépare, c'est la mise au point d'une stratégie des luttes véritablement efficace pour la classe ouvrière, qui aille au-delà des pressions parlementaires (au parlement, on ne peut rien faire de mieux que des contre-plans) et qui aboutisse à l'affrontement avec le pouvoir d'Etat.

Elaboration des revendications et des formes de lutte, de la stratégie de la prise du pouvoir, voilà la réponse des révolutionnaires, travailleurs les plus conscients, qui savent qu'aucun plan bourgeois ne pourra jamais satisfaire leurs besoins. »

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Cette semaine, Informations Ouvrières **consacre de longs développements à la récente grève de la R.A.T.P., grève qui, selon I.O., s'insère dans un contexte politique marqué par la constante dégradation des libertés démocratiques les plus élémentaires :**

La dégradation des libertés publiques s'exprime dans divers faits qui ont valeur de symptômes : inculpation d'un enseignant — sur dénonciation du doyen Zamansky, jouant parfaitement le rôle que lui assigne la Réforme Faure — qui protestait contre la présence policière au sein de l'Université ; condamnation à six et huit mois de prison ferme de deux étudiants pour avoir peint des slogans sur un mur ; utilisation de faux « photographes de presse » pour identifier des manifestants, leurs clichés servant de « preuves ».

Dans un tel climat les provocations, les agressions contre les militants ouvriers et les représentants d'organisations ouvrières ou démocratiques ne peuvent que se multiplier.

. . . . . .

Les limites actuelles de l'offensive menée contre les libertés tiennent à la puissance de la classe ouvrière, la bourgeoisie reste hésitante, divisée et cette division s'exprime jusque dans l'appareil d'Etat, se reflète dans la « crise de la police » dont le mécontentement manifeste la crainte devant une orientation qui est en définitive une **orientation de guerre civile.**

Mais la bourgeoisie se prépare à attaquer, renforce son dispositif de combat. Le VI[e] Plan correspond à ses besoins. Sa réalisation exige un affrontement avec la classe ouvrière et ses organisations. L'adoption de la loi scélérate n'est pas un acte gratuit...

Toute revendication aujourd'hui se heurte aux projets généraux de la bourgeoisie, c'est pourquoi toutes les luttes convergent vers le gouvernement. Défendre les revendications, c'est aujourd'hui défendre aussi le droit et les moyens de revendiquer. Seule la force agissante du mouvement ouvrier peut préserver les libertés ; la lutte contre la répression est indispensable à l'organisation de la défense du mouvement ouvrier lui-même.

Par son caractère, la grève de la R.A.T.P. s'oppose aux mouvements disloqués, à la ronde folle des grèves tournantes que les travailleurs de la R.A.T.P. ont refusé. Mille travailleurs environ avaient signé la pétition adressée aux bureaux syndicats à l'initiative de la section syndicale C.G.T. de Clichy et leur demandant de mettre en œuvre les moyens permettant l'unité des organisations, sous le contrôle démocratique des travailleurs.

La grève massive de la R.A.T.P. exprime les tendances profondes qui mûrissent au sein de la classe ouvrière : refus de subir, recherche de la cohésion et de l'unité de front, volonté d'en finir avec le règne de l'exploitation.

Mac Arthur (photo U.P.I.)

25 jui

Il y a vingt ans d
de C

LE 25 juin 1950, les troupes de la Corée du Nord franchissaient le 38e parallèle, et poursuivaient loin à l'intérieur de la Corée du Sud les forces en débandade du dictateur Sygman Rhee. Quarante-huit heures plus tard, Séoul, la capitale du Sud était prise et la réunification souhaitée par les nationalistes nord-coréens et leurs partisans au Sud, était pratiquement réalisée dans les faits. C'est alors que le président Truman décidait de faire intervenir les troupes américaines aux côtés des Sud-Coréens.

Malgré cette intervention, l'avance des Nord-Coréens se poursuivit jusqu'en septembre, date à laquelle les Américains et leurs alliés ne tenaient plus qu'une tête de pont dans la région de Fusan. Mais le 15 septembre, Mac Arthur, nouveau commandant des forces US en Corée, dirigeait une contre-offensive qui allait lui permettre de réoccuper en totalité la Corée du Sud, et une partie de celle du Nord. Le 24 novembre 1950 il déclenchait une nouvelle offensive en direction de la frontière chinoise.

Trois jours plus tard, les Nord-Coréens contre-attaquaient, appuyés par des détache-

LA guerre de Corée devait plonger le monde entier dans l'angoisse. C'était cinq ans tout juste après la fin de la guerre mondiale, et depuis longtemps, aux déclarations d'amitié soviéto-américaines de la « libération » avait succédé la guerre froide. L'éventualité d'un troisième conflit mondial était tellement présente dans les esprits qu'il se produisit dans les pays européens une véritable panique. Dès le lendemain, sucre, huile, savon, avaient disparu des épiceries. La guerre froide entre l'Est et l'Ouest n'allait-elle pas se transformer en affrontement généralisé ?

L'occupation de la Corée

Que le sort du monde puisse se jouer dans ce petit pays ignoré, qui n'avait pas d'existence indépendante depuis 1910, date de son annexion par le Japon, et que Russes et Américains reconstituèrent lors de la capitulation nippone, c'était bien là l'illustration par l'absurde d'un système encore plus absurde.

Parce que les Russes et les Américains s'étaient répartis à l'avance, les pays et les villes qu'ils devaient « libérer », séparément ou conjointement, parce que dans ce partage la Corée était dévolue à l'occupation commune, il ne restait plus en

Une guerre longue et meurtrière (photo U.P.I.)

1945 qu'à trancher dans le vif. Les autorités alliées délimitèrent deux zones d'occupation parfaitement artificielles, séparées par une frontière encore plus abstraite : le trente-huitième parallèle. Le Nord serait occupé par les Russes, le Sud par les U.S.A.

Il était bien sûr prévu que cette situation extraordinaire ne serait que provisoire, une Corée unifiée et indépendante devant sortir d'élections démocratiques garanties par la double occupation.

Cette situation aberrante n'était en fait guère plus raisonnable que le découpage de Vienne en quatre zones d'occupation, le partage de l'Allemagne avec la position de Berlin-Ouest, îlot pro-occidental isolé au milieu de l'Allemagne de l'Est.

La mise en place d'un système d'occupation aussi absurde en apparence répondait évidemment à des préoccupations politiques précises et était le fruit de marchandages serrés. Le but fondamental était partout le même, combler le vide étatique créé dans ces pays par la brusque disparition de l'autorité allemande ou nippone. Il n'était pas question de laisser aux masses populaires l'initiative de leur propre destin. Il fallait immédiatement substituer une autorité militaire à une autre afin d'éviter tout débordement révolutionnaire éventuel. Bureaucratie russe et impérialisme américain étaient d'accord là-dessus. Le reste, dans le cas présent, le partage en deux de la Corée, n'était que l'application de ce principe dans le cadre des concessions réciproques que les deux grands étaient bien contraints de se consentir.

Evidemment, dans toutes ces tractations, il n'avait jamais été question de l'opinion des Coréens eux-mêmes. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était devenu presque institutionnellement le droit des grandes puissances à disposer des autres. Pour le reste, « on » verrait plus tard. « On », c'était bien entendu toujours les Russes et les Américains.

Mais le peuple coréen allait, à sa façon, bouleverser tous les plans établis et poser au-delà et à travers la division imposée ses revendications à la liberté et à l'indépendance.

La division de la Corée : du provisoire qui allait être appelé à durer

Combien de temps devait en principe durer la double occupation ? Rien ne le précisait, le temps sans doute de s'assurer qu'aucun trouble populaire n'était à redouter, le temps aussi de trouver les éléments d'un éventuel gouvernement national garantissant l'ordre et l'autorité de l'Etat. En fait, dès 1946, une commission mixte soviéto-américaine était mise sur pied dans le but de consulter les formations politiques susceptibles de constituer ou d'appuyer le futur gouvernement provisoire coréen.

Cette collaboration devait échouer. Comme le partage de la Corée, la collaboration soviéto-américaine était liée directement aux rapports politiques que les deux grandes puissances entretenaient dans le reste du monde.

Après le rejet du plan Marshall par les pays de l'Est, ces rapports devaient se détériorer rapidement pour conduire à ce que l'on nomma alors, par humour noir sans doute, la guerre froide.

A partir de ce moment, les deux Corée vont évoluer presque officiellement chacune de leur côté. L'O.N.U. fera encore semblant de croire qu'une solution légaliste de la réunification existait et le 14 novembre 1947, elle adopta une résolution savoureuse décidant :

LE ROLE DE L'O.N.U.

AUSSITOT que l'annonce du franchissement du 38e parallèle par les Nord-Coréens fut connue à l'ONU, ce fut un tollé général. Le Conseil de Sécurité adopta sur le champ une résolution invitant la Corée du Nord à ramener dans les plus brefs délais ses troupes sur le 38e parallèle.

Le lendemain, vingt-quatre heures après le début des hostilités, les chars nordistes étaient déjà dans les faubourgs de Séoul, la capitale du Sud. Manifestement la résolution des Nations Unies était demeurée sans effet sur les combattants coréens.

Et le 27 juillet se tint une séance décisive.

Ce fut dès lors, à l'ONU le branle-bas de combat.

Toute l'affaire devait se dérouler en l'absence du délégué soviétique qui, depuis le 13 janvier avait annoncé que son pays ne prendrait plus part aux travaux du Conseil de Sécurité, tant que n'aurait pas été écarté de celui-ci le représentant de la Chine nationaliste (réduite à la seule île de Formose, depuis la victoire de Mao Tsé Toung).

C'était de bonne guerre, car la charte des Nations Unies prévoyait dans son article 27 que les décisions du Conseil autres que de procédures, ne pourraient être prises que par « un vote affirmatif de sept de ses membres dans lesquels sont comprises les voix de TOUS les membres permanents. » **(Etats-Unis, Grande-Bretagne, URSS, France et Chine).**

L'absence du délégué soviétique devait donc, en tout état de cause, bloquer le fonctionnement de l'ONU.

Mais cette charte avait été rédigée au lendemain de la victoire des alliés, dans l'euphorie des concessions mutuelles et en vertu d'un rapport de forces et d'une situation politique donnés. Depuis la guerre froide, il devenait évident que le règlement de l'ONU n'était plus « adapté ».

C'est ce que pensèrent — sans le dire — les membres du Conseil de Sécurité qui, au soir du 27 juillet prirent, en l'absence du délégué soviétique la décision de principe d'intervenir en Corée.

« Le Conseil de Sécurité ayant statué que l'attaque armée contre la République de Corée par les forces de la Corée du Nord constitue une rupture de la paix ; ayant fait appel aux autorités de Corée du Nord pour qu'elles replient leurs forces armées jusqu'au 38e parallèle ; ayant noté, d'après un rapport de la Commission des Nations-Unies pour la Corée, que les autorités de la Corée du Nord n'ont ni cessé leurs hostilités, ni retiré leurs forces armées jusqu'au 38e parallèle, et que des mesures militaires urgentes sont nécessaires pour restaurer la paix et la sécurité internationale ; ayant pris note d'un appel de la République de Corée aux Nations-Unies pour des mesures immédiates et effectives afin d'assurer la paix et la sécurité ;

« Recommande que les membres des Nations-Unies fournissent à la République de Corée l'assistance qui peut être nécessaire pour repousser l'attaque armée et rétablir la paix et la sécurité internationale dans cette région. »

Quant aux USA, ils étaient, et pour cause, tellement sûrs de leur fait, qu'ils n'avaient pas attendu la résolution «historique » du 27 juillet pour agir.

Dès le 25 au soir, Truman ordonnait de fournir au gouvernement de Séoul toutes les armes dont il pouvait avoir besoin et chargeait Mac Arthur, le chef des forces armées US dans le Pacifique, de faire protéger « manu militari » la livraison de ce matériel. Le lendemain, devant la gravité de la situation pour Syngman Rhee, il commandait à Mac Arthur de soutenir immédiatement l'armée sudiste par des forces navales et aériennes sans toutefois dépasser le 38e parallèle. Dans le même temps, la VIIe flotte US se concentrait devant Formose.

Le 27, avant que le Conseil de Sécurité ait adopté sa « résolution », Truman, la considérant comme acquise, rendait publiques ses décisions.

Dès lors, tout se passa « en famille ». L'ONU n'avait rien à refuser aux USA. Mac Arthur fut nommé commandant des Nations Unies en Corée, et le corps expéditionnaire américain combattit sous la bannière bleue de l'ONU. Toutes les initiatives américaines étaient couvertes. Pour la forme cependant, on adjoignit aux forces US des bataillons internationaux, provenant de Grande-Bretagne, France, Australie, etc.

Ce fut encore au mépris de ses propres règlements que l'ONU autorisa « ses » troupes à franchir le 38e parallèle. Le Conseil de Sécurité étant bloqué par le veto de l'URSS, revenue siéger entre temps, c'est l'Assemblée générale qui, de la façon la plus anti-statutaire qui soit, fut chargée de prendre la décision.

L'ONU qui, dans cette affaire de Corée comme en bien d'autres circonstances, faisait purement et simplement fonction de larbin et de couverture pour les USA, osait invoquer pour se justifier les grands principes et la conscience universelle. Au nom du droit international et de la défense de la paix, elle condamna « l'agression criminelle » de la Corée du Nord !

Pour elle, les fauteurs de guerre, ce n'étaient pas les USA et l'URSS qui avaient coupé en deux le peuple coréen, et imposé leur volonté, au mépris du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Les fauteurs de guerre, c'étaient les nationalistes coréens qui luttaient pour réunifier leur pays ! Le climat de guerre froide et l'anticommunisme virulent qui l'accompagna dans tout le monde occidental permit ce tour de passe-passe et ce défi au simple bon sens.

C.L.

n 1950 débutait la guerre Corée

Mac Carthy (photo U.P.I.)

ments massifs de « volontaires » chinois, et Mac Arthur devait battre en retraite précipitamment. De nouveau Séoul tombait aux mains des Nordistes. Et les troupes américaines durent s'employer à fond, au printemps 1951, pour réoccuper la Corée du Sud.

Mais la violence de la réaction militaire chinoise avait servi de leçon aux USA. Ils avaient perdu tout espoir de réunifier la Corée, eux, sous la houlette de Sygman Rhee, et lorsque Mac Arthur voulut franchir de nouveau le 38e parallèle et essayer de reconquérir le nord du pays, il fut purement et simplement limogé et remplacé par Ridgway.

En juillet 1951, des négociations d'armistice s'ouvraient à Kaesong. Interrompues le mois suivant, elles reprenaient en novembre à Panmunjom. Mais la paix allait encore se faire attendre deux ans, jusqu'au 27 juillet 1953. Un million deux cent mille hommes étaient morts. Les nationalistes Nord-Coréens avaient échoué dans leur tentative de réunifier leur pays. La Sainte-Alliance impérialiste avait, avec la complicité de la bureaucratie soviétique, réussi à maintenir le statu-quo issu de la deuxième guerre mondiale.

1) De maintenir les troupes américaines et soviétiques en Corée pendant quatre-vingt-dix jours après qu'un gouvernement et une police capables de maintenir l'ordre y auraient été établis.

2) De procéder à des élections générales sur l'ensemble du territoire avant le 31 mars 48.

3) De charger une commission de neuf membres de surveiller les élections et d'aider les représentants élus à établir une constitution démocratique et à constituer un gouvernement.

Bien entendu, la commission n'aboutira pas. Elle ne put pénétrer en Corée du Nord qui lui refusa l'accès de son territoire, et elle refusa de reconnaître les résultats de la tricherie électorale tenue au sud en mai 48.

Mais son intervention s'arrêta là. Pour l'O.N.U., désormais, le dossier coréen était clos !

Les deux Corée de 1948 à la guerre

Les élections qui eurent lieu au sud comme au nord donnèrent deux parlements et deux gouvernements qui prétendirent chacun parler au nom de la Corée toute entière.

A Séoul, capitale du sud, 100 sièges étaient réservés aux députés du nord ! A Pyongyang, 360 députés sur les 572 membres du parlement avaient été choisis par une assemblée de délégués qui parlaient au nom du sud.

De part et d'autre, les deux autorités de tutelle ne purent qu'entériner. Moscou reconnut le chef de la nouvelle république démocratique populaire du nord Kim Il Sung. Washington en fit autant avec le « terrible vieillard » du sud Syngman Rhee.

Les deux républiques étaient parties pour durer. La division provisoire née de la « libération » s'annonçait aussi définitive que celle de l'Allemagne. Le 1er janvier 1949, l'U.R.S.S. retirait ses troupes d'occupation. Les Etats-Unis l'imitaient peu après, laissant sur place 500 « conseillers techniques ».

Les deux grandes puissances avaient tracé leurs perspectives. Elles avaient l'âme en paix. Quant au peuple coréen, il avait pour se consoler ses deux parlements uniques !

Il ne s'en consola pas.

Pendant trente-cinq ans, la Corée avait connu l'oppression japonaise. Les aspirations nationales du peuple coréen s'étaient concentrées au cours de la Guerre mondiale dans un puissant mouvement de maquisards harcelant les troupes nippones. Ces hommes attendaient de la défaite japonaise la possibilité de construire une Corée indépendante, disposant enfin d'elle-même.

Le partage en deux de la Corée, conséquence de la monstrueuse association de « libérateurs » antagonistes allait bafouer tous les espoirs. Dès 1946, s'était formé en Corée du Nord un « front uni démocratique de la patrie » qui regroupait, outre le Parti Communiste, des formations politiques libérales et religieuses patriotes. Ce front se donnait pour but le retrait des forces d'occupation et la formation d'un gouvernement unique pour toute la Corée. Ce fut lui qui se retrouva naturellement au pouvoir en 48, en la personne de Kim Il Sung, ancien partisan et soldat de l'armée rouge.

En Corée du Sud, les maquisards n'avaient pas désarmé et c'était désormais contre le régime de Syngman Rhee qu'ils se battaient malgré la répression qui s'abattait sur tout le pays.

Le Parti Communiste fut interdit, ses militants systématiquement poursuivis et emprisonnés. Mais dans les geôles, on ne trouvait pas qu'eux : modérés, syndicalistes, socialistes, tous ceux qui critiquaient d'une manière ou d'une autre le régime tombaient sous les coups de la répression. 14.000 personnes pourrissaient dans les prisons de la République. Les syndicalistes affiliés à la F.S.M. vivaient dans la clandestinité. En fait, le pays était constamment sur pied de guerre. Les maquisards avaient des appuis partout dans la population, y compris dans l'armée.

Le 20 octobre 1948, 3.000 soldats sud-coréens hostiles à Syngman Rhee occupèrent les postes de police et les édifices publics du port de Yosu. La ville fut reprise deux jours après, mais les accrochages se multipliaient.

Après le départ des troupes d'occupation américaine, la terreur s'accentua encore. Syngman Rhee se maintint au pouvoir par une dictature féroce qui s'exerça sur l'ensemble de la population. Son régime était à ce point impopulaire que les élections de mai 50, malgré les truquages électoraux et les menaces adressées à la population, lui furent défavorables. Son parti perdit un nombre considérable de voix. Ce fut une période de crise ouverte qui commença.

C'est alors que les nationalistes coréens tentèrent leur chance. Après quelques incidents de part et d'autre du trente-huitième parallèle, les troupes nord-coréennes passèrent la frontière et gagnèrent le sud.

La nouvelle fit l'effet d'une bombe. Ni Washington, ni Moscou ne l'avaient prévue.

Catherine Lorraine.

L'U.R.S.S. et la guerre

ALORS que le 25 juin 1950 au soir Truman considérait déjà l'affaire coréenne comme un problème concernant directement les U.S.A. et prenait des mesures d'urgence, l'U.R.S.S. demeura longtemps silencieuse et passive.

Le monde entier, avec les U.S.A. et l'O.N.U. hurlait à « l'agression communiste », mais l'U.R.S.S. se taisait, et pour cause.

C'est de toute évidence contre l'avis de Staline que le Front nord-coréen avait pris la décision d'envahir le sud. Car, même dans la période troublée de 48-50, à un moment où il était notoire que l'impérialisme américain cherchait à soustraire à l'influence soviétique les pays venus en partage à Staline en 1945, toute la politique de la bureaucratie soviétique ne visait qu'à maintenir le statu-quo, la paix coûte que coûte. L'initiative des Nord-Coréens risquait de rompre l'équilibre, et c'est pourquoi, alors que dès le lendemain de l'attaque la plupart des gouvernements impérialistes prenaient position en faveur de la Corée du Sud, Staline, lui, se tut plusieurs jours. Et lorsqu'il parla enfin, ce fut pour réclamer de la part de cette même O.N.U., dont les troupes en Corée perpétraient massacres et destructions, un arbitrage pour mettre fin au conflit !

Tandis que la Chine, qui se sentait directement menacée, s'engageait à fond dans la lutte et envoyait plus de 800.000 volontaires, la seule aide que les Nord-Coréens reçurent de l'U.R.S.S., ce fut du matériel militaire. Mais l'objectif qu'ils s'étaient fixé, celui de la destruction par les armes du régime réactionnaire de Syngman Rhee et l'unification nationale ne reçut de Staline qu'un appui en parole. La réalité, c'est que le Kremlin fit pression de toutes ses forces pour un « règlement pacifique », c'est-à-dire pour le maintien du statu-quo. Et lorsqu'enfin le commandement américain se déclara prêt à négocier, le porte-parole de Staline à l'O.N.U., Malik déclara aussitôt que les pourparlers devaient s'ouvrir sur la base d'un retrait réciproque des troupes de part et d'autre du trente-huitième parallèle.

LA REACTION AUX U.S.A.

Mac Carthy et la chasse aux sorcières

Julius et Ethel Rosenberg :
Victimes de l'hystérie anticommuniste des années cinquante
(photo U.P.I.)

LE Mac Carthysme ne fut pas la conséquence de la guerre de Corée, mais il reçut d'elle son impulsion majeure.

Le sénateur Joseph Mac Carthy avait lancé en février 1950 une véritable campagne anticommuniste qui devait rapidement et sous la pression des événements de Corée tourner à l'hystérie collective.

Le sénateur avait en effet « révélé » qu'une vaste conspiration se tramait au sein même des Etats-Unis ; selon lui tous les milieux étaient atteints y compris l'appareil d'Etat. Son intervention provoqua une véritable chasse aux sorcières d'un bout à l'autre du continent américain. En 1952, 1.456 personnes furent rayées des cadres de l'administration parce qu'elles présentaient « un risque pour la sécurité ». La commission chargée d'étudier les « activités anti-américaines » poursuivit non seulement les communistes réels ou supposés, et leurs sympathisants, majs encore tous ceux qui étaient censés être en relation avec eux. Des milliers de personnes furent inquiétées et perdirent leur emploi. Des livres jugés « de gauche » furent condamnés, retirés des bibliothèques et brûlés.

C'est dans cette atmosphère que devait se dérouler l'enquête puis le procès des époux Rosenberg, deux savants atomistes américains accusés d'espionnage, et « convaincus » d'avoir livré des secrets atomiques à l'Union Soviétique. Arrêtés le 24 juillet 1950, tout au début de la guerre de Corée, ils passèrent en jugement en mars 51 et furent condamnés à mort, sans finalement la moindre preuve. Malgré une extraordinaire campagne de protestation internationale, les Rosenberg furent exécutés le 19 juin 53, un mois tout juste avant la fin de la guerre de Corée.

Désavoué pour ses excès par le Sénat en 1954, Mac Carthy démissionna et tomba dans l'oubli. Mais le Mac Carthysme devait laisser dans l'opinion américaine une empreinte durable, l'anticommunisme systématique et viscéral étant désormais une des données constante de la mentalité de l'Américain moyen.

Aux Bennes Marrel (Bordeaux) :

PROVOCATION PATRONALE, RIPOSTE DES TRAVAILLEURS

LES BENNES MARREL sont une entreprise de métallurgie qui possède plusieurs usines dans tout le pays, et dont le siège est à Saint-Etienne. La succursale de Bordeaux ne compte pas plus d'une centaine d'ouvriers, mais ceux-ci ont montré à plusieurs occasions leur combativité. En mai 68, une section C.G.T. avait été montée, qui regroupa bientôt la quasi-totalité du personnel. D'autre part, des ouvriers « gauchistes » publient depuis plus de deux ans une feuille révolutionnaire.

Récemment, à l'occasion de la réunion du Comité central d'Etablissement des bennes Marrel, à St-Etienne, les délégués CGT des diverses entreprises avaient pris la décision d'envoyer des délégués de Bordeaux à Vivonne (petite ville de la Vienne) où se trouve une autre petite usine du groupe.

Les délégués de Bordeaux devaient s'informer de la situation des travailleurs de Vivonne qui sont complètement laissés à l'écart, et n'ont pas d'autre organisation « syndicale » que celle qu'a suscitée le patron.

Le vendredi 5 juin, deux militants prennent donc un congé syndical et se rendent à Vivonne. Mais, arrivés là, ils rencontrent par hasard le directeur de l'usine de Bordeaux. Celui-ci, inquiet de voir des militants combatifs venir répandre la contestation dans une usine où jusqu'ici il avait régné en maître, va tenter de se débarrasser des « gêneurs ».

Après le passage de nos camarades, il réunit les ouvriers et leur promet monts et merveilles à condition qu'ils ne montent pas « un syndicat C.G.T. à la con (sic), comme à Bordeaux » où pullulent gauchistes et autres trotskystes !..

Ceci fait, il s'empresse de prendre des sanctions.

DE LA MISE A PIED AU LICENCIEMENT

Le 6 juin, les deux délégués reçoivent une lettre recommandée les informant de ce qu'« **une sanction provisoire d'un jour de mise à pied** » était prise à leur encontre pour le lundi 8 juin...

Le « motif » invoqué était que nos camarades avaient pris leur congé syndical pour des activités qui étaient « **tout à fait étrangères à leur mission** » !

On voit que les patrons ne manquent pas de culot !

Mais, le lundi, nos camarades se sont rendus à l'usine. Ils ont, au cours d'une assemblée générale en début de journée, informé les ouvriers de la brimade dont ils étaient victimes, puis ont demandé que la direction lève la sanction et paie les heures de délégation du 5 juin, de même que les heures de la mise à pied.

Là-dessus, la direction leur annonce, ni plus ni moins qu'elle entame une procédure de licenciement !

Le Comité d'Entreprise est réuni vers midi.

La direction a déjà quelque peu changé son fusil d'épaule, puisqu'elle ne propose plus au C.E. que le licenciement d'**un seul** de nos deux camarades, « dans un esprit de .. conciliation » !

Elle espère en fait désarmer la riposte des ouvriers en épargnant le principal responsable du syndicat, pour mieux se débarrasser de l'autre...

Le Comité d'Entreprise repousse néanmoins le licenciement par 8 voix contre 1 (celle du directeur) et 1 abstention.

Notre camarade se retrouve donc « **mis à pied** », « **jusqu'à ce que le tribunal ait statué** ». Le patron doit porter l'affaire devant l'inspecteur du Travail et les Prud'hommes.

Il n'oubliait qu'une chose : la riposte des travailleurs qui n'entendaient nullement rester les bras croisés pendant qu'on « virait » un militant qu'ils estiment.

LA RIPOSTE

La réunion du C.E. terminée, le personnel est à nouveau réuni.

Lorsque les ouvriers apprennent que notre camarade doit être licencié, la décision est prise, à l'unanimité sans une exception, de répondre par la grève à la scandaleuse mesure de répression patronale.

L'usine s'arrête donc à l'embauche de l'après-midi et la grève est totale jusqu'au soir.

Comme tout le monde s'attend à une lutte longue, la décision est également prise d'entamer à partir du lendemain et jusqu'à la réintégration de notre camarade, une baisse de la production qui ne laisse quasiment rien sortir de l'usine.

Nos camarades préparent un tract : « **TOUS DEBOUT CONTRE LA REPRESSION PATRONALE ! NOUS NOUS BATTRONS JUSQU'A LA LEVEE DES SANCTIONS !** »

Et mardi matin, le 9 juin, tout le monde rentre à l'usine, bien décidé à ne pas se fatiguer...

Surprise ! la demi-journée de grève de la veille et la détermination des travailleurs ont suffit à faire reculer le patron...

Il a changé « d'avis » dans la nuit, et ce matin nous apprenons que le licenciement de notre camarade est commué en trois jours de mise à pied !

Mais les ouvriers trouvent cela encore insuffisant, et la baisse de production prévue est appliquée, mais cette fois-ci sur les mots d'ordre suivants :

— **levée de toute sanction ;**

— **paiement de la demi-journée de grève** et, pourquoi pas,

— **augmentation générale des salaires...**

(Correspondant L.O.)

Dans l'aéronautique :

Ni contrat, ni progrès !

LA fusion Nord-Aviation, Sud-Aviation, SEREB, qui a constitué la SNIAS au 1er janvier de cette année, devait poser le problème de l'harmonisation des salaires et des conditions de travail de toutes les entreprises de la nouvelle société.

Au début de l'année, les représentants syndicaux furent cavalièrement priés de prendre connaissance des décisions de la nouvelle direction. L'alignement des salaires pratiqués en province sur ceux de la région parisienne était catégoriquement repoussé.

Par contre, la direction promettait l'harmonisation pour les usines de province, d'une part, et de la région parisienne d'autre part, dans un délai de deux ans.

Jusqu'ici, bien peu de choses avaient été faites en ce sens, si ce n'est la revalorisation timide de quelques catégories, et l'octroi de ponts et d'une 1/2 heure hebdomadaire, chômés et payés, pour les usines de l'ex-groupe Nord-Aviation.

Mais le grand coup devait être frappé le 3 juin par la signature d'un contrat proposé par la direction. Les « discussions», où il n'était tenu aucun compte des propositions syndicales, et encore bien moins de l'avis du personnel (selon la méthode de M. Ziegler, PDG de combat) ont commencé vers le 15 mai. Elles ont d'abord concerné principalement les salaires, là où les offres de la direction étaient le moins préjudiciables pour le personnel. Il était procédé à quelques augmentations, notamment à 10 F mensuels dès le mois de janvier pour les mensuels et à des nominations afin d'égaler la moyenne de points de l'usine de Marignane prise comme référence. A Bourges par exemple, il fut procédé à une centaine de nominations, mais concernant uniquement les catégories dispensées d'essai, c'est-à-dire essentiellement les cadres et la maîtrise !

Mais à la veille de la date prévue pour la signature, M. Ziegler dévoila ce qu'il entendait par harmonisation : le cumul de tous les désavanges de toutes les usines, le nivellement par le bas !

Ainsi, la préretraite à 63 ans, pour les ex-usines de Sud-Aviation, est reportée à 64 ans comme à Nord-Aviation.

Pour une usine comme Bourges (ex Nord-Aviation) sont supprimés :

.. tous les congés d'insalubrité : 6 pour tout le personnel concerné, 8 pour les plus de 50 ans.

.. les 3 jours de congés supplémentaires pour les plus de 50 ans : ils doivent être remplacés par des journées attribuées selon l'ancienneté : 3 pour 25 ans !

.. diverses journées pour don de sang, déménagement, médaille du travail, maternité.

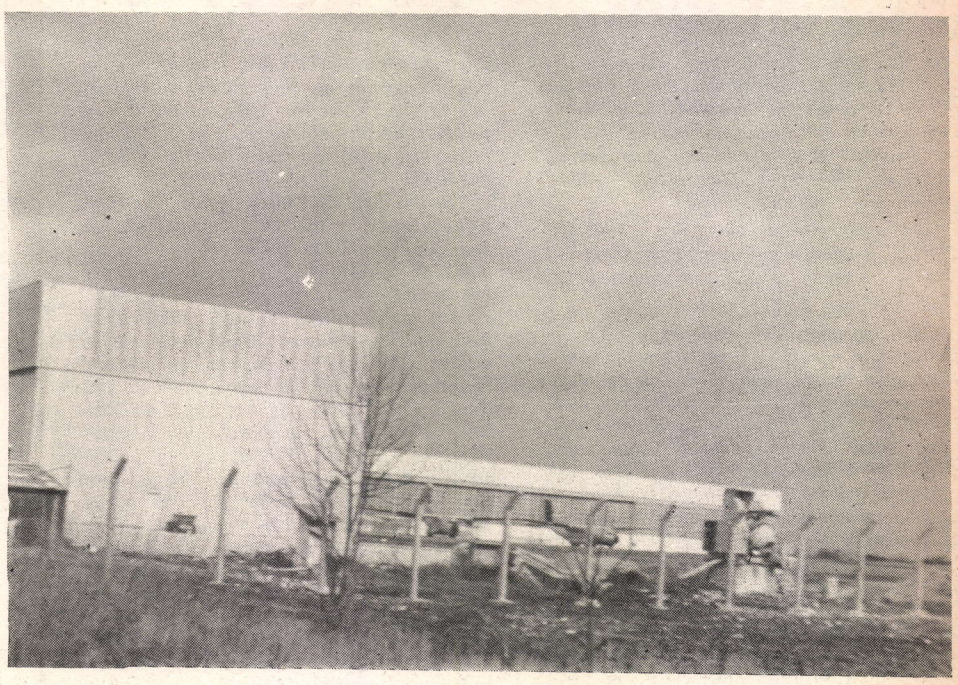
.. le capital assurance-décès de 5.000 F versé par l'entreprise.

.. par ailleurs, la prime d'ancienneté sera octroyée avec retard, et la prime annuelle (650 F) sera hiérarchisée et subira des abattements pour absentéisme.

L'exemple de l'usine de Bourges s'applique à quelques modifications près, à l'ensemble de la société. On ne s'étonnera donc pas si les syndicats (CGT, CFDT et même CGC) ont rompu les « discussions ». Pendant celles-ci et notamment les 2 et 3 juin, de nombreux débrayages ont affecté toutes les entreprises de la société. Mais le 3 juin, date prévue pour la signature, les délégations syndicales venues protester au siège social trouvèrent celui-ci fermé et gardé par les flics !

Il est vrai qu'elles étaient accompagnées par de nombreux supporters.

Dans ces conditions, il y a fort à parier que la direction de la SNIAS ne puisse faire accepter son contrat, même si elle a choisi de proposer celui-ci à un mois des vacances... Le personnel, fort mécontent, n'a pas dit son dernier mot.



A la Compagnie des Aciéries et Forges de la Loire (St-Chamond)

Grèves en série

(Photo L.O.)

Aux AML :

Un travailleur maoïste licencié

UN ouvrier maoïste licencié, 5 avertissements distribués : tel a été le prix que la direction a fait payer aux ouvriers de l'entreprise, histoire de leur saper le moral à la suite de cette grève victorieuse.

Elle a dû reculer sur leurs revendications, mais une fois le calme revenu, elle a sanctionné. Et force est de le reconnaître, cette dernière mesure n'a pas soulevé beaucoup d'opposition dans l'usine. Voici les événements :

Fin mai les ouvriers des AML se mettent en grève. Ils réclament principalement : une meilleure ambiance dans l'usine et une augmentation de leur prime de rendement. Le premier point est particulièrement dirigé contre les chefs qui brimment les jeunes par des« coups de gueule » perpétuels ; le deuxième point est ressenti comme une injustice flagrante.

L'an dernier, la prime de rendement était à 35 %. Depuis, la plupart des ouvriers de l'atelier avaient été dispersés dans d'autres chantiers et remplacés par des jeunes qui, pour le même travail, ont 18 % de prime. Ils réclament donc un retour aux 35 %. Devant le refus catégorique de la direction, ils s'installent dans la grève.

La direction ayant un besoin urgent de leur travail, promet, au bout de 15 jours un arrangement : « *Reprenez le travail, vous aurez satisfaction.* ».

Les syndicats poussent à la reprise. Le travail recommence. La direction revient sur ses promesses. Le même jour, la grève repart de plus belle, avec occupation des locaux cette fois. L'ambiance y est. Réunions et discussions se succèdent.

Les syndicats freinent

La direction a tout tenté, même l'intimidation : elle a envoyé un huissier et des avertissements. Dans ce travail de sape, elle sera soutenue par les syndicats qui n'en finissent pas de larmoyer : « *des têtes vont tomber. Reprenez.* »

Au bout de 10 jours de ce régime, devant la détermination des ouvriers, la direction finit par céder. Elle accorde 33 % de prime (au lieu des 35 demandés). Les ouvriers reprennent le travail. Le soir même, le maoïste qui s'était montré à la pointe de la lutte est licencié. 5 ouvriers reçoivent un avertissement. Motif du licenciement : violences contre la direction et séquestration de matériel.

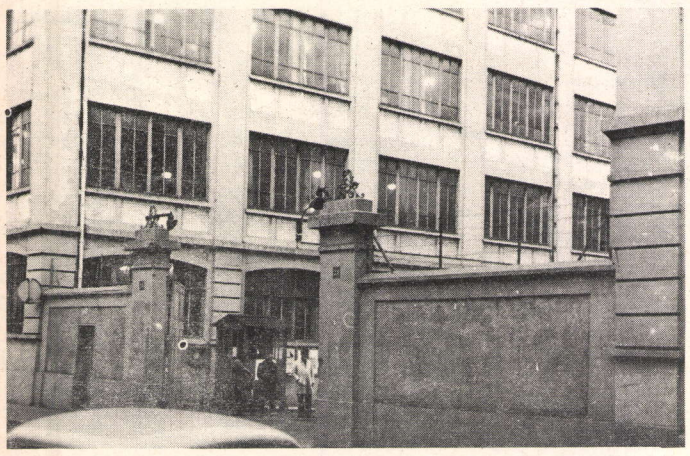
L'air de la grande calomnie

Le lendemain, les syndicats appelèrent à un débrayage et à une réunion d'information dans toute l'usine. Le pro-chinois y prend la parole pour dénoncer l'exploitation ; la CGT incite à la reprise du travail « *Ne vous inquiétez pas, on arrangera tout* » disait-elle. Le lendemain, ceux du poste du matin débrayent une heure et demie à leur tour. Le surlendemain, les délégués étant venus avec un refus catégorique de la part de la direction, un nouveau débrayage de deux heures est organisé. C'était l'enterrement du mouvement. Il a été suivi à 50 % (dans l'usine, la plupart des débrayages regroupent généralement 90% du personnel).

En même temps, les syndicats faisaient courir toutes sortes de bruits sur le camarade licencié. Ils rappelaient que c'était un étudiant entré en usine à un poste d'O.S. Donc, il ne pouvait qu'être à la solde de la direction. Utiliser de tels arguments alors que la répression s'abattait sur lui, c'était ne pas manquer d'aplomb, mais aussi étrange que cela puisse paraître, la calomnie a circulé.

A Citroën (Clichy) :

Mort pour le capital



Depuis 17 ans, la direction refuse la création d'un comité hygiène et sécurité (photo L.O.)

MARDI 26, encore une fois, l'usine Citroen de Clichy a tué. Un ouvrier algérien responsable de la décharge des wagons a été écrasé entre les tampons de deux d'entre-eux. Pour les messieurs de la direction, c'est bien sûr de la faute de l'ouvrier. Celui-ci n'aurait pas respecté les normes de sécurité qui veulent que l'on passe sous les tampons et non entre eux.

Or, même si cet ouvrier qui, aux dires de ses camarades de travail, avait la réputation d'être vif au boulot, prenait certains risques... il faut reconnaître que ces messieurs de la direction, eux, font travailler dans l'insécurité la plus totale. Jugez-en un peu :

Le nombre d'ouvriers, employés aux manœuvres des convois dans l'enceinte de l'usine, est notoirement insuffisant et ne permet pas d'assurer la sécurité, à cet endroit, la visibilité pour le conducteur de la locomotive est nulle. D'autre part, les consignes de sécurité déjà insuffisantes ne sont pas adaptées (ni traduites) aux travailleurs immigrés nombreux chez Citroën.

Ainsi donc, une fois encore, la direction Citroën, qui refuse d'appliquer la plupart des lois sociales, notamment celles qui concernent la sécurité, est entièrement responsable de cette mort d'ouvrier.

Dans ces conditions, peut-on parler d'une mort accidentelle ? Ne s'agit-il pas en réalité d'un véritable ASSASSINAT ?

En Mécanique-Série :

Une petite victoire

UNE demi-heure de débrayage, 4 % de prime en plus. Pour une fois, un petit débrayage aura porté ses fruits d'autant plus que la demi-heure de grève a été payée. Il faut dire que dans le chantier Mécanique Série de la CAFL St-Chamond, le climat montait, le chantier d'à côté — les AML — sortaient de trois semaines de grève totale victorieuse. La direction a préféré s'en tenir là, d'autant plus que cela ne lui revenait pas très cher. Voilà comment les choses se sont passées.

Une injustice flagrante

Vendredi 12 juin, c'est la distribution des fiches de paye. Les jeunes avaient tous pratiquement leur prime de rendement gelée au-dessous de 14 % alors qu'on leur avait vaguement promis un minimum de 18 %. La réaction ne s'est pas fait attendre. Immédiatement, ils parlent de faire grève. Le chef leur répond en riant : « débrayez si vous voulez ! » commentaire d'autant moins apprécié que les jeunes dans le chantier (une quinzaine sur 30 ouvriers environ) sont considérés comme de la piétaille, des fainéants, des incapables qui n'ont qu'à se taire ; et cela malheureusement, pas seulement par la maîtrise, mais aussi par les plus anciens ouvriers.

Il n'en fallait pas plus pour faire déborder leur colère. A 15 h 30, ils vont voir un délégué qui soutient leur mouvement. Certains restent dans le chantier pendant que d'autres se dispersent dans les autres chantiers, à la recherche des autres jeunes pour comparer le taux des primes et leur demander de s'associer à eux. Certains suivent. A 16 heures, trois délégués : 2 CGT et un CFDT viennent trouver les jeunes pour leur demander de reprendre le travail. C'est la condition que pose la direction pour discuter du problème .La majorité est d'accord. Tous les jeunes reprennent le travail, bien décidés à redébrayer au cas où à 17 heures il n'y aurait pas de réponse favorable.

Une petite victoire

Dans le chantier, les anciens pavoisent : « Vous vous êtes bien fait avoir avec votre petit débrayage ».

La direction a mieux jugé du climat. A 17 heures, ils obtiennent une réponse favorable. La prime était fixée à 18 % minimum, la demi-heure de débrayage payée. C'est une petite victoire, mais une victoire incontestable tout de même. Les jeunes l'ont ressenti ainsi. Ils sont prêts à continuer pour obtenir plus.

Dans les compagnies pétrolières (SNPA et ELF-RE)

Comment la hiérarchie sert la direction et divise les travailleurs

La lutte pour des augmentations uniformes des salaires peut unir les travailleurs de l'ouvrier au cadre (photo L.O.)

LE 12 mars 1970, débutaient entre la Chambre patronale du Groupe pétrolier d'Etat (SNPA et ELF-RE) et les syndicats, des négociations sur les salaires, comme tous les ans à la même époque. Depuis cette date, il y a dans le personnel du Groupe une certaine effervescence.

Ces négociations, menées d'abord très placidement par les syndicats, prennent assez vite l'allure d'un affrontement, étant donné la modicité des propositions patronales et compte tenu du mécontentement du personnel. A ELF-RE Boussens, par exemple, une consultation intersyndicale auprès de tous les salariés avait fait apparaître que 65 % d'entre-eux étaient prêts à partir en grève illimitée pour que les indemnités de chauffage-logement des ETAM (1) soient portées à 80 % du taux des ingénieurs.

Une injustice flagrante

C'est que l'injustice de la répartition de ces indemnités est par trop flagrante : au titre de ces indemnités, un ingénieur à l'échelle X, marié et avec 2 enfants, perçoit annuellement plus de deux millions d'anciens francs, ce qui représente le double du salaire annuel **d'un ETAM et trois fois plus que l'indemnité de ce même ETAM.**

Quant à la prime de rendement, elle est doublement hiérarchisée puisque son taux s'exprime en pourcentage du salaire de base, ces salaires étant eux-mêmes fortement hiérarchisés. Au début de 1969, un ETAM au groupe 1 percevait mensuellement 20 F de prime et un ingénieur à l'échelle X 2.200 F, soit un rapport de 1 à 110 ! Aujourd'hui, après les luttes en cours, les extrêmes sont 48 F et 1.950 F, soit un rapport de 1 à 40. Mais il faut souligner que si les primes des ETAM des groupes 1 à 9 ont été augmentées (plus que doublées pour les ETAM des groupes inférieurs), la diminution des primes des ingénieurs n'est due qu'à un simple jeu d'écriture puisque la fraction manquante est rentrée dans le salaire de base. C'est une opération à laquelle se livre maintenant systématiquement la direction : au lieu d'aligner les avantages des ETAM sur ceux des ingénieurs, elle cherche à camoufler les différences en intégrant le maximum d'avantages ingénieurs dans leur salaire.

Au total, à quoi aboutissent ces disparités en terme de salaires globaux ? Au fait que des dizaines d'agents aux groupes 1 et 2 gagnent moins de 120.000 AF par mois, tandis que les ingénieurs les plus élevés peuvent percevoir, avec les primes, plus d'un million d'AF mensuellement.

Ce que disent les chiffres, et ce qu'ils ne montrent pas

Certains, les ingénieurs réactionnaires en particulier, installés dans un système qui les avantage, contestent ces chiffres avec deux arguments :

1) en statistique, il faut faire le rapport des extrêmes en laissant tomber les 5 % supérieurs et les 5 % inférieurs : c'est vite dit ! D'une part, parce que ces « 5 % inférieurs », ce n'est pas de la donnée mathématique abstraite mais des travailleurs qui existent et qui, les plus exploités, ont droit à l'attention la plus grande.

D'autre part, les salaires extrêmes indiqués sont truqués ; en effet, aux deux bouts de l'échelle, on a pris soin de maintenir du personnel en dehors des grilles et donc de ne pas en tenir compte dans les études : ce sont les agents des cantines, les préposées à l'entretien des immeubles, les intérimaires ; et dans ce secteur, les salaires inférieurs avoisinent 850 F et non pas 1.200 F mensuels. A l'autre bout, il y a les dirigeants qui, depuis 1965, sous le nom de l'ERAP, constituent l'état-major du groupe pétrolier : or les salaires, parfaitement inconnus, de tous ces braves gens peuvent être supposés très gros.

2) La fiscalité est très lourde pour les ingénieurs et il faut en tenir compte dans l'analyse des salaires : on ne peut nier en effet que la ponction opérée par le fisc est de plus en plus importante en montant dans l'échelle héirarchique, jusqu'à atteindre quelque 25 pour cent d'un salaire d'un million d'anciens francs. Seulement, ceci ne constitue pas un argument pour prélever sur le dos des autres catégories de travailleurs, par le biais d'augmentations hiérarchisées des avantages qui compenseraient la ponction fiscale : dans l'entreprise, il y a un adversaire commun aux employés et aux ingénieurs : c'est le directeur ; ce sont les autorités de tutelle qui décident de la conduite des « affaires ». La bataille contre le fisc se déroule ailleurs.

Des privilèges soigneusement sélectionnés

Retenons donc deux caractéristiques des salaires servis dans le groupe pétrolier :

— un éventail des salaires très ouvert avec, à la base, des salaires de 1.200 à 1.500 F mensuels tout compris et, pour une frange de personnel laissé en marge, des salaires inférieurs à 1.000 F ;

— des salaires qui sont, sauf exception, supérieurs à de nombreuses branches d'industrie.

Au total, on retiendra donc que les ouvriers et employés bénéficiant des hauts salaires, maintenant bon gré mal gré par l'industrie pétrolière, grâce au gisement de Lacq depuis le temps de l'expansion forcenée au Sahara, s'estiment encore beaucoup moins mal servis que les travailleurs de leur entourage. Ç'est ce qui détermine par exemple cet esprit de boutique sévissant à la SNAP et qui fait de l'embauche une chasse gardée.

A l'inverse, l'injustice sociale criante que constituent l'éventail des salaires, les disparités dans tous les avantages annexes (indemnités et primes, toutes hiérarchisées, quelle que soit leur motivation) et les augmentations de salaires hiérarchisées, ainsi que les menaces sur les salaires, sur le statut et, plus récemment, sur l'emploi lui-même déterminent aujourd'hui un climat où la lutte est possible contre les attaques patronales et pour l'amélioration des avantages des ETAM par rapport à ceux des ingénieurs.

---

(1) ETAM : Employés, Techniciens, Agents de Maîtrise.

A propos d'une grève à Lacq :

défendre les cadres ou tous les travailleurs ?

PARMI les syndicats ouvriers, il n'y a que la CGT pour défendre avec tant d'opiniâtreté les augmentations hiérarchisées. Son argumentation principale se résume ainsi : demander un écrasement de la hiérarchie revient à écraser les hauts salaires au profit des petits. C'est faire le jeu du gouvernelment puisqu'il le propose lui-même dans le VI[e] Plan. Et puis « quel stimulant y aurait-il si chacun avait un salaire identique ou peu différent » (phrase tirée d'une brochure de la CGT). Enfin, argument suprême, demander une même augmentation pour tous revient à diviser les travailleurs.

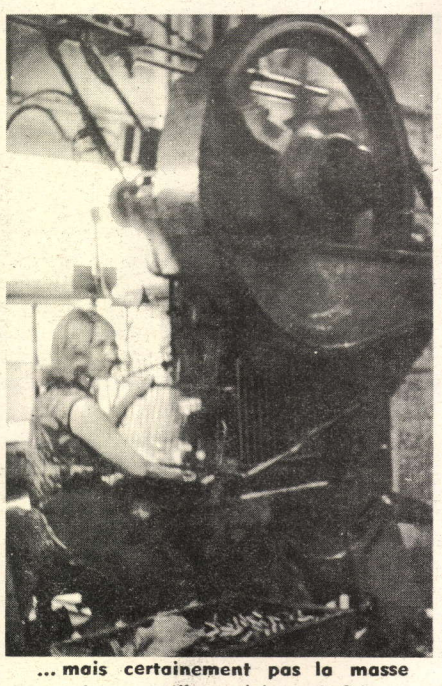
La défense de la hiérarchie peut concurrencer la C.G.C. et séduire les cadres...

Selon la CGT, les cadres n'accepteraient pas d'engager une lutte pour obtenir l'équivalent de l'augmentation d'un ouvrier. Mais pourquoi donc les ouvriers accepteraient-ils de se battre pour des augmentations hiérarchisées dont les cadres seraient les principaux bénéficiaires ?

Comme on le voit, l'argumentation est peu fouillée.

On ne sait si elle convaincra les cadres. Par contre, on sait qu'elle ne convainc pas les ouvriers. Un exemple : lors de la grève qui s'est déroulée à Lacq, les ouvriers avaient des revendications simples :

— écrasement de la hiérarchie pour la prime de quart ; pas de prime inférieure à 120 F (celle-ci varie de 33 F par mois pour l'ouvrier au bas de l'échelle à 420 F pour l'agent de maîtrise le mieux payé et à 2.100 F pour le cadre au sommet de la hiérarchie).



... mais certainement pas la masse des travailleurs (photo L.O.)

— écrasement de la hiérarchie pour la prime de rendement. Qu'elle ne fluctue pas entre 10 et 20 % selon les postes de travail mais se stabilise à 20 % pour tous.

En cherchant à ne pas s'isoler des cadres, la CGT risque fort de se couper des ouvriers avec ses raisonnements.

Il allait passer un examen...

...il est passé à tabac

La section syndicale C.G.T. de son établissement (la CEPE) proteste publiquement :

« Nous sommes tous des gauchistes »

LA CGT a diffusé jeudi 11 juin le tract suivant au personnel de la CEPE, tract qui se passe de tout commentaire :

Il est à noter que le titre prévu par la section CGT de la CEPE était « Nous sommes tous des gauchistes ! ». Lors du tirage à l'Union locale, les permanents lui en substituèrent un autre, ce qui fait que les délégués CGT de la CEPE durent rajouter eux-mêmes à la main le sous-titre incriminé avant la diffusion.

Car pour l'Union locale et les bonzes, il était sans doute inconcevable qu'une section CGT puisse affirmer, même de façon indirecte, sa solidarité avec les gauchistes victimes de la répression.

Tout comme cela était inconcevable pour la direction. Car le directeur du personnel est venu aussitôt faire remarquer aux diffuseurs qu'il s'agissait d'un tract politique, et que cela risquait de remettre en cause la tolérance qui permettait à la CGT de diffuser ses tracts à la cantine ! Tolérance qui n'avait pourtant jamais été remise en cause par la diffusion de tracts du PCF à cette cantine !

LES MEFAITS DE LA LOI ANTI-CASSEURS.
NOUS SOMMES TOUS DES GAUCHISTES !

Il y a quelques jours un membre du personnel passait un examen professionnel. Les épreuves de la matinée terminées, il se retrouva avec quelques camarades dans un restaurant. Puis, tous ensemble reprirent le chemin de l'établissement où se déroulait leur examen pour subir les épreuves de l'après-midi. A la hauteur d'un commissariat, plusieurs agents se précipitèrent sur le plus près du groupe, en l'occurrence notre infortuné camarade et l'entraînèrent à l'intérieur du commissariat. Là, il eut droit aux injures, menaces, coups et vêtements en lambeaux. Ceci sans explications et sans motifs. L'intervention d'une autorité après 20 minutes de détention « animée » permit à notre malheureux collègue de quitter les locaux de la police et d'aller passer son examen dans un état physique et psychologique déplorable.

Ainsi la police procède au hasard à des mises en « conditionnement » des citoyens. Ces « échantillons » étant prélevés de préférence dans les couches jeunes de la population.

Heureusement, avec la loi anti-casseurs ce genre d'abus va être fortement sanctionné ; les coupables châtiés, et nos trottoirs retrouveront vite leur sérénité d'antan. Oyez plutôt ! le premier paragraphe : « Article 314 - Lorsque, du fait d'une action concertée, menée à force ouverte par un groupe, *des* violences *ou* voies de faits *auront été commises contre les personnes ou que des* destructions *ou* dégradations *auront été causées aux biens, les instigateurs et les organisateurs de cette action, ainsi que ceux qui y auront participé volontairement, seront punis, sans préjudice, de l'application des peines plus fortes prévues par la loi, d'un emprisonnement de un à cinq ans. »*

C'est bien le cas présent. Malheureusement, quand le père de la victime a voulu porter plainte le lendemain à ce même commissariat, le commissaire principal a refusé de l'enregistrer en lui déclarant que l'affaire était « classée ».

Bien entendu, notre camarade est maintenant fiché et il suffira d'un deuxième « ramassage » pour qu'il soit classé dans la catégorie des récidivistes. Au suivant !

Sous prétexte d'assurer la sécurité des citoyens menacés par des groupes mal intentionnés, de gauche de préférence, le gouvernement renforce ses moyens de répression juridiques et organiques. Certains coins de la capitale ont des airs de casernes.

La loi anti-casseur est une porte ouverte aux abus de la répression et une menace directe contre la classe ouvrière, ses organisations syndicales et aux militants responsables. Il est à craindre qu'elle n'occasionne plus de troubles qu'elle ne veuille en réprimer...

Il n'y a pas que les jeunes étudiants qui font connaissance avec les bidules de la police (U.P.I.)

La récente grève de la R.A.T.P.

VUE PAR LES PATRONS...

L'Union des organisations patronales de la Région parisienne a publié mardi 16 juin un communiqué pour protester contre la grève des employés de la R.A.T.P. qui cause « de graves préjudices » à la production.

Dans un souci très humanitaire, elle poursuit en précisant que « les travailleurs de leur côté, ne sont pas épargnés par ces grèves. Certains sont obligés de faire de longs et pénibles trajets pour se rendre à leur travail »...

Cette organisation patronale n'avait donc pas entendu parler des « longs et pénibles trajets » que les travailleurs effectuent chaque jour pour se rendre à leur travail ? Elle n'a jamais entendu parler des heures passées en transports, des conditions indécentes dans lesquelles ceux-ci sont effectués ?

A moins que ces hypocrites intéressés n'aient jamais pris le métro !

Le piquet de grève R.A.T.P. à Clichy-Brochant (photo L.O.)

L'Etat et le Patronat, principaux responsables de la grève (photo L.O.)

...ET PAR LES USAGERS

NOUS avons reçu le texte d'une pétition lancée par le Comité d'usagers des transports en commun de St-Ouen lors de la séance du 15-6-70 et qui a recueilli plus de 176 signatures.

Ce petit exemple montre assez bien que les affirmations de la presse et du patronat sur la « majorité silencieuse » hostile aux grèves ne sont que bourrage de crâne et intoxication.

COMITE D'USAGERS DE ST-OUEN
SOLIDAIRE DES GREVISTES

Les habitants de Saint-Ouen, usagers des transports en commun se déclarent solidaires de la lutte des travailleurs de la RATP qui revendiquent :

— le maintien des avantages sur les congés payés obtenus en mai 68,

— un véritable reclassement de toutes les catégories, le maintien et la progression du pouvoir d'achat.

Après la hausse des tarifs de la RATP qui a eu lieu en février, une nouvelle hausse se prépare en juillet. Mais pour les travailleurs de la régie, il n'y a pas d'augmentation des salaires !

Les transports en commun sont un scandale permanent, aussi bien pour ceux qui les utilisent que pour ceux qui y travaillent.

Malgré la gène que la grève de lundi occasionne à certains d'entre nous, nous pensons que la lutte des travailleurs de la RATP et celle des usagers des transports se rejoignent.

Pourquoi se battent les élèves-infirmières

DU 10 au 20 juin, les élèves-infirmières de la plupart des écoles privées qui préparent à la profession d'infirmière se sont mises en grève.

Cette grève a été lancée par l'Association nationale des Elèves-Infirmiers et Infirmières, association corporatiste, liée à l'Association des Infirmières diplômées d'Etat. Or cette association a une audience relativement grande auprès des élèves et la grève est considérée avec une relative bienveillance par les directrices des écoles et les monitrices qui en assurent l'encadrement. D'autre part, une raison supplémentaire qui fait que cette grève est suivie, vient de la revendication principale des élèves : les études en trois ans (au lieu de deux actuellement) et la réorganisation des stages et des cours.

Pour ce qui est des stages à l'heure actuelle, ils sont peu ou pas du tout encadrés, et, en réalité, servent plutôt à remplacer le personnel manquant dans les services des hôpitaux où ils sont effectués. Quant à la prolongation des études, elle avait été acceptée au début 70 par le ministère des Affaires Sociales mais bloquée au niveau des finances par manque de crédits.

Mais cette grève, sur ces revendications principales n'a touché que deux écoles de l'Assistance publique sur les vingt-quatre existantes.

En effet, l'A.N.E.I.I. ne veut entendre parler d'aucune autre revendication. Elle réclame par exemple la « gratuité des études dans les écoles privées » (sans aucun moyen de faire aboutir cette revendication, bien sûr) mais refuse de parler du salaire et du contrat des élèves «bleues». Celles-ci, qui ne paient pas leurs études, touchent une indemnité de 170 F par mois mais sont soumises à un contrat de cinq ans avec l'Assistance Publique. La gratuité des études, pour ces élèves-là, serait donc la suppression du contrat qui les lie après l'obtention du diplôme d'Etat, mais de cela, l'Association ne parle pas. Pas plus qu'elle ne parle d'un véritable salaire des élèves qui, en fait, effectuent véritablement un travail à mi-temps dans les hôpitaux pour 170 F par mois !

Quant à la CGT, elle s'est opposée à la grève lancée par l'A.N.E.I.I., trouvant les revendications mauvaises. Mais, en revanche, elle ne propose rien aux élèves puisqu'elle réclame, elle, le contrat « dégressif » (c'est-à-dire le remboursement inversement proportionnel au temps travaillé à l'Assistance Publique après l'obtention du diplôme d'Etat) et un salaire pour les bleues égal à la moitié du S.M.I.G., c'est-à-dire très peu différent de l'actuelle indemnité qu'elles touchent.

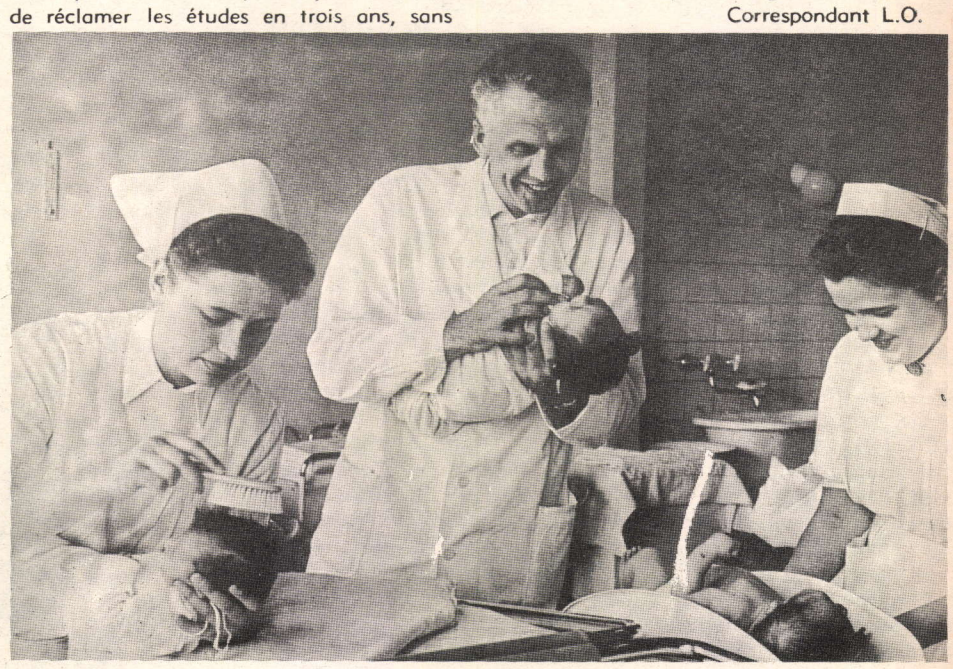
Son gros argument pour justifier le maintien du contrat est la « garantie de l'emploi » que cela assure aux infirmières. En réalité, cela garantit surtout une main-d'œuvre liée obligatoirement à l'A.P., quelles que soient les mauvaises conditions de travail qu'on y trouve. Et quant à parler de garantie d'emploi, cela est une vraie dérision quand on sait que le personnel titularisable (et les infirmières diplômées le sont obligatoirement) a le statut de fonctionnaire et que, constamment, on recherche des infirmières dans tous les hôpitaux de l'A.P.

Mais la CGT qui était opposée à la grève et qui refusait même de discuter du problème avec les quelques sections syndicales CGT qui existent dans certaines écoles de l'A.P. a essayé, vers la fin, de reprendre les choses en main, en proposant d'aller voir le ministre de la Santé.

Mais les quelques élèves qui réclament la suppression du contrat, le S.M.I.G. pour toutes et la troisième année en stages payés, ont eu contre elles aussi bien la CGT que l'A.N.E.I.I. qui elle, se contente de réclamer les études en trois ans, sans modification des indemnités de stage.

Et finalement, après le Comité interministériel du 18 juin, l'A.N.E.I.I. a donné l'ordre de reprise des stages et des cours sur la foi de vagues promesses des ministres intéressés. Et beaucoup d'élèves-infirmiers se demandent aujourd'hui si certaines ne « paieront » pas la grève en rendant les stages non suivis du fait de grève, soit pendant les vacances, soit à la rentrée, si l'administration de l'Assistance publique se sent assez forte pour l'exiger.

Correspondant L.O.



Une vocation... sous-payée (photo L.O.)

Au lycée La Bruyère (Versailles) :

Protestation du personnel d'internat contre les conditions de travail

ON parle beaucoup de la contestation des lycéens voire de celle des professeurs, mais il existe dans tous les établissements une autre catégorie dont on ignore le plus souvent les revendications et les problèmes. C'est le personnel technique, agents d'internat et autres.

Le lycée La Bruyère de Versailles, selon le chef d'établissement, serait une sorte de lycée modèle où élèves, professeurs et membres du personnel bénéficieraient de la compréhension de l'administration.

Mais derrière cette façade, se cache une réalité moins attrayante pour le personnel de l'internat composé de 32 agents dont 9 stagiaires. En effet, si les statuts concernant les conditions de travail sont bien établis sur le papier, ils sont loin d'être appliqués par l'intendante, véritable garde-chiourme de l'établissement.

C'est pourquoi au début du mois de mai, le mécontentement était grand chez les agents qui n'ont pas tardé à déposer auprès de l'administration un préavis de grève accompagné d'un cahier de revendications au contenu suivant :

1) Les statuts prévoyant 3 jours de repos tous les quinze jours pour le veilleur de nuit, et l'intendante n'en tenant aucun compte, le veilleur ayant accumulé un retard de 13 jours de repos à son détriment, exige d'en bénéficier entièrement et immédiatement.

2) Le tableau qui doit répartir les départs en vacances entre les membres du personnel devant, selon les statuts, être affiché au plus tard le 1er mars et l'intendante, modifiant à son gré le contenu du tableau depuis cette date, le personnel exige l'établissement immédiat de l'ordre des départs.

En outre, le personnel a pu constater que lors de ses demandes d'avancement à l'Académie, il subissait systématiquement les effets déplorables des rapports confectionnés par l'intendante au sujet des agents.

Le soir même, le veilleur de nuit se mettait en grève et le 26 au matin, un peu plus de la moitié des agents débrayaient durant 1 h 30. L'intendante prévenue, décidait alors de recevoir la déléguée CGT et le chef du personnel et, tandis que le travail reprenait peu à peu dans l'établissement, accordait entière satisfaction à leurs revendications.

Pourtant, depuis, l'intendante n'a pas cessé de faire des brimades à l'encontre du personnel dont les conditions de vie ne sont déjà pas mirobolantes à tel point que l'un des agents a été victime d'une syncope et que l'autre a tenté de se suicider.

Comme on le voit, ce lycée n'est pas un modèle pour tout le monde.

Les élèves ne sont pas les seuls à se plaindre de l'Education Nationale (photo L.O.)

A Paris-XVe :

Grève aux Chèques Postaux

LE samedi 30 mai, les chèques postaux de l'impasse Bourseul (Paris-15e), étaient en grève. Lancé par les syndicats CGT et CFDT, le mouvement est destiné à obtenir la fermeture des Chèques Postaux le samedi matin.

Ce mouvement fait suite à toute une série de grèves tournantes qui se sont déroulées en province. Mais bien que tous les Centres de Chèques aient des revendications communes, la tactique proposée par les syndicats est de mener des actions séparées. A Paris-Chèques, on propose mieux puisque c'est par brigade et par immeuble que l'on fait grève. Paris comptant trois immeubles de Chèques Postaux (Vaugirard, Montparnasse, Italie) et les employés travaillant par brigades, le personnel est appelé à cesser le travail toutes les six semaines !!! On ne s'étonnera donc pas de la faible participation au mouvement (environ 30 % pour la brigade B de Bourseul). D'autant plus que les réunions d'information (une seule pour Bourseul) étaient plutôt rares et que les syndicats n'ont tenu aucun compte de l'avis du personnel qui, dans sa grande majorité, critiquait la tactique de la grève tournante. Il est vrai qu'au lieu de consulter les employés, les syndicats préféraient déverser leurs calomnies sur les gauchistes. En effet, pour expliquer la faible participation au mouvement, les syndicats n'ont rien trouvé de mieux qu'en reporter la responsabilité sur la parution de bulletins révolutionnaires qui dénonçaient la forme de grève adoptée ; ceci à juste titre car ces grèves tournantes ne gênent aucunement l'Administration ; elle se charge bien de faire effectuer le travail en accélérant les cadences.

Tant que les syndicats se cantonneront à lancer séparément de tels mouvements, il est sûr que les employés des Chèques Postaux de Paris et de province n'obtiendront pas satisfaction sur leurs principales revendications.

Correspondant L.O.

FEUILLETON

HUASIPUNGO

de J. ICAZA

IV

Résumé :

Le récit se situe en Equateur, dans les années trente. Don Alfonso Pereira, propriétaire foncier, doit trouver les moyens de payer ses dettes, quand il rencontre Julio Pereira, son oncle et principal créancier. Celui-ci l'invite à faire un effort pour mettre en valeur le domaine de Cuchitambo que Don Alfonso a hérité de son père et qu'il a tendance à laisser à l'abandon. Il y a, lui dit Julio, de quoi faire de bons profits, en exploitant les forêts d'alentours. Il suffit de construire une route et de chasser les Indiens qui y disposent d'un lopin de terre (les Huasipungo). Convaincu par son oncle, Don Alfonso rend à Cuchitambo. Arrivé sur place, il prend ses dispositions pour mettre ses projets à exécution.

Andrès, un indien du domaine, envoyé travailler dans la montagne, s'est blessé au pied et reste estropié. Il est désormais employé à chasser les oiseaux sur les terres du domaine. Pendant ce temps, sa femme la Cunshi, était engagée comme nourrice pour le petit-fils de Don Alfonso.

Lorsque la Cunshi revint au huasipungo, l'Andrès jeta des regards soupçonneux sur son ventre. Devinant sa pensée, elle affecta l'insouciance, lui montrant sans crainte son corps maigre, preuve du peu de fondement de ses appréhensions.

De nouveau l'hiver approchait.

La famille Pereira décida de regagner la capitale. Dona Blanca et Lolita croyaient tout arrangé ; par contre, Don Alfonso ne savait pas comment commencer son rapport sur ses travaux en vue de l'exploitation du bois en Equateur.

— Ne te tracasse pas, disait dona Blanca pour le consoler.

— Mais que veux-tu que je leur dise ?

— Eh bien, ce que tu as fait ; ne leur as-tu pas acheté toutes les montagnes d'Oriente pour une bouchée de pain. On ne pouvait vraiment faire davantage en trois ans.

— Et la route et les huasipungos, et tout le reste ?

— Cela viendra. Tu reviendras seul et tu commenceras les travaux. Il faut que tu paies une partie des dettes et une partie des impôts. Tes affaires ont bien marché cette dernière saison.

Le secret désir de dona Blanca c'était de regagner la ville, de retrouver les neuvaines de la Vierge de Pompéï, ses bijoux, ses amies, le père Uzcategui. Et elle convainquit son mari. Lorsque celui-ci fut bien rassasié, au bout d'une semaine, des plaisirs de la capitale, et qu'il eut reçu de nouvelles instructions de l'oncle Julio et de sa compagnie, le brave homme, escorté de deux Indiens et monté sur la Noire, reprit la route du Sud.

Il arriva au village l'après-midi et la Juana qui, à ce moment-là, vendait sous la galerie de la *chicha (1)* et du *trente-et-un* (2) à une douzaine d'Indiens assis sur le sol, le reçut avec un *élé* (3) de surprise.

— Jacintooo. Regarde, le monsieur est ici. Et il est venu tout seul, alors ?

Le paysan posa sa cigarette à demi brûlée sur un coin du comptoir et sortit de la boutique avec le plus aimable sourire que son visage gras et brûlé lui permettait.

— Descendez donc de mulet, monsieur. Vous allez bien prendre un petit verre. Faudrait pas que vous vous croyiez dans un désert.

— Merci, mon fils. Mais, d'abord, envoie ton gosse dire au curé qu'il vienne un instant ; il prendra un petit verre avec moi.

— A vos ordres, monsieur.

— Eh bien... Qu'attends-tu pour le faire entrer ? Vous n'allez pas rester à parler sous la galerie, invita la femme.

Ils s'installèrent dans la pièce qui servait de chambre à coucher à la famille Quintana. Une pièce au sol recouvert d'une natte, aux murs tapissés de journaux et d'illustrations de revues, jaunis par le temps. A la tête du lit se dressait un autel à la Vierge à la cuiller, entourée d'une centaine d'images saintes, cadeau qu'exigeait le Jacinto des pharmaciens lorsqu'il descendait à Quito pour y chercher les remèdes dont il était ici le revendeur.

— Asseyez-vous donc.

— Ici, sur le lit, ça me semble mieux, si on est saoul, on n'a besoin de rien.

— Eh là, eh là, qui c'est qui parle de boire, demanda la femme en entrant avec un plat d'omelettes et de maïs frit, accompagné de piment.

— Voilà... Tapez dedans. Et pour boire, est-ce que vous n'en voudriez pas, de la chicha ?

— Ça me fait mal.

— Ce n'est pas de la chicha d'Indiens fermentée avec du jus d'agave. C'est de l'autre, de la chicha de maïs.

— Je préférerais un verre de bière, le piment est fort.

— Bien sûr ! Mais nous n'avons que de la Mona. La Campana fermente tout de suite et comme ici on n'en vend pas souvent, vous ferez mieux de prendre un petit verre pour bien digérer.

— Merci. Et dis donc aux Indiens qui attendent dehors qu'ils peuvent s'en aller, mais qu'ils me laissent la mule.

La figure souriante du curé vint mettre une note familière et plaisante dans la conversation.

— Holà ! Don Alfonso, qu'est-ce qu'il y a de nouveau dans notre Quito ?

— Rien d'intéressant. Alors, où est le petit verre que vous m'avez offert ?

Le mari et la femme sortirent en courant comme s'ils se disputaient l'honneur de servir le maître.

Généreusement, le propriétaire se mit à servir des petits verres à la ronde. Le ton de la conversation monta. Don Alfonso posa le problème de la route :

— Nous sommes les seuls à pouvoir entreprendre un tel travail. Vous, du haut de votre chaire et toi au commissariat : c'est une œuvre véritablement patriotique, et elle doit être abordée au plus tôt, afin qu'au moment voulu puissent être réunis tous les bras du village. Moi, je donne les Indiens de mes propriétés. Je suis certain qu'au bout de trois semaines la route sera faite. Le ministre m'a offert l'aide d'un ingénieur, afin que cette œuvre d'intérêt général soit menée à bien. Si nous ne réussissions pas, le pays ne pourrait plus faire un pas vers la Civilisation. Mais... buvez donc, s'interrompit don Alfonso. Les assistants semblaient suspendus à ses lèvres.

— A votre santé.

— A votre santé.

— L'heure est venue d'apporter la vie aux habitants de ces régions, les chemins, c'est la vie des peuples. Ça, il l'avait lu quelque part.

D'avoir pu, ainsi, la sortir à point nommé, sa phrase, le gonfla d'orgueil et il eut un geste brusque de la main.

— Mais, croyez-vous qu'il soit possible de faire vingt kilomètres de route, c'est la distance qui nous manque, uniquement avec des corvées ? objecta le curé.

— Eh ! Ignorez-vous donc que la route de San Gabriel à Tulear fut faite en cinq corvées et qu'aujourd'hui ces régions ont gagné cinquante pour cent. Pensez donc que pour une petite propriété qu'un de mes parents a par là, on vient de lui payer cinquante mille sucres !

— Magnifique, s'écria le curé débordant soudain de joie, une idée venait de lui traverser l'esprit, et il ne put se contenir. Nous pourrons commencer l'été prochain, pour la fête de la Vierge à la cuiller,

FEUILLETON

— Comme vous voudrez, répondit don Alfonso, en clignant de l'œil.

— Non... Ce n'est pas pour la raison que vous soupçonnez, mais uniquement parce que les Indiens et les paysans se sentiront ainsi protégés par la Très Sainte Vierge et qu'ils travailleront avec plus d'ardeur.

— Bandit de curé... Et les cent sucres que tu soutireras aux Indiens pour la fête ?

— Mais, bien entendu, ce sera une fête comme on n'en aura jamais vue de mémoire d'homme. Tout comme la route...

— Bah ! Du moment que tu ne choisis pas comme donateur mon hacienda...

Le Jacinto Quintana, sentant son patriotisme sans emploi, intervint :

— Et moi, comment que je pourrai vous aider, alors ?

— C'est toi qui seras le receveur. Tu récolteras ce que papa curé aura semé. Tu seras le receveur du bétail. Ah... ah... ah... Tu réuniras les manœuvres, de bon ou de mauvais gré... C'est ton affaire.

— Mais je serai tout seul ?

— Coquin... Tu n'auras qu'à profiter du moment opportun. Par exemple, au cours d'une fête.

— C'est que... objecta le paysan comme si on lui avait présenté la vérité au bout du nez.

La Juana entra avec la dernière tiole de boisson, tandis que don Alfonso demandait :

— Combien, à votre avis, s'acquitteront volontairement de la corvée ?

— Pas mal, répondit le curé tandis que le Jacinto ordonnait à la femme de préparer de l'eau de cannelle.

— Mais lesquels ! cria don Alfonso d'une voix avinée.

Tous les habitants de la région se mirent à défiler, le vieux Calupina, le marchand de moutons, le Melchor avec ses deux beaux brins de filles, Cuso, le télégraphiste, Timoteo, le maître d'école tout courbé qui passait son temps à se moquer des coqs de monsieur le curé parce que son petit gris avait gagné cinq combats, le singe criard qui vivait en se plaignant de ses douleurs à l'épaule, le José Santiana, tisseur d'espadrilles qui avait été mouchard à Quito, mais avait dû revenir au village mêlé à on ne savait qu'elle histoire avec la cuisinière de monsieur l'intendant ; Conchambay, le Manchot qui, au moment du fameux procès des eaux au village, avait osé affronter les soldats qui étaient venus défendre le maître et qui devait son surnom à son acte de courage ; Amador, le boiteux qui faisait le boulanger, les frères Ruata, avec leur réputation d'intellectuels.

— Qui encore, insistait le propriétaire.

— A votre santé, répondirent le curé et le Jacinto à court de noms.

— La Miche avec sa nichée de gosses.

— L'homme aux yeux bleus avec sa femme et son beau-frère qui est venu apporter des marchandises de la terre haute.

— Et après !

— Grand-père Juan.

— Les Indiens du quartier de Caltahunao.

— Nom de Dieu ! Et qui encore ? insistait le propriétaire, avec chaque fois un peu plus d'impatience dans la voix.

— Les enfants de l'école.

— Ce n'est pas suffisant, cria Alfonso et il donna un tel coup de poing sur la table que la bouteille vide se renversa. Le cri effraya le représentant de Dieu et celui de la loi qui avaient passé tout le monde en revue.

— Ce n'est pas assez, nom de Dieu ! répéta le maître l'air féroce. Les deux hommes essayèrent de sourire pour calmer la colère du patron.

— Les Indiens, hasarda le paysan...

— Il m'en faut d'autres !...

— Le silence qui suivit n'apaisa pas la crainte qu'avait fait naître dans le cœur des deux compagnons la colère du maître. Bien au contraire, la bougie, avec de petits crépitements, posait sur les yeux vitreux de don Alfonso des reflets métalliques. Il avança son visage sur la table, afin de forcer de plus près la stupidité de ses acolytes qui ne pouvaient discerner qui manquait encore à la liste interminable d'esclaves qui se traîneraient volontairement pour creuser les escarpements, assécher les marais, briser les rochers, faire avancer à force de travail une route que le gouvernement lui-même n'avait pas eu le pouvoir de tracer.

— Qui ? marmonna-t-il à voix basse comme un hypnotiseur fatigué.

Las de jouer avec le silence, il éclata de rire au grand désespoir des deux hommes.

— Ah... ah... ah... Et vous ne vous comptez pas ? Quels braves types !...

— Mais bien sûr.

— Naturellement, nous serons en tête.

— C'est ce que je voulais entendre de vos lèvres, balbutia le propriétaire d'un air de triomphe et levant la bouteille jusqu'à ses yeux, il demanda au paysan :

— Alors, il n'y en a plus ?

— Les trois litres que j'avais sont finis.

— Oh ! mais j'ai encore soif. Va, prends ma mule qui est dehors et rends-toi à l'hacienda. Tu diras au Policarpio qu'il m'envoie une des bouteilles qui se trouvent dans le buffet de la salle à manger.

— Bon j'y cours.

Le curé et le maître attendirent que le bruit des derniers pas de la mule se fût éteint et se regardèrent avec une expression de vieille complicité. Un clin d'œil vers la cuisine où se trouvait la Juana, une grimace de courtoisie qui semblait dire : à vous le premier, et don Alfonso se leva en titubant. Le curé sentait des picotements libidineux lui tortiller le bas-ventre.

Dans la cuisine éclairée par une bougie de suif collée au mur du foyer, la Juana avivait le feu en soufflant dans son *fucunero* (4). Ses joues étaient plus rubicondes et ses yeux plus vifs. Vacillant, don Alfonso tomba sur elle, et, sans autre préambule, lui passa les mains sous les jupes.

— Pas ainsi... Faut que ça soit comme les autres fois !

— Ne fais pas la bête, laisse-moi. Puisque je t'aime.

La bouche baveuse de l'ivrogne s'était, dans un baiser, posée sur la nuque de la femme.

— Idiote, ce que tu es gironde !

Après tout, à la femme, ça lui était bien égal. Elle ressentit une langueur dans son corps et se laissa glisser à terre. Pourquoi donc se défendre ? Elle avait encore présente à l'esprit la première scène de ce genre, alors que, jeune fille, une après-midi, elle avait rencontré don Alfonso au milieu des champs. Il était fort, plus jeune et plus bel homme que maintenant. Il s'était borné à lui demander où elle allait et avec cette impétuosité qu'il avait conservée s'était jeté sur elle et l'avait renversée. Elle, tandis qu'il lui pressait les seins, lui enfonçait les genoux entre les cuisses pour les lui faire écarter. Elle avait pleuré, supplié, elle s'était mordu les lèvres jusqu'au sang, mais cela ne faisait qu'augmenter la frénésie du mâle qui, l'écrasant de tout son poids, l'avait déchirée sauvagement. Elle s'était alors abandonnée à cette force qui appelait sa chair, à ces lèvres qui bavaient sur sa bouche, à ces mains qui pressaient ses seins. Elle n'avait même pas pu le mordre, car toutes ses forces l'avaient abandonnée dans la prostation à laquelle elle s'était laissée aller comme toutes les autres. Et depuis, elle s'était

toujours laissé faire.

Après le maître, vint le curé, un peu plus répugnant encore, mais qui savait faire l'amour avec des grâces d'enfant à la mamelle.

Lorsque la Juana essaya de se relever elle cacha sous un sourire la honte que lui firent éprouver les yeux du plus petit de ses enfants qui, d'un coin de la cuisine, avait suivi la scène.

— Il lui fallait veiller sur ses propres intérêts. Il avait toujours été insouciant il s'était toujours montré coulant, il n'était pas de ceux qui ouvrent une enquête pour quelques sucres de plus ou de moins. Mais maintenant il en serait autrement, il était devenu un homme d'affaires, un homme plein d'initiative qui savait mettre en valeur ses talents en matière agricole. Aussi, lorsqu'il montait la Noire pour aller, tous les matins, au village presser les travaux de propagande pour la corvée, on pouvait entrevoir, dans ses regards profonds, perspicaces, l'espoir de grandes réalisations.

Ce qu'il appelait son « plan de reconstruction d'une famille à la veille de réaliser son équilibre » lui semblait magnifique. Pour l'instant, il s'agissait d'ensemencer tout le terrain que pouvaient retourner les Indiens en travaillant de cinq heures du matin à six heures du soir, et si la récolte était bonne, de la porter intégralement à la ville. D'ici là, la route serait terminée. Ainsi pourrait-il payer une partie de sa dette à l'oncle Julio et devenir un associé actif et effectif dans l'affaire qui se montait.

Le maître et le majordome suivaient sur leurs mules le chemin qui conduisait à la ville et s'entretenaient des prochaines semailles.

— Tu m'as entendu, à mon retour, il faudra que je trouve tous les coteaux parfaitement labourés.

— Mais les bœufs ne peuvent pas avancer sur les pentes des coteaux, patron.

— Je sais, le terrain est rude et la pente est dure. Il faut y mettre des Indiens avec des pioches et les faire creuser le plus profondément qu'ils pourront.

— C'est qu'en ce moment, j'ai tellement besoin des Indiens pour aller nettoyer le lit du fleuve.

— C'est là un travail à exécuter lorsqu'on n'a rien d'autre à faire. On verra ça plus tard. Après les semailles.

— Mais si on retarde...

— Je te l'ai dit, pour le moment, on bêche, on sème et le reste viendra ensuite. Je ne resterai qu'une quinzaine de jours à la ville pour régler la question des ingénieurs qui doivent venir tracer le chemin. Et, à mon retour, j'entends trouver les pentes labourées.

— Ecoutez patron. Ne vaudrait-il pas mieux utiliser le terrain de la vallée ?

— Quel terrain ? Pour obtenir une récolte aussi misérable que celle de l'année dernière. Mais j'ai besoin du double.

Le patron prit un ton confidentiel et la main posée au-dessus de ses sourcils :

— Des dettes, j'en ai jusque-là... Ces sales Indiens se sont octroyés pour leurs huasipungos les terrains les plus fertiles des deux rives. Mais, nom de Dieu, tu as entendu ce que je leur ai dit : « Pour l'année prochaine, vous me débarrasserez tous le terrain et vous irez élever vos cabanes dans la forêt, là il y a du terrain de trop... » Ils disent que je suis leur papa, que je suis leur maman... Pour qui donc se prennent-ils, ces sales Indiens ?

— C'est que c'est difficile à obtenir patron. Le défunt grand patron avait déjà voulu les faire déménager et les sauvages ont tenté de le tuer. On ne doit pas leur enlever leurs terres, disent-ils.

L'indignation de don Alfonso s'accrut, il n'ignorait pas le danger que présentait l'opération exigée de lui par les étrangers, mais il savait aussi — depuis toujours — que sa volonté, en face des Indiens, était omnipotente. Et l'idée qu'il pourrait un jour se heurter à leur résistance lui fit monter le sang au visage.

— Oh ! merde ! Avec moi ça ne se passera pas comme ça.

Oui, mais comment s'y prendre ? Le majordome n'avait-il pas l'air de mettre son action en doute ?

Brusquement, la solution lui apparut, la seule :

— Nom de Dieu ! J'ai trouvé, tu n'as qu'à ne plus faire nettoyer le lit du fleuve... Tu m'entends ? ordonna-t-il d'un ton de voix tranchant. Et, ainsi, tous les problèmes seront résolus d'un coup, les miens, ceux des étrangers, tous...

Il n'avait plus d'ordres à donner. Il renvoya Policarpio d'un signe et mit sa monture au trot pour ne pas traverser trop tard le marais.

Les frères Ruata, sur l'ordre du curé et du maître, organisèrent un comité patriotique pour les corvées (5) de la route.

Les réunions avaient lieu tous les soirs dans l'arrière-boutique du Jacinto. On avait réussi à enthousiasmer la population en pinçant la corde du patriotisme et en faisant revivre de vieilles rivalités avec le village voisin.

Les beuveries que l'assemblée organisait de temps à autre contribuaient d'ailleurs fortement au prestige qui l'entourait et les paysans accouraient en masse avec leurs économies.

Presque toujours on ouvrait la séance avec la bouteille que les frères Ruata et le Jacinto jouaient aux cartes. Le reste venait tout seul. Cris, vivats, discussions, projets, coups de poing, les bouteilles volaient et on se séparait vers les trois ou quatre heures du matin.

(*A suivre.*)

---

(1) Boisson pour calmer la soif des Indiens, préparée avec du maïs ou du riz.

(2) Potage fait avec des intestins de bœuf.

(3) Hola: Exclamation de surprise.

(4) Tube de fer ou de tige de canne à sucre par lequel on souffle de l'air pour activer le feu.

(5) Il convient de ne pas oublier que dans le régime social des Indiens le travail se faisait en commun. Le capitalisme a su exploiter pour des fins égoïstes les survivances de ces anciennes coutumes.

Télévision

SANGUINETTI FACE A BALLANGER :

POUR OU CONTRE LA FORCE DE FRAPPE ?

Un débat qui a laissé de côté l'essentiel

LES divers reportages de cette émission, souvent très techniques, émaillés de nombreux « ces images n'avaient jamais été présentées au public » **de journalistes oubliant de préciser que si elles l'étaient, c'était vraiment que tout le secret fait autour d'elle était plutôt du cinéma qu'autre chose, ont sans doute apporté quelques précisions sur le fonctionnement des bombes A et H, et l'état d'irresponsabilité qui règne, à tous les niveaux, chez ceux qui sont théoriquement chargés de les mettre en œuvre si « nécessaire ». A la question :** « Cela ne vous poserait-il pas un problème moral de lancer une bombe qui ferait des centaines de milliers de morts ? », **tous ont répondu, en substance :** « Non. C'est le président de la République qui décide. Je ne suis qu'un exécutant. ». **Il nous semble avoir déjà entendu ça quelque part !**

Et dans les débats, il faut dire qu'entre les deux principaux protagonistes, c'est-à-dire Sanguinetti, député U.D.R., président de la commission de la Défense nationale, et Ballanger, député communiste, le plus convaincant pouvait sembler le premier, expliquant doctement que la force de frappe française, pouvant créer des dégâts importants chez l'adversaire, obligerait le « pays agresseur » à réfléchir avant d'employer les armes nucléaires contre la France (entre parenthèses c'est pour cela que nous sommes en paix depuis vingt-cinq ans — toujours d'après M. Sanguinetti. Le député U.D.R. n'a sans doute jamais entendu parler de l'Indochine, de l'Algérie, ou même du Tchad...)

Ballanger, lui, s'enferra dans un discours quelque peu confus, d'où il ressortait que :

— la France étant peu étendue géographiquement, elle pouvait être rayée de la carte du monde civilisé en quelques bombes, alors que « nous » ne pourrions que détruire en riposte qu'une partie des centres vitaux d'un grand pays « ennemi », à cause de la faiblesse de notre force de frappe ;

— qu'une solide armée nationale, au « bon moral », valait alors mieux et coûtait moins cher, ce à quoi Sanguinetti eut beau jeu de rétorquer que le Vietnam la possédait, cette armée, et était en guerre depuis vingt ans pourtant !

— qu'une France désarmée nucléairement serait en meilleure posture morale pour prôner, et qui sait, obtenir un désarmement nucléaire général (position qui peut sembler pour le moins utopique, dite telle quelle !).

Mais pourquoi donc Ballanger fut-il si peu convaincant ? C'est que, comme Sanguinetti, il se plaça sur le plan de la « défense nationale » !

Alors, évidemment, il n'a pas montré à quoi servait actuellement la force de frappe française : à faire passer dans la poche des industriels de tout poil des subventions destinées à construire les usines, les bombes, les Mirages, les Redoutable et Terrible, dont il importe peu alors qu'ils soient dépassés techniquement.

Il n'a pas pu dire, parce qu'il n'est ni communiste ni révolutionnaire, que le seul moyen de mettre fin à l'horreur atomique, de faire servir toute la puissance atomique, non pour la destruction, mais pour le progrès humain, ce n'est pas le désarmement de la France qui pourrait y suffire, non plus que son exemple moral, mais bien la mise à bas des régimes capitalistes qui ont besoin de ces armes monstrueuses pour essayer, au prix de la destruction éventuelle du globe, de survivre.

Tout cela, personne n'en a parlé dans l'émission, et c'est bien dommage, car elle risque — pour ceux qui ont eu le courage de la suivre jusqu'au bout, car elle était bien ennuyeuse — de les amener à l'idée, qu'au fond, la force de frappe, ce n'est pas si mal que ça...

Bref, un débat bien peu passionné et bien peu passionnant.

S. F.

A PANORAMA

ENOCH POWELL, LES « TÊTES DE PEAU » ET LE RACISME EN GRANDE-BRETAGNE

VENDREDI 19 JUIN, dans le cadre de l'émission « Panorama », la télévision nous a présenté un reportage sur Enoch Powell et le courant raciste et xénophobe qu'il représente en Grande-Bretagne. La victoire des conservateurs aux récentes élections a fait apparaître, outre l'usure du gouvernement travailliste, inévitable à terme dans un système bipartiste, la poussée d'un courant d'opinion favorable aux thèses de Powell.

Que nous a déclaré ce triste sire ? C'est bien simple : la présence au Royaume-Uni d'un grand nombre de travailleurs de couleur est une source d'anarchie dans la population et pourrait aussi **« servir le communisme et la subversion » !** Il faut donc extraire ce corps étranger de la nation britannique, autrement dit renvoyer 1,5 millions d'immigrants dans leurs lointaines terres natales.

Mais si les étrangers, en particulier ceux qui n'ont pas le privilège d'avoir la peau blanche, troublent la quiétude de M. Powell, les patrons ne l'entendent pas de cette oreille. Pour ceux-ci, en effet, les préjugés racistes, dont ils ne sont certainement par exempts, ne pèsent pas bien lourds dans la balance à côté des profits que les travailleurs immigrés leur font faire. A cet égard, les chiffres qui furent cités à Panorama sont éloquents : 10 % de la main-d'œuvre des industries textiles du Yorkshire est immigrée, ainsi que 35 % du personnel des hôpitaux et jusqu'à 50 % de celui des transports publics dans certaines grandes villes. C'est dire que Powell ne représente qu'une infime partie des classes dominantes qui ne ressentent pas du tout la nécessité de se séparer de cette masse de travailleurs surexploités.

Si Powell a remporté un succès indéniable aux dernières élections, au point de mordre sur l'électorat travailliste, c'est que sa propagande démagogique a rencontré un écho favorable dans les couches les plus défavorisées et les plus mécontentes de la population. Détourner la colère de la petite bourgeoisie et même d'une partie des ouvriers contre les immigrés lui a été d'autant plus facile que les organisations « ouvrières » ne risquaient pas de dénoncer les véritables responsables puisque ce sont justement elles qui ont mené une politique de restrictions et d'austérité.

Aussi Wilson et les dirigeants syndicaux qui l'on soutenu portent une lourde part de responsabilité dans le spectacle lamentable auquel nous avons assisté de

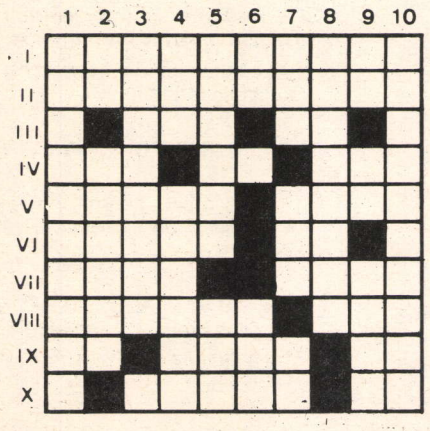
Au cours d'un meeting électoral d'Enoch Powell, des jeunes manifestants de gauche font le salut nazi par dérision.

ces bandes de jeunes aigris, les « skin heads » au crâne rasé, qui se livrent à de mini-pogroms contre les commerçants pakistanais des quartiers populaires de Londres. **« C'est parce qu'ils sentent mauvais »** expliquait l'un d'entre eux. Certains quartiers sont complètement désertés par les blancs et deviennent de véritables ghettos dignes de Harlem ou de Watts.

Que les immigrés originaires des pays du Commonwealth et des anciennes colonies soient l'objet de la hargne des Powell et compagnie n'est guère étonnant. Après tout, c'est justement parce que l'exploitation de ces peuples ne peut plus se pratiquer à son seul profit comme pendant la belle époque de l'empire que la Grande-Bretagne est devenue un impérialisme de seconde zone. Ce qui serait beaucoup plus grave, c'est que les préjugés racistes et xénophobes continuent à se répandre dans la population comme ils ont commencé à le faire. Les ouvriers anglais se prépareraient de bien tristes lendemains.

Régis Monneret.

MOTS CROISÉS

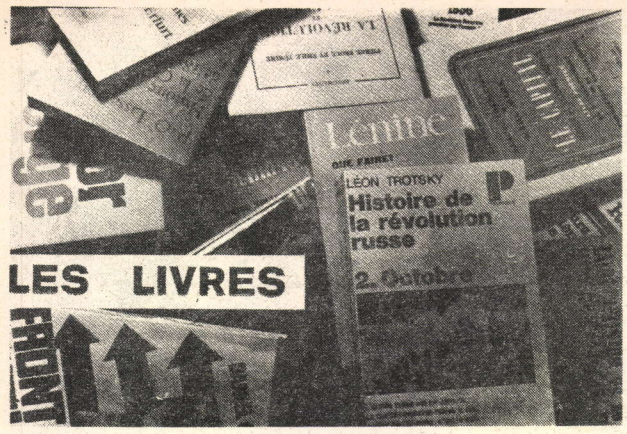


Horizontalement. — I. La seule chose que les Américains sèment au Vietnam. — II. Il faut vraiment être merveilleuse pour fréquenter ce genre d'homme. — III. C'est un bloc - Possessif. — IV. Roulement de tambour - Règle - A l'origine de certaines offensives de printemps. — V. Buccale - Les Pieds-Nickelés, par exemple. — VI. Aiment rester près de leurs pénates - Voyelle double. — VII. Service secret de Sa Majesté - Hurla. — VIII. Ceux du sucre intéressent Cuba - Du gin qui est passé dans un shaker. — IX. En général, c'est un bon numéro - Greffe - Négation. — X. Risquent de choquer les bienséances - Préposition.

Verticalement. — 1. Le gauchisme l'est pour Marcellin. — 2. Préposition - Son ramage est égal à son plumage - Avec deux, on peut marcher au pas. — 3. A la racine de certains navets. — 4. Blancs, gris, rouges, chez le bijoutier - Les mains le sont parfois. — 5. Se font souvent à l'américaine - Bête dite bête. — 6. Vin - Devant la Barbe d'un artilleur. — 7. Bourre le crâne du soldat français - Les syndicats anglais - Préposition. — 8. Se passionna peut-être, mais pas pour la révolution. — 9. Club de football rhodanien - Au milieu de la nuit - Ça ne s'apprend pas ! — 10. Il faut les effectuer régulièrement.

SOLUTIONS DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	I	N	V	O	C	A	T	I	O	N
II	D	I	A	L	O	G	U	E	R	A
III	E	■	R	A	T	I	O	N	■	I
IV	N	E	■	F	E	R	N	I	O	T
V	T	O	T	■	L	A	S	S	E	R
VI	I	R	I	S	E	S	■	S	U	A
VII	Q	■	R	O	T	■	L	E	V	I
VIII	U	S	A	N	T	S	■	I	R	E
IX	E	O	N	■	E	I	K	■	E	N
X	S	L	A	N	S	K	Y	■	S	T



LA RAGAZZA

de

Carlo CASSOLA

(Livre de poche)

CARLO Cassola nous conte l'histoire d'une jeune fille (en italien « ragazza » signifie jeune fille), d'une adolescente qui, à travers son premier amour, va rapidement se trouver confrontée aux soucis et aux responsabilités de la vie d'adulte. C'est une histoire d'amour émouvante et une étude psychologique bien menée, ce qui justifierait déjà l'intérêt que le lecteur pourrait lui porter.

Mais le mérite de ce roman est aussi de nous plonger dans l'atmosphère de l'immédiate après-guerre en Italie, à l'époque où le P.C.I. est au gouvernement. L'action se déroule en effet en Toscane en 1945 et nous partageons pendant quelques heures la vie de ces villageois, leur misère, leurs rancœurs et leurs espoirs.

Rancœurs contre les notables, les autorités, le gendarme ou le curé qui ont collaboré avec les fascistes, dénonçant les partisans et ceux qui les aidaient. Rancœurs d'autant plus exacerbées que ces fripouilles savent se mettre du côté du manche, qu'elles parviennent à se faire délivrer des « certificats de patriotisme », qu'elles s'inscrivent même parfois au Parti.

Aussi 1945 c'est l'époque des règlements de comptes : nombre d'anciens partisans comme le fiancé de l'héroïne (surnommé « le Vengeur ») règlent leurs comptes avec l'appui de la population, aux anciens collaborateurs.

Espoirs aussi... Espoirs parce que le Parti est fort, qu'il est au gouvernement et que « ça va bientôt changer ». Mais les espoirs seront vite déçus.

D'élections en élections les espoirs de révolution s'envolent chaque jour davantage, et Togliatti au gouvernement a tôt fait de se réconcilier avec les ennemis de la veille. Il amnistie les fascistes et « ceux qui se sont engraissés en affamant le peuple » mais laisse condamner les partisans qui se sont fait justice eux-mêmes. Ainsi les jeunes militants les plus ardents, comme le fiancé de l'héroïne ceux qui ont cru que tout allait changer, seront les premières victimes de la trahison de leurs dirigeants...

Ainsi, la peinture pleine d'intérêt et très vivante d'une période importante de l'histoire du Parti communiste italien que Carlo Cassola a brossée comme toile de fond de son roman en constitue en fait un des attraits majeurs.

M. HOMET.

Togliatti lors de sa première apparition en public à la libération : C'était l'enthousiasme populaire... il sera bientôt déçu (photo U.P.I.)

En librairie : nouveautés et rééditions

Ci-dessous, une liste de livres qui ont été édités ou réédités récemment. Nous la donnons pour simple information de nos lecteurs. Elle n'implique évidemment aucun accord politique avec tous les livres cités. Nous publierons d'ailleurs une critique plus substantielle des plus intéressants d'entre eux.

Théorie et Politique

LENINE et ZINOVIEV : *Contre le courant.* (Fac-similé, Maspéro, 200 pages.)

Ecrit au début de la guerre de 14 contre la trahison de la social-démocratie et l'union sacrée des travailleurs avec la bourgeoisie.

Rudolph HILFERDING : *Le Capital financier.* (Editions de minuit, 500 pages.)

Un des plus importants ouvrages économiques marxistes depuis Marx. Est à la base des théories de Lénine sur l'impérialisme.

Eugène VARGA : *Testament.* (Grasset, 180 pages.)

Sur la fin de sa vie, le célèbre économiste soviétique se met à attaquer la bureaucratie stalinienne.

Mémoires, Histoire, Actualité

Mémoires d'un bolchevik-léniniste. (Maspéro, 200 pages.)

Souvenirs et jugements d'un militant révolutionnaire soviétique de la lutte de l'Opposition de gauche jusqu'au camp de Vorkouta. Quelques courts textes d'opposants actuels (notamment Grigorenko) sont ajoutés à la fin. L'ouvrage est longuement préfacé par le Secrétariat unifié de la IV^e^ Internationale.

Daniel GUERIN : *Front populaire, révolution manquée.* (Maspéro, 200 p.)

Le Front populaire vu par un militant de la gauche socialiste.

Elridge CLEAVER : *Panthère noire.* (Seuil, 200 pages.)

Souvenirs d'un des dirigeants de l'organisation noire américaine la plus combative.

Dominique EUDES : *Les Kapetanios.* (Fayard, 500 pages.)

Ouvrage fort complet sur la guerre civile en Grèce, de 1943 à 1949.

Jean DAUBIER : *Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine.* (Maspéro, 200 pages.)

La Chine, de 66 à 68, par un témoin.

Bernard BERAUD : *La gauche révolutionnaire au Japon.* (Seuil, 150 pages.)

Les gauchistes japonais.

Sociologie

Michel-Antoine BURNIER et Bernard KOUCHNER : *La France sauvage.* (Denoël, 330 pages.)

Décrit la « contestation » actuelle en France, des petits commerçants aux divers groupes gauchistes. Bien qu'écrit sur le mode journalistique, évite en général les âneries qui sont de règle dans ce genre d'ouvrages.

Philippe GACI : *Les ouvriers.* (Mercure de France, 300 pages.)

Enquête sociologique dans divers milieux ouvriers.

L'auteur essaie de réagir contre les idées reçues des sociologues sur l'embourgeoisement de la classe ouvrière.

Union générale des travailleurs sénégalais en France : *Le livre des travailleurs africains en France.* (Maspéro, 200 pages.)

Jean-Pierre N'DIAYE : *Négriers modernes.* (Présence africaine, 150 pages.)

Conditions de voyage, de logement, de travail, aspects économiques, des travailleurs africains, immigrés en France.

Romans

SOLJENITSYNE : *Une journée d'Ivan Denissovitch.* (Collection 10 x 18.)

Les camps de concentration en Russie stalinienne.

Georges DARIEN : *Biribi.* (Collection 10 x 18.)

Les bataillons disciplinaires d'Afrique de l'armée française, vers 1900.

Isabel ALVAREZ DE TOLEDO : *La grève.* (Grasset, 370 pages.)

L'Espagne vue par la « Duchesse rouge ».

Cinéma

PATTON

Un film de F. J. SCHAFFNER

Georges Patton en 1945 :
Pour lui, la guerre était surtout une occasion de s'illustrer

LES premières images du film en donnent le ton. Sanglé dans son uniforme, sourire méprisant aux lèvres, cravache à la main, Patton apparaît devant la toile de fond que constitue un immense drapeau américain, et pendant que la caméra s'attarde sur une série de détails significatifs (les brochettes de décoration qui se bousculent sur son uniforme, les crosses de nacre de ses pistolets, les multiples bagues qui ornent ses doigts), il prononce un des discours de sa manière : « Ce n'est pas avec des connards qui acceptent de mourir pour leur patrie qu'on gagne des guerres, mais avec des gars qui bousillent les connards d'en face... Enfants de salauds, quand vous verrez votre copain réduit en bouillie à côté de vous, alors vous vous battrez... Les boches, on les brisera, on les fera ramper, et si ça suffit pas, on leur coupera les couilles... On graissera les chenilles de nos tanks avec leurs tripes... »

Le portrait psychologique de Patton est tracé. Le reste du film n'est plus que l'illustration, mais quelle illustration, de celui-ci au fil de trois années de guerre, de la campagne de Tunisie à la capitulation allemande.

Qu'on ne s'y trompe pas. Il ne s'agit pas précisément d'un film antimilitariste. On sent l'auteur fasciné, au contraire par la démesure de son personnage. Et ceux qui ont la fibre militaire, ceux qui tremblent d'émoi devant n'importe quelle culotte de peau, trouveront sans doute là, eux-aussi, un spectacle à leur goût et en ressortiront plein d'admiration pour les Patton et leurs semblables.

Mais le mérite du film est de nous tracer un portrait sans concession du personnage, un portrait d'une vérité crue, et de nous donner aussi une image réaliste de la guerre. Les hommes qui tombent sous les ordres de Patton ne tombent pas le sourire aux lèvres, en poussant un dernier hourra en l'honneur de la mère-patrie, comme meurent les héros dans les ouvrages patriotiques. Ils tombent affreusement, cruellement, dans d'atroces souffrances, et ce décor dans lequel évolue Patton souligne encore plus tout ce qu'il peut avoir de méprisable et de haïssable pour tout être humain digne de ce nom.

Car ce « grand » général qu'on nous montre, ce vainqueur de la seconde guerre mondiale, n'est en fait qu'une « prima donna » rêvant de combats singuliers avec Rommel, char contre char, mais contemplant les batailles du haut des points d'observation chers à tous les états-majors; répétant complaisamment devant les caméras — en Tunisie — les scènes de son débarquement en «Sicile» ; se livrant avec Montgomery à une course échevelée pour savoir qui arrivera le premier à Messine, et en sera le « libérateur ».

Pour Patton, la guerre est avant tout une occasion de s'illustrer, de conquérir de la gloire, et on le voit s'attrister, au soir de l'attentat manqué du 20 juillet contre Hitler, à l'idée que cela aurait pu se terminer plus tôt que prévu, et se réjouir, au moment de la contre-offensive allemande dans les Ardennes, d'être en position de devenir le sauveur de la situation.

Patton — qui croit à la réincarnation des âmes, et est persuadé qu'il a participé à la bataille d'Austerlitz, et à la retraite de Russie — est certes un « cas ». Mais les autres généraux américains ou anglais qu'on nous montre dans leurs rapports avec lui, comme ses officiers d'ordonnance, ne donnent finalement pas une bien meilleure image de l'armée, et l'on est effrayé de voir comment de tels hommes peuvent être détenteurs de tels pouvoirs, comment ils peuvent envoyer à la mort non seulement pour les intérêts de l'impérialisme, mais aussi pour un caprice ou une décoration, des milliers de leurs semblables.

Patton était ce qu'il est généralement convenu d'appeler « un-général-qui-ne-fait-pas-de-politique ». Entendez par là qu'il était farouchement réactionnaire, et qu'en 1945, il ne comprit pas pourquoi le gouvernement américain arrêtait la guerre, alors qu'il aurait été si simple de la continuer contre ces « enfants de salauds » de Russes, puisqu'il faudrait bien le faire un jour ou l'autre. Il le dit d'ailleurs si ouvertement qu'il se vit retirer son commandement, peu de temps avant sa mort accidentelle.

« Patton » est en tout cas un film à voir, et un film qui à défaut de faire honneur à l'armée des USA, fait honneur à leur cinéma, car il n'y a guère de chances de voir un jour réaliser en France un film de ce genre sur un Joffre, ou un de Lattre, ou tout autre « héros national » étoilé.

Huguette CHEVIREAU.

Un général qui joue au flic...

Chez PEUGEOT (Sochaux) :

En Mécanique-Sud : hygiène et sécurité ? connais pas !

Sur les chaînes, une augmentation continuelle des cadences de travail

NOUS sommes environ 2.000 à travailler en Mécanique-Sud et ce, 9 heures par jour. On fabrique les freins, les moyeux, le tramis, les ponts arrière ; on monte les trains avant 203, 304, les trains arrière 404, 504 et breaks. Ainsi, certains d'entre-nous travaillent en série et les autres à la chaîne. D'autres camarades enfin sont au secteur entretien O.G. Sud.

Comme partout, il faut assurer la production. Pour être sûrs d'y arriver, la plupart des gars travaillent comme des dingues les six ou huit premières heures afin de souffler un peu en fin de journée ; les chefs le savent bien et nous accordent, sans trop d'histoires ces quelques instants de moindre rendement car ils savent aussi qu'à ce petit jeu-là, c'est nous qui sommes perdants.

Un secteur des ponts arrière a été remanié en février pour « rationnaliser » la production : on y travaille donc en « saturation », c'est-à-dire que certains ouvriers surveillent six machines au lieu de 3 auparavant. Des postes ont été supprimés mais par contre il y a eu une augmentation du nombre des chefs et augmentation des séries et des cadences.

« ça passe ». Evidemment, avec l'habitude ont fait danser un singe, mais un jour, c'est peut-être notre patience qui passera.

Face à cela, la vie syndicale est pratiquement inexistante. Par exemple, dans une équipe de 40 travailleurs, quatre seulement sont syndiqués (à la CGT).

Beaucoup de camarades, en mécanique Sud ne connaissent ni le nom ni la tête de leur délégué. Ils seraient bien contents d'apercevoir le délégué au Comité d'hygiène et de sécurité mais lui aussi est, pour nous, un grand absent.

En fait, plus les capitalistes rationnalisent la production, plus la fatigue des travailleurs s'accroît.

C'est pourquoi en revendiquant les 40 heures tout de suite, le réglage des cadences par les ouvriers eux-mêmes et l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité, les travailleurs ne réclament que leur dû.

Les usines Peugeot : La direction n'a que faire de la sécurité des travailleurs (photo L.O.)

Le matériel est neuf mais il y a souvent des pannes. Les postes des tailleurs sont sans doute les plus pénibles à cause du lubrifiant qui coule sur les pièces ; quand il fait chaud, la vapeur qui s'en exhale est difficilement respirable et comme lait de beauté on fait mieux puisque plusieurs camarades ont les avants bras couverts de boutons.

Nous bénéficions également d'inhalations au trichlore, surtout au taillage où on est particulièrement gâtés.

Il faudrait créer de nouveaux vasistas mais la direction s'en soucie peu. D'ailleurs, pour soulager sa conscience — et surtout parce que c'est une obligation légale — elle nous verse une prime d'insalubrité calculée par poste de travail ; cette prime tourne autour de 0,20 F de l'heure : c'est pas cher payer la santé d'un ouvrier à Sochaux.

De plus, et pour qu'ils ne s'endorment pas sur leurs oreillers (de copeaux), certains camarades ont la chance de se livrer aux saines joies de la marche à pied en allées et venues le long des machines. Certains font ainsi 150 allées et venues de 15 m, sans compter tous les pas pour aller chercher un panier vide à l'autre bout du poste. Au début, c'est très fatigant, mais nos chefs rassurent les nouveaux en leur affirmant qu'avec l'habitude

Aux Fonderies de Lorraine (Saint-Étienne du Rouvray) :

Conditions de travail et de logement responsables de la tuberculose

AUX Fonderies de Lorraine, dans la banlieue de Rouen, il y a un nombre important de travailleurs émigrés : 75 % du personnel ouvrier.

Ils occupent les emplois les plus pénibles et les plus dangereux.

DES CONDITIONS DE TRAVAIL DEPLORABLES

Sur les carrousels où l'on coule les pièces de fonte, on trouve uniquement des Africains, des Portugais et des Marocains. 9 h 1/2 par jour debout, sans pratiquement quitter leur poste, ces ouvriers respirent la poussière de sable des moules, la poussière de fonte qui voltige dans toute la fabrication et en plus, ils sont toujours en plein courant d'air.

Sur les cubilots (sorte des petits hauts-fournaux) là encore, il y a uniquement des immigrés qui subissent des différences de température très importantes : visage côté fonte en fusion (+ de 1.000 degrés), dos aux courants d'air, sans parler des émanations d'oxyde de carbone qui provoquent des étourdissements pouvant aller jusqu'à l'évanouissement.

UN SALAIRE DE MISERE

Ceux qui poussent les poches pleines de fonte en fusion (pesant de 300 kg à plus de 1.100 kg) sont eux aussi des Africains, toujours ruisselant de sueur et couverts de lourds vêtements quel que soit le temps pour éviter les brûlures qui sont néanmoins fréquentes.

Et tous ces travaux sont payés en règle générale au tarif manœuvre : 3,75 F de l'heure !

Très récemment, on vient de constater que l'eau que les travailleurs boivent tous les jours est non potable !

Si l'on y ajoute les conditions de logements dont nous avons déjà parlé (voir L.O. n°), rien d'étonnant que certains travailleurs aient été atteints de tuberculose. N'importe qui placé dans de semblables conditions connaîtrait les mêmes risques.

L'ATTITUDE RACISTE DE LA MATRISE ET DE L'INFIRMIERE

Pour la maîtrise, les responsables, ce sont les émigrés eux-mêmes, les uns disant que ces travailleurs : « nous ont amené la tuberculose de chez eux », d'autres : « C'est le changement de climat ». Tous sont d'accord pour prendre des précautions car : « On n'est pas sans les toucher ou leur serrer la main, et de toute façon, on est en contact avec eux ». Ce racisme a fleuri aussi lors de la vaccination préventive où furent vaccinés successivement : « les nègres », « les arabes », « les étrangers » (Portugais et Italiens) et enfin « les Français », (termes employés par la maîtrise). Cette vaccination fut d'ailleurs un « cauchemar » pour l'infirmière (toujours du côté du patron) qui s'est dit obligée de « tripoter du nègre toute la journée », du « négro » qu'elle appelle aussi « blanchette » dans ses bons moments.

Tout cela dans une usine qui appartient au groupe Pont-à-Mousson, dont un des principaux dirigeants déclarait il y a peu : « Que sourient ceux qui n'ont pas conscience de l'unité vivante et humaine que constitue l'entreprise ».